

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

RÉFORME
DES
CONSEILS DE GUERRE
ET DES
CONSEILS DE REVISION
EN TEMPS DE PAIX

ET
PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE
POUR L'ARMÉE DE TERRE

déposé à la Chambre des Députés dans la séance du 24 mai 1901

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 24 mars 1902, à une heure et demie du soir

PAR

Charles CLERGET-VAUCOULEURS

JUGE SUPPLÉANT

CHARGÉ DE L'INSTRUCTION PRÈS LE TRIBUNAL D'HAZEBROUCK

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. PAUL GAUDEMET, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. MOULIN, PROFESSEUR
M. PERCEROU, AGRÉGÉ

DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1902

RÉFORME
DES
CONSEILS DE GUERRE
ET DES
CONSEILS DE REVISION
EN TEMPS DE PAIX
ET
PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE
POUR L'ARMÉE DE TERRE

déposé à la Chambre des Députés dans la séance du 24 mai 1901

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

RÉFORME
DES
CONSEILS DE GUERRE
ET DES
CONSEILS DE REVISION
EN TEMPS DE PAIX

ET
PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE
POUR L'ARMÉE DE TERRE
déposé à la Chambre des Députés dans la séance du 24 mai 1901

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 24 mars 1902, à une heure et demie du soir

PAR

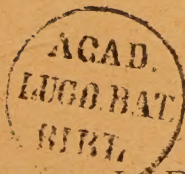
Charles CLERGET-VAUCOULEURS

JUGE SUPPLÉANT

CHARGÉ DE L'INSTRUCTION PRÈS LE TRIBUNAL D'HAZEBROUCK

SOUS LA PRÉSIDENTICE DE M. PAUL GAUDEMET, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. MOULIN, PROFESSEUR
 { M. PERCEROU, AGRÉGÉ



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1902

BIBLIOGRAPHIE

- Bulletin de la législation comparée.* — Janvier, février, mars 1900.
- CHANSON. — *La Justice militaire pour l'armée de terre en France.*
- VICTOR FOUCHER. — *Commentaire sur le Code de justice militaire pour l'armée de terre.*
- A. FRANCE. — *L'anneau d'améthyste.*
- FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général de droit français*, V^e année, 1897.
- GARRAUD. — *Précis de droit criminel.*
- VICTOR JEANNESSON. — *Réforme des Conseils de guerre et révision de la Jurisprudence militaire*, 1895.
- F. LALOE. — *Observations sur la compétence des Conseils de guerre.*
- MARÉCHAL MARMONT. — *De l'Esprit des Institutions militaires.*
- MARSIL. — *Réforme de la Justice militaire*, 1901.
- MEYNIEUX. — Discours de rentrée prononcé à Montpellier, 17 octobre 1898. *Réforme du Code de Justice militaire.*
- Journal officiel.* — 30 novembre 1898, 9 juin 1899, 12 février 1901, 29 mars 1901, 21 juillet 1901, 3 décembre 1901, 14 décembre 1901.
- UDIN. — *Des modifications nécessaires dans l'organisation et le fonctionnement des Conseils de guerre en temps de paix*, 1901.
- PERNOT. — *Des Conseils de guerre et des réformes dont ils seraient susceptibles*, 1901.
- Projet du Gouvernement, présenté par M. le Général de Gallifet à la Chambre des Députés dans la séance du 14 novembre 1899.
- Projet du Gouvernement, présenté par M. le Général André à la Chambre des Députés dans la séance du 24 mai 1901.
- TAILLEFER. — *La Justice militaire dans l'armée de terre en France et dans les principaux pays*, 1896.
- A. WILHEM. — *Commentaire théorique et pratique des Codes de Justice maritime et militaire.*
- La France militaire*, novembre et décembre 1901.
-

RÉFORME
DES
CONSEILS DE GUERRE
ET DES
CONSEILS DE REVISION
EN TEMPS DE PAIX

ET
PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE
POUR L'ARMÉE DE TERRE

déposé à la Chambre des Députés dans la séance du 24 mai 1901

INTRODUCTION

C'est l'armée (1) qui a juridiction sur elle-même, c'est elle qui connaît de tous les délits commis par des militaires, à l'exclusion de la justice ordinaire. Elle a pour organes les Conseils de guerre et les Conseils de revision.

Cette conception est-elle heureuse? Nous le pensons, et pour nous, la justice militaire est aussi légitime que les tribunaux de commerce, les Conseils de prud'hommes et que toute autre juridiction d'exception. Cette assertion, qui ne va pas sans soulever de

(1) Nous nous proposons d'étudier seulement l'armée de terre, mais non l'armée de mer.

violentes dénégations, nous semble reposer sur des bases solides, sur l'histoire et sur la raison.

Lorsque nous rencontrons dans l'histoire une institution qui a pris naissance dans le passé le plus lointain, qui, sans interruption, a pu traverser une longue série de siècles, et qui se retrouve encore dans nos civilisations modernes, nous n'hésitons pas à croire qu'elle n'est pas une institution arbitraire ou imposée par la force. Or, tel est bien le cas de la justice militaire dont nous allons constater l'existence dans le passé.

Chez les Romains, la répression spéciale des délits militaires ne fut, à aucune époque, confiée à la justice ordinaire, mais seulement à des magistrats spéciaux. Ce furent successivement, sous la royauté, les rois et les *Tribuni militum*; sous la République, les consuls, le dictateur, les tribuns et les centurions; sous l'Empire, le préfet du Prétoire, les *legati* dans les provinces, les maîtres de la milice désignés par les Empereurs (1).

Chez les Germains (Tacite : *De moribus Germanorum*, chap. VII, XII, XIII et XIV), la justice militaire est seule en honneur; elle connaît aussi bien des délits de droit commun que des délits militaires, confondant, contrairement à ce qui se passait à Rome, les devoirs civiques et les devoirs militaires. Les juges nommés dans les Conseils sont les chefs de soldats. C'est sous les armes qu'ils rendaient des jugements,

(1) MOMMSEN : *Le droit public romain*, traduction GIRARD, t. III et IV. — CAYNAT : *L'armée romaine d'Afrique*.

condamnant les coupables, soit à des peines, soit au Wehrgeld.

En France enfin, jusqu'à la Révolution, c'est toujours la justice militaire qui, sauf une exception qui se trouve dans une ordonnance de Louis XI, juge les délits militaires, comme en témoignent les anciennes ordonnances sur l'armée. Nous citerons les plus importantes. Sous Louis XII, vers 1514, une ordonnance confie aux connétables et aux maréchaux de France la justice militaire. « Et premièrement aux « Seigneurs, Connétables et Maréchaux de France.... « apportent la connaissance en juridiction en première instance de tous excès commis et perpétrés « par les gens d'armes soit de pied ou de cheval, « aux camps ou en leur garnison » (article 1^{er}).

Sous François I^{er}, furent promulgués différents règlements tendant à assurer le bon fonctionnement de la justice militaire.

L'un d'eux, du 8 février 1540, est ainsi conçu (1) :
« Ordonnons que delits commis par les gens de
« guerre, qu'ils pourront estre arrestez et emprison-
« nez par l'autorité de notre justice ordinaire, s'ils
« sont trouvez en présent meffect, ou qu'il y ait in-
« formation précédente, pour après en estre délaissé
« la cognoissance auxdits mareschaulx de France ou
« leurs prévost, si les délits sont trouvez militaires,
« commis entre lesdits gens de guerre et non sur les

(1) Lettres déclarant les gens de guerre justiciables des tribunaux ordinaires pour les délits non militaires. ISAMBERT, *loc. cit.*, XII, 721, an. 1540.

« aultres subjects n'estants de garnison et gendar-
« merie, auquel cas la cognoissance et punicion en
« appartiendra auxdits juges ordinaires et ayderont
« lesdits gouverneurs et leurs lieutenants et commis
« au faict des exécutions de la justice ordinaire ».

Sous Louis XIII, Richelieu fait publier plusieurs ordonnances relatives à la justice militaire :

« Les prévôts des camps et armées, dit l'une, et de
« nos maréchaux de France, ni les prévôts des
« bandes, ne pourront décréter, ni procéder crimi-
« nellement contre aucun domicilié; ains exerceront
« leur juridiction sur les gens de guerre, et qui sont
« leurs justiciables seulement pour délits militaires.
« ou prévôtaux et non autres ».

« Défense aux cours de parlement, dit l'autre, de
« recevoir et de connaître des appels, qui pourraient
« être interjetés des sentences des prévôts militaires,
« après qu'ils ont été déclarés compétents, suivant
« l'ordre donné par les édits (1) ».

Sous Louis XIV, deux ordonnances relatives à la justice militaire sont rendues : la première en 1651 nous dit que « les juges ordinaires des lieux où les troupes tiendront garnison connaîtront de tous crimes et délits qui pourront être commis dans lesdits lieux, par lesdits gens de guerre de quelque qualité et nation qu'ils soient, et néanmoins lesdits juges ordinaires seront tenus d'appeler le prévôt des

(1) Janvier 1629 à Paris. Ordonnance de Louis XIII (Code MICHAUD), sur les plaintes des États, art. 183; ISAMBERT, *loc. cit.*, XVI, 223.

bandes ou du régiment en cas qu'il y en ait, pour assister à l'instruction et au jugement du procès de tout crime de soldat à l'habitant ».

L'autre ordonnance de 1665 nous indique, pour la première fois, le nom (conseil de guerre) qu'elle porte encore de nos jours.

Nous arrivons à la Révolution.

La loi du 29 octobre 1792 crée les Cours martiales présidées par un Grand-Juge militaire assisté de deux assesseurs.

Une loi du 16 mai 1792 organise, dans les armées, une police correctionnelle militaire.

Une loi du 12 mai 1793 crée, dans chacune des armées de la République, deux tribunaux révolutionnaires qui rendaient la justice aux troupes en campagne sur les lieux mêmes.

Une seconde loi du 12 mai 1793 crée, en même temps que les tribunaux révolutionnaires, un Code pénal militaire pour le temps de guerre.

Par une loi du 17 septembre 1795, la Convention institue des Conseils militaires ou Conseils de guerre qui avaient qualité pour juger les militaires, soit à l'intérieur, soit aux armées.

Enfin, sur l'avis du Conseil des Anciens et de celui des Cinq-Cents, d'aucuns prétendent sous l'inspiration de Bonaparte, le 13 brumaire an VI, parut une loi qui créait un Conseil de guerre permanent dans chaque division.

La loi du 18 vendémiaire an VI créa des Conseils de revision permanents pour connaître des affaires lorsqu'un premier jugement viendrait à être annulé.

En 1820, en 1829, en 1849, plusieurs projets de réforme du Code et de la réorganisation de la Justice militaire n'aboutirent pas. Ce ne fut qu'en 1857, qu'un nouveau Code de justice militaire fut promulgué.

Ce Code ne changea en rien la composition des Conseils de guerre et c'est encore sous les règles édictées par ce Code que la justice militaire fonctionne de nos jours.

Ce n'est pas l'histoire seule qui nous fournit de puissants arguments en faveur des Conseils de guerre; la raison démontre aussi la nécessité de conférer à une justice militaire la connaissance des délits militaires.

La raison, en effet, exige qu'il y ait une justice militaire, parce que le jugement des affaires militaires exige des connaissances spéciales qu'on ne rencontrerait que très rarement chez des magistrats étrangers la plupart du temps aux choses de l'armée. Les lois militaires appartiennent à un ordre de principes, d'idées et d'intérêts inconnus le plus souvent des juridictions civiles : il faut, pour les appliquer, des connaissances pratiques, des études qu'on ne trouverait pas auprès de ces juridictions. Supposons qu'un militaire soit accusé de trahison pour avoir livré à l'ennemi le secret d'un nouvel engin de guerre, la composition d'une poudre à canon tenue secrète, d'un nouveau modèle de fusil. Le Tribunal civil ne pourrait accomplir sa tâche, qu'en faisant intervenir des experts militaires, qui seraient les vrais juges de l'affaire. Supposons aussi qu'il s'agit d'un manque-

ment à des règlements militaires, qui se sont modifiés, remplacés les uns les autres; qui peut, dans ce dédale, mieux se débrouiller, du juge civil ou du juge militaire?

Il faut une justice qui soit initiée aux nécessités de la vie militaire, à ses usages, à ses besoins, à son langage même.

Dans les délits d'outrage par paroles ou par gestes, celui-là seul, qui a vécu la vie de caserne, peut apprécier la chose à sa juste valeur. Et les moyens de défense, tirés de la vie militaire, qui peut mieux les apprécier que celui qui connaît les habitudes militaires? C'est, par exemple, un déserteur qui excipe, pour sa défense, de la malveillance, du parti-pris d'un sous-officier; ou bien, c'est un sous-officier qui invoque des habitudes tolérées de mauvaise comptabilité. Cette incursion de la justice civile dans les choses militaires est bien la dernière combinaison qu'un esprit raisonnable puisse admettre.

Enfin, il faut une justice militaire pour ne pas permettre à des magistrats inamovibles de censurer l'action militaire. Si pour le bon ordre, une séparation des pouvoirs est nécessaire, c'est bien celle du pouvoir judiciaire et du pouvoir militaire. Il arrive quelquefois, devant les Conseils de guerre, qu'un officier ou un sous-officier soient censurés par le Président du Conseil pour avoir été la cause indirecte du fait imputé à l'accusé. C'est par exemple un capitaine, qui n'a pas exercé sur un sous-officier comptable toute la surveillance voulue et qui, par cette négligence, a contribué à faire traduire son comptable

devant le Conseil de guerre, ou bien c'est une sentinelle, à qui on aura mal expliqué sa consigne, et qui aura tué un de ses camarades. Est-il dans l'intérêt de l'armée, que les juges ordinaires, les juges civils censurent en plein public les chefs moralement responsables ? on ne le fait pas dans les procès civils où se présentent des faits analogues ; il n'y aurait donc pas possibilité de le faire. Tandis que lorsque ces réprimandes se produisent entre militaires, c'est comme une chose blâmable qui se juge et s'apprécie entre gens du même métier.

C'est pour toutes ces raisons que la justice militaire est regardée comme un organe nécessaire de l'armée par tous ceux qui ont passé leur existence dans le monde militaire.

Écoutez, par exemple, le maréchal Marmont (1) : « Aux mains de qui doit être confiée la justice militaire ? Aux mains de ceux qui sont chargés du maintien de la discipline, qui, chaque jour, en sentent les besoins, en remplissent les devoirs et y sont les premiers intéressés. C'est donc aux officiers en activité de service que ce soin doit être remis exclusivement. »

Cette même idée a été rendue par le rapporteur du Code de justice militaire de 1857 (2). « Il est naturel qu'on appelle à décider des questions de discipline ceux qui font du commandement et de l'obéissance,

(1) MARMONT, *Institutions militaires*, II^e partie, chap. V.

(2) Rapport au corps législatif sur le projet de Code militaire par M. LANGLOIS, député, 1857.

la science et l'habitude de leur vie. L'armée ne peut bien sentir l'équité du coup qui est frappé, que s'il part de ses rangs. C'est seulement devant ce juge, ce pair qui connaît ses habitudes, comprend son langage, sait les devoirs qu'il pratique lui-même, que le coupable peut trouver une indulgence sans péril, s'il n'y a eu que faiblesse, une justice non suspecte s'il y a eu crime. Traduit devant les tribunaux ordinaires, le militaire y rencontrerait des magistrats qui ne peuvent avoir au fond du cœur ce sentiment vif et profond du devoir militaire qui est le guide et l'âme du juge d'épée ».

Cependant, comme toute vérité, celle-ci a rencontré ses détracteurs. Dans une proposition de loi (1), il est dit : « La Révolution ne fit pas d'exception
« pour les anciennes justices militaires, que les
« cahiers de la noblesse et du clergé rangeaient parmi
« les destructions nécessaires. Cette rentrée de l'ar-
« mée dans le droit commun, sous la justice civile,
« s'impose d'autant plus aujourd'hui que, depuis
« 1889, l'armée est devenue toute la nation..... Les
« Conseils de guerre doivent donc disparaître avec le
« Code militaire lui-même comme ont disparu les
« justices seigneuriales, les tribunaux ecclésiastiques. ».

Que les anciennes justices, qui devaient leur existence à des causes historiques ayant perdu leurs raisons d'être, aient fini par disparaître, cela est tout

(1) *Journal officiel*, Chambre des députés, année 1898, session extraordinaire, annexe 341.

naturel, mais le principe de la justice militaire est de tous les temps et de tous les pays.

Des publicistes contemporains attaquent, avec véhémence, l'institution de la justice militaire. Il est bien certain qu'ils n'ont nullement en vue l'intérêt de l'armée qu'ils sacrifient, sans hésitation, à des préoccupations politiques.

M. Anatole France (1) fait le procès de toutes les juridictions d'exception et conclut à la rentrée de l'armée dans le droit commun, oubliant ainsi qu'il est bien rare, dans les institutions, de rencontrer de ces principes absolus qui ne comportent aucune exception. Il s'exprime ainsi : « L'armée étant une administra-
« tion comme l'agriculture, les finances ou l'instruc-
« tion publique, on ne conçoit pas qu'il existe une jus-
« tice militaire, quand il n'existe ni justice agricole, ni
« justice financière, ni justice universitaire. Toute
« justice particulière est en opposition avec les prin-
« cipes du droit moderne. Les prévôtés militaires pa-
« raîtront à nos descendants aussi gothiques et barba-
« res que nous paraissent à nous les justices seigneu-
« riales et les officialités..... »

De toutes ces considérations, que conclure, sinon qu'il faut bien se garder, si l'on veut une armée puissante, d'affaiblir la discipline en envoyant les délinquants militaires devant les tribunaux de police correctionnelle ou devant les Cours d'assises, où trop souvent l'intérêt privé des accusés l'emporterait sur l'intérêt supérieur de l'armée.

(1) Anatole FRANCE, *L'Anneau d'Améthyste*, p. 148, 149.

Nous sommes donc partisan de la Justice militaire, nous la croyons nécessaire et légitime, mais il ne s'en suit nullement que nous trouvions parfaite son organisation actuelle.

Nous n'ignorons pas que les lois sont variables, que leurs auteurs ne les font pas immortelles et que la loi d'évolution s'exerce sur elles, comme sur toute autre chose, pour les transformer et les approprier aux besoins nouveaux.

La loi de 1857 ne saurait donc régir éternellement la justice militaire (1).

Mais, outre ces considérations générales, deux causes spéciales appellent des réformes nécessaires. Et d'abord l'armée n'était pas, à l'époque de la confection du Code de justice militaire, ce qu'elle est aujourd'hui. Autrefois, elle était composée d'hommes qui demeureraient de longues années, quelquefois même leur vie entière, au service et qui formaient une catégorie à part de citoyens, un groupe spécial, une réunion ne subissant que fort peu le contact et l'influence de l'élément civil.

Tout autre apparaît aujourd'hui la composition de l'armée. Chaque Français doit maintenant servir personnellement dans l'armée depuis l'âge de vingt ans jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans. Entre ces deux limites, tout Français est soldat ou éventuellement

(1) C'est ce que prouve surabondamment la lecture du *Journal Officiel* qui, dans ces dernières années, a enregistré vingt-deux projets ou propositions de loi. — Ch. 1898, sess. ord., p. 112. — Sess. extr., 288, 299, 311, 357, 362, 435, 436, 437, 475, 490. — Sénat 1898, sess. ord., 180. — Sess. extr., 330, 339, 356.

obligé de l'être. On a donc raison de considérer l'armée actuelle comme la nation armée. Un pareil changement doit nécessairement avoir une influence sur le Code de justice militaire.

Une autre considération a bien aussi son importance. Depuis 1837, la justice pénale a fait d'incontestables progrès. Les accusés qui répondent de leurs crimes ou de leurs délits devant la juridiction de droit commun ont vu le législateur s'efforcer de leur accorder toutes les garanties qu'ils pouvaient souhaiter pour la liberté de leur défense.

Le législateur s'est également appliqué à diminuer les peines en donnant aux juges la faculté de proportionner la peine aussi exactement que possible au crime commis ou au degré de culpabilité du délinquant.

Et sans méconnaître que quelquefois la discipline exige un traitement rigoureux, bien des esprits auraient désiré que ces mesures toutes humaines et toutes rationnelles fussent appliquées aux justiciables des Conseils de guerre. Ainsi la juridiction militaire aurait suivi le progrès et aurait été d'autant plus parfaite.

C'est à la recherche de ces réformes que nous allons consacrer ce travail.

Pour les exposer dans un ordre méthodique, nous examinerons :

1^o Les réformes dans l'organisation des Conseils de guerre ;

2^o Les réformes dans la compétence des Conseils de guerre ;

3° Les réformes dans la procédure devant les Conseils de guerre;

4° Les réformes dans le sens de l'adoucissement des peines du Code de justice militaire.

Il est évident qu'il ne nous est pas possible d'étudier toutes les réformes proposées, mais nous nous occuperons des principales dans l'ordre que nous venons d'indiquer.

Notre intention est également de limiter nos recherches à l'étude des Conseils de guerre en temps de paix, en laissant de côté ce qui concerne l'armée de mer.

PREMIÈRE PARTIE

Des réformes dans l'organisation des Conseils de guerre

Il existe de nombreux types d'organisation des Conseils de guerre et les conceptions les plus diverses ont été adoptées par les législations étrangères. Le type choisi par notre Code de justice militaire ne compte plus guère de partisans et, de l'aveu de tous, de profondes réformes sont nécessaires. Un projet de loi, présenté par le gouvernement récemment, propose un certain système d'organisation que nous étudierons. Nous aurons à examiner aussi quelle est la conception qui réaliserait le mieux les conditions d'une bonne organisation de justice militaire.

Le développement de ces idées va nous fournir le plan de cette première partie que nous diviserons en quatre chapitres : le premier consacré à l'étude des nombreux modes d'organisation des différents législateurs ; le second, à l'exposé de l'organisation choisie par le Code de justice militaire ; le troisième, à l'examen de l'organisation des tribunaux militaires du projet du gouvernement et le quatrième à la recherche du meilleur type d'organisation.

CHAPITRE PREMIER

De l'organisation de la Justice militaire dans les législations étrangères (1).

On rencontre difficilement deux pays ayant organisé de la même façon leur justice militaire ; on peut dire qu'en cette matière, chaque pays a sa conception particulière. De là de nombreux types d'organisation, dont nous allons étudier les principaux.

RUSSIE.

En Russie, c'est le Code de 1859, formant le recueil général des dispositions, lois et règlements militaires, qui règle l'organisation de la justice militaire. Il confie cette juridiction en temps de paix à des Conseils de guerre de régiment, à des Conseils de circonscription et enfin à la Cour suprême militaire.

Les Conseils de guerre de régiment, appelés à juger les infractions punissables de peines correctionnelles, sont permanents et composés d'un officier supérieur président, et de deux officiers subalternes nommés

(1) Les renseignements sur l'organisation de la Justice militaire dans les pays étrangers ont été puisés dans les *Bulletins de la Société de Législation comparée* de 1899 et 1900 et dans l'ouvrage de FUZIER-HERMAN.

pour six mois. Ils sont désignés au chef de division par le chef de corps, qui choisit souverainement sans tenir compte des connaissances juridiques de ceux qu'il désigne.

Tout autre est la composition des Conseils de guerre de circonscription.

Ces tribunaux sont composés de deux éléments distincts, d'un élément représentant la science et l'expérience juridiques et d'un autre élément représentant la connaissance de l'armée et de la discipline. Le premier est recruté dans les membres permanents attachés aux Conseils de guerre de circonscription. Ces derniers sont en général de sept à onze et siègent dans chaque affaire au nombre de trois. Près de chaque Conseil on trouve des officiers gradués en droit, remplissant les fonctions de juge d'instruction. Il y a également des aspirants qui font un stage complémentaire de leurs études juridiques, et sont employés comme défenseurs d'office ou comme juges d'instruction. L'autre élément de ces Conseils comprend six officiers membres temporaires, parmi lesquels deux au moins sont officiers supérieurs. Ils sont nommés pour six mois par le chef de la circonscription militaire.

Quant à la Cour suprême militaire qui siège à Pétersbourg, mais qui a deux succursales pour la Caucasic et la Sibérie, elle est composée de sept membres, parmi lesquels on compte un procureur général, conseiller juridique du ministre de la guerre, et deux adjoints.

Pour conclure, ce qui sépare les tribunaux militaires de la Russie des juridictions de la France, ce

sont ces magistrats judiciaires, ces magistrats de carrière, tous pourvus de diplômes de droit (1).

ALLEMAGNE.

L'organisation de la justice militaire est actuellement réglée par le nouveau Code allemand de procédure pénale militaire du 1^{er} décembre 1898 (Militarstrafgericht ordnung). Il a apporté sur ce point l'unité dans l'Empire allemand, et a fait disparaître le Code prussien du 3 avril 1845, le Code saxon du 4 novembre 1867, le Code wurtembergeois du 20 juillet 1818 et le Code bavarois du 29 avril 1869. D'après le nouveau Code, la justice militaire est exercée par les chefs de juridiction (Gerichtsherrn) et par les tribunaux de jugement (Erkennendengerichte).

Le Gerichtsherr, chef de corps pour la basse juridiction et général en chef pour la haute juridiction, n'est pas un juge : ses fonctions et ses pouvoirs sont ceux du ministère public et du juge d'instruction. Sous ses ordres évoluent des officiers judiciaires (Gerichtsoffiziere) et des employés de justice militaire (Kriegsgerichtsræthe).

La procédure une fois close, c'est le Gerichtsherr qui prononce le non-lieu ou décide de la mise en jugement. Il ordonne également la détention préventive d'un inculpé et décerne les mandats d'arrêt. La particularité qui caractérise ce système, c'est que le

(1) Code de 1859, édité à nouveau en 1869, divisé en 24 livres, modifié par la loi du 24 novembre 1879.

Gerichtsherr n'a pas à côté de lui un juge d'instruction indépendant, car en matière d'instruction, les officiers judiciaires sont tenus d'obtempérer à ses ordres.

Quatre sortes de tribunaux exercent la justice militaire : 1^o les Conseils de garnison (Standgerichte); 2^o les Conseils de guerre (Kriegsgerichte); 3^o les Conseils de guerre supérieurs (Oberkriegsgerichte); 4^o le tribunal militaire de l'Empire (Reichsmilitarge-richt).

Le Standgerichte, Conseil de discipline supérieur, se compose d'un officier supérieur, un capitaine et un lieutenant, nommés pour remplir ces fonctions par le Gerichtsherr. Ces tribunaux ne connaissent que des affaires simples (bagatellsachen) essentiellement militaires et ne peuvent prononcer de peines supérieures à six semaines d'emprisonnement.

Les Kriegsgerichte comprennent cinq juges dont quatre officiers et un conseiller au Conseil de guerre (Kriegsgerichtsrath) ou bien, au cas où la peine encourue peut être supérieure à six mois de prison, les officiers ne sont plus qu'au nombre de trois et les conseillers sont au nombre de deux. Les Kriegsgerichte connaissent en appel des jugements rendus par les Standgerichte et en premier ressort de toutes les affaires dépassant la compétence de ces conseils inférieurs.

Les Oberkriegsgerichte se composent de sept juges, cinq officiers et deux conseillers au Conseil de guerre supérieur. Leur compétence s'étend en appel aux sentences rendues par les Kriegsgerichte.

Le Reichsmilitärgericht est la juridiction suprême, c'est une Cour de cassation qui décide sur les recours en révision. Il siège à Berlin et tous ses membres sont nommés par l'Empereur. Auprès du tribunal sont des Sénats constitués de quatre officiers et trois jurisconsultes ou quatre jurisconsultes et trois officiers dans le cas où le pourvoi reposerait essentiellement sur la violation des règles de droit ou de procédure.

Un commissariat du Gouvernement (Militärverwaltung) composé d'un haut commissaire et d'un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, assiste le Tribunal.

Les conseillers au Conseil de guerre doivent suivre des études auprès de l'Université, puis, ces études terminées, faire un stage auprès d'un tribunal de droit commun et enfin avoir obtenu la Richterqualität. Ils ont en tant que juges leur pleine indépendance, mais en tant que fonctionnaires de la justice militaire, ils sont subordonnés au Gerichtsherr.

ANGLETERRE.

Une loi votée en 1879, qui n'est en vigueur que pour un an, et qui chaque année est confirmée à nouveau par le parlement anglais, constitue la source principale sur l'organisation de la justice militaire en Angleterre.

Elle institue dans l'armée quatre catégories de tribunaux.

Ce sont d'abord le Conseil de guerre de régiment,

réuni sur l'ordre du chef de corps. Il n'exerce que la basse justice et ne peut prononcer qu'un emprisonnement qui ne dépasse pas quarante-deux jours. Il est exclusivement composé d'officiers sans aucune considération de leurs connaissances juridiques.

Ce sont ensuite les Conseils de district au nombre de quinze. Ils jugent les délits militaires plus graves et dont la peine ne peut excéder deux ans de prison avec ou sans hard labour. Ils sont composés de cinq officiers étrangers ou non à la science du droit.

Ce sont encore les Conseils de guerre généraux, composés de neuf membres. Ils ont sous leur juridiction les officiers d'abord et les sous-officiers et les soldats coupables d'infractions punies de la peine des travaux forcés ou de la peine de mort.

Un élément laïque figure toutefois dans cette composition, c'est le Deputy judge advocate chargé d'assurer la marche régulière de la procédure, et le respect des droits accordés par la loi à l'accusé.

Si nous comparons les tribunaux militaires anglais aux tribunaux français, une ressemblance apparaît immédiatement ; les uns et les autres sont composés d'officiers sans compétence juridique. Ils diffèrent sur des points importants : il n'y a pas d'instruction préalable en Angleterre ; aucun défenseur, en principe, n'assiste l'accusé ; chaque Conseil n'est nommé que pour une affaire, et il n'existe aucun recours en révision en faveur du condamné.

BELGIQUE.

La loi belge du 15 juin 1899 intitulée : Code de procédure pénale militaire, a inauguré un nouveau type d'organisation remarquable par l'Instruction préparatoire, par la composition des Conseils de guerre et celle de la Cour militaire.

Instruction préparatoire. — La nouvelle loi confie l'instruction préparatoire à une commission judiciaire, composée d'un auditeur militaire qui la préside, d'un capitaine et d'un lieutenant. Les auditeurs militaires doivent être docteurs en droit et connaître la langue française et la langue flamande. Ils sont nommés par le Roi et révocables par lui. Ils peuvent avoir des substituts, et sont dans tous les cas assistés d'un auditeur militaire suppléant (art. 76). Tous ces magistrats, substituts ou suppléants, doivent aussi être docteurs en droit. Une commission analogue fonctionne près de la Cour militaire. L'instruction préparatoire y est confiée à une commission composée d'un auditeur général et de deux officiers désignés par le sort, l'un égal, l'autre supérieur en grade au prévenu. L'auditeur général, ainsi que son substitut, sont soumis aux mêmes conditions de capacité que les auditeurs militaires et doivent être gradués en droit (art. 129). Ils remplissent les fonctions de ministère public devant la Cour militaire. Ils exercent également un droit de surveillance sur les auditeurs militaires.

Conseils de guerre. — Il y a en Belgique sept Conseils de guerre permanents, composés chacun de cinq membres : un officier supérieur président, un magistrat civil, deux capitaines et un lieutenant. Le membre civil du Conseil de guerre est nommé par le Roi, pour un terme de trois ans, parmi les juges des Tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'appel où siège le Conseil. En cas d'empêchement, il est pourvu à son remplacement par le Président de la Cour d'appel, qui désigne un des juges du ressort. Le juge civil prend rang immédiatement après le président. Quant aux juges militaires, ils sont désignés pour une durée d'un mois, parmi les officiers en activité de service, et par voie de roulement. A la dernière audience de chaque session, le président désigne sur les listes les plus anciens officiers de chaque grade, suivant les sortants qui ont siégé. Chaque membre du Conseil se voit désigner un suppléant.

Cour militaire. — L'article 102 du nouveau Code de 1899 décrète qu'il y a pour tout le royaume une Cour militaire siégeant à Bruxelles. Elle a pour attributions de statuer sur les jugements des Conseils de guerre qui sont frappés d'appel, et de juger les officiers supérieurs. Elle est composée : 1^o d'un président, qui doit être choisi parmi les membres des Cours du pays, ayant rempli pendant dix ans des fonctions judiciaires. Il est inamovible et soumis aux dispositions de la loi sur la retraite des magistrats, il reçoit dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers généraux, art. 103; 2^o de membres militaires au

nombre de quatre : un lieutenant général, un colonel et deux majors; les articles 106 et suivants posent les règles de leur nomination.

Telle est la Cour militaire, juridiction mixte, dans laquelle se trouvent représentées aussi bien la connaissance du droit, que l'expérience de la vie militaire pratique.

ITALIE.

La justice militaire est régie en Italie par la loi du 28 novembre 1869 publiée sous le titre de *Codice penale per l'esercito del regno d'Italia*. Elle divise les tribunaux militaires de la Péninsule : 1^o en tribunaux militaires territoriaux ; 2^o en tribunaux militaires près des troupes réunies ; 3^o en tribunal suprême de guerre et de marine.

Tribunaux militaires territoriaux. — Ils sont, en temps de paix, les tribunaux ordinaires, tribunaux permanents, siégeant aux chefs-lieux des divisions militaires territoriales. A chacun de ces tribunaux sont attachés un capitaine avec des adjoints pour remplir les fonctions de juges d'instruction, et un avocat fiscal avec un ou plusieurs substituts, tous gradués en droit, et enfin un greffier et des commis-greffiers. Il existe également près de chaque tribunal territorial une commission d'enquête chargée, lorsque l'instruction est terminée, de se prononcer sur la mise en accusation. Elle est composée d'un officier supérieur président et de deux capitaines. Après quoi,

l'accusé est invité à se choisir un défenseur, à qui huit jours sont accordés pour étudier la cause. L'accusation prononcée, l'inculpé comparait devant un tribunal composé de six membres, tous officiers, désignés par le général en chef, d'après leur rang d'ancienneté, s'il s'agit de juger un sous-officier ou un soldat, et tirés au sort si l'accusé est un officier.

Tribunaux militaires près des troupes réunies. — Ils fonctionnent seulement lorsqu'il y a des rassemblements importants de troupes en dehors des lieux où siègent les tribunaux territoriaux permanents. Ils sont organisés suivant les mêmes principes.

Tribunal suprême militaire. — Il siège à Rome. Il se compose de neuf membres : un président, lieutenant général ou vice-amiral, et huit juges, dont trois officiers généraux, trois conseillers d'Etat, deux conseillers à la Cour d'appel; un avocat général militaire remplit les fonctions de ministère public. Un greffier et des commis-greffiers sont chargés des écritures. Tous sont nommés par le Roi, et leurs fonctions sont permanentes. Ce tribunal n'examine les affaires qu'au point de vue du droit et seulement dans les trois cas spécifiés par l'art. 344. Il peut annuler le jugement d'un tribunal militaire et renvoyer l'affaire devant un autre tribunal.

AUTRICHE-HONGRIE.

L'organisation de la justice militaire de ce pays a pour base les articles de guerre de Maximilien II, pu-

bliés en 1570, et qui ont été maintenus jusqu'en 1768. A cette date, le Code Theresiana les remplaça et est encore en vigueur aujourd'hui. Il a été modifié par une loi de 1869, nécessitée par l'introduction dans l'armée du service obligatoire, et une autre du 20 septembre 1873, relative à la composition des Conseils de guerre.

Cette organisation a beaucoup d'analogie avec celle de l'Allemagne.

D'abord, il y a des tribunaux inférieurs qui ont juridiction sur les sous-officiers et les soldats, pour les infractions n'emportant pas des condamnations à plus de six mois. C'est un tribunal analogue au Standgericht allemand. Il est composé de huit juges, dont un auditeur fonctionnaire judiciaire militaire.

Il y a ensuite des Conseils de guerre, *Kriegsrechte*, composés de huit juges, dont un auditeur. Ils sont divisés en tribunaux de garnison, tribunaux d'académie (pour les Ecoles militaires), tribunaux de la garde, tribunaux de landwehr autrichiens et hongrois.

Enfin, il existe des tribunaux supérieurs, pour les appels, et au-dessus de tous la Cour suprême militaire, *Oberster militargerichtshof*.

La caractéristique de cette organisation se trouve dans la pluralité de juridictions pour les petites infractions et pour les plus graves, comme aussi dans l'introduction de magistrats militaires ayant des connaissances spéciales.

CHAPITRE II

Organisation de la Justice militaire en France.

Deux principes dominent cette organisation et en font un type spécial.

En matière pénale ordinaire, trois catégories de tribunaux sont établies suivant la gravité des délits. Ainsi, il y a des tribunaux de simple police pour les contraventions ou délits moindres, des tribunaux correctionnels pour les délits de moyenne gravité et, enfin, des Cours d'assises pour les crimes. Cette distinction n'existe pas dans le Code de justice militaire. Pour tous les délits, de quelque gravité qu'ils soient, il n'y a qu'une seule juridiction, la même pour tous les délits, les Conseils de guerre.

Ensuite, en matière pénale de droit commun, on confie la juridiction à des juges qui sont pourvus de diplômes attestant qu'ils ont étudié, avec succès, pendant plusieurs années, la science du droit, et qui ont acquis une certaine expérience de la pratique judiciaire par un stage d'avocat, ou d'attaché dans un parquet. En matière pénale militaire, les juges qui composent les Conseils de guerre sont choisis parmi des officiers ou sous-officiers ne possédant aucune connaissance de droit et n'ayant pas la moindre expérience des choses judiciaires.

Il en est de même également des officiers chargés,

près les Conseils de guerre, des fonctions si délicates de ministère public et de juge d'instruction. Il suffit qu'ils soient officiers de l'armée française, il n'est pas nécessaire qu'ils soient gradués en droit.

Ces idées générales posées, passons à l'étude détaillée de l'organisation de notre justice militaire.

En temps de paix, la justice militaire a pour organes les Conseils de guerre et les Conseils de révision.

I. — Organisation des Conseils de guerre.

Nombre des Conseils de guerre. — L'article 2 du Code de justice militaire décrète qu'il y a un Conseil de guerre permanent au chef-lieu de chacune des circonscriptions militaires territoriales.

On sait que, d'après la loi du 24 juillet 1873, le territoire de la France est divisé, sous le rapport militaire, en dix-huit régions de corps d'armée. Chacune d'elles comprend de deux à huit départements, suivant les ressources du recrutement et les exigences de la mobilisation. Chacune de ces régions forme le ressort du Conseil de guerre permanent, établi au chef-lieu de la région. Donc, nous comptons dix-huit Conseils de guerre, auxquels il faut ajouter le Conseil de guerre du 20^e corps, nouvellement créé, et siégeant à Nancy. L'Algérie forme une dix-neuvième région, et est divisée en trois divisions militaires ayant chacune un Conseil de guerre. En outre, la loi du 5 janvier 1875 a organisé les deux commandements supérieurs de Paris et de Lyon et, par suite, a ordonné

la création de deux Conseils de guerre à Paris et de un à Lyon.

Composition des Conseils de guerre. — La composition des Conseils de guerre varie suivant le grade de l'accusé, mais de façon qu'en principe, l'inférieur ne juge pas son supérieur.

Cette idée a son histoire. Dans les lois antérieures à la loi de l'an V, le Conseil de guerre se composait, quel que fût l'accusé à juger, de trois soldats, de trois sous-officiers et de trois officiers. On voulait, de cette manière, donner satisfaction à l'idée d'égalité : c'était donc la même juridiction pour les officiers et pour les soldats. Mais le fait d'un soldat jugeant un officier, d'un inférieur jugeant un supérieur, finit par être considéré comme nuisible à la discipline; et les lois de brumaire et de fructidor an V firent bientôt la distinction entre les accusés officiers supérieurs et les autres. Pour ceux-ci, l'ancienne composition fut maintenue, mais pour les officiers supérieurs, on créa une organisation spéciale, de laquelle furent exclus tous ceux de grade inférieur à celui de l'accusé. Cette nouvelle idée devait se développer. Sous l'Empire, la nécessité d'établir plusieurs compositions des Conseils de guerre, suivant le grade de l'accusé, fut accueillie dans les commissions militaires de l'époque; sous la Restauration, elle fut acceptée dans divers projets de lois et, notamment, dans ceux de 1827 et 1829, et elle était formellement reconnue dans le Code de justice militaire qui nous régit.

D'après le Code de 1857, la composition du Conseil

de guerre varie suivant le grade de l'accusé (Code de justice militaire, article 13).

L'article 14 ajoute que s'il y a plusieurs accusés de différents grades ou rangs, la composition du Conseil est déterminée par le grade ou le rang le plus élevé. Enfin l'article 19 dispose que le général en chef dresse, sur la présentation des chefs de corps, un tableau par grade et par ancienneté des officiers et sous-officiers de la circonscription qui peuvent être appelés à siéger comme juges dans le Conseil de guerre. Ce tableau est rectifié au fur et à mesure des mutations. Les officiers et les sous-officiers sont appelés successivement, dans l'ordre de leur inscription, à siéger dans le Conseil de guerre, à moins d'empêchement admis par une décision du général commandant la circonscription. Les membres des Conseils de guerre sont nommés exceptionnellement par le ministre de la guerre s'il s'agit de juger un colonel, un général ou maréchal de France (art. 8).

L'article 22 exige la qualité de Français et l'âge de vingt-cinq ans accomplis.

En vertu de l'art. 23, les parents et alliés jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne peuvent être membres du même Conseil de guerre. Enfin nul ne peut, conformément à l'article 24, siéger comme président ou juge : 1^o s'il est parent ou allié de l'accusé jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement ; 2^o s'il a porté la plainte, donné l'ordre d'informer ou déposé comme témoin ; 3^o si, dans les cinq ans qui ont précédé la mise en jugement, il a été engagé comme plaignant, partie civile ou prévenu

dans un procès criminel contre l'accusé ; 4^o s'il a connu précédemment de l'affaire comme administrateur ou comme membre d'un tribunal militaire. Les dispositions 1 et 3 sont empruntées à l'article 378-1^o et 15^o du Code de procédure civile.

Jugement des fonctionnaires militaires ayant rang d'officiers. — Pour juger un membre du corps de l'intendance militaire, un médecin, un pharmacien, etc., le Conseil de guerre est composé suivant le grade auquel le rang de l'accusé correspond (art. 13 du Code de justice militaire modifié par la loi du 18 mai 1875). Ce qu'il faut remarquer, c'est qu'aucun assimilé n'est appelé dans ce cas à siéger au Conseil, qui ne peut être composé que d'officiers en activité de service. Il n'en a pas toujours été de même. La loi de Fructidor an V disposait que les intendants seraient justiciables des Conseils de guerre, mais que deux membres du corps remplaceraient les deux juges du grade le moins élevé. Plus tard, le projet de 1829 n'admettait plus au Conseil qu'un seul membre de l'Intendance. C'est la loi de 1837 qui établit l'ordre de choses actuel, sans qu'on puisse apercevoir bien nettement le motif déterminant du législateur.

Commissaires du Gouvernement, rapporteurs et greffiers. — Il y a près de chaque Conseil un Parquet et un Greffe. Le Parquet se compose d'un Commissaire du gouvernement et de ses substituts, ainsi que du rapporteur et de ses substituts. Le Greffe se compose

d'un officier d'administration greffier et de commis-greffier. Le Commissaire du gouvernement est le chef du Parquet et du Greffe.

Les Commissaires du gouvernement et les rapporteurs sont nommés par le ministre de la guerre. Lorsqu'ils sont choisis parmi les officiers en activité, ils sont nommés sur une liste de présentation dressée par le général commandant la circonscription où siège le Conseil de guerre. Les substituts sont nommés par le général commandant la circonscription (art. 9).

Telle est l'organisation actuelle des Conseils de guerre.

II. — Des Conseils de revision.

Les Conseils de revision ont été institués pour juger les recours formés contre les jugements des Conseils de guerre. Ils sont pour les militaires condamnés ce qu'est, dans l'ordre civil, la Cour de cassation pour les individus condamnés en matière criminelle ou de police correctionnelle (art. 72).

Les Conseils de revision ne connaissent pas du fond des affaires, ils jugent les jugements, ils tranchent de pures questions de droit. Ils recherchent si la composition des Conseils de guerre a été illégale, si les règles de la compétence ont été violées, si la peine prononcée par la loi aux faits déclarés constants par le Conseil de guerre n'a pas été appliquée, s'il y a eu violation ou omission de formes prescrites à peine de nullité, si le Conseil de guerre

a omis de statuer sur une demande de l'accusé ou une réquisition du Commissaire du gouvernement tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi (art. 74).

Il existe actuellement trois Conseils de revision, le premier siège à Paris et a juridiction sur toutes les affaires jugées en France par les Conseils de guerre, le second connaît de toutes les affaires jugées par les Conseils de guerre en Algérie et en Tunisie, le troisième a été établi en Cochinchine pour le jugement des affaires du corps d'occupation du Tonkin.

Les Conseils de revision sont composés d'un président, général de brigade, et de quatre juges, deux colonels et deux chefs de bataillon. Il y a près de chaque Conseil de revision un commissaire du gouvernement et un greffier. Il n'y a point de rapporteur titulaire près du Conseil de revision ; c'est l'un des juges qui en remplit les fonctions pour chaque affaire.

Les règles suivies pour le mode de nomination des membres des Conseils de revision, des Commissaires du gouvernement, les conditions d'âge et les causes d'incompatibilité sont les mêmes que celles suivies pour les Conseils de guerre.

Ici se termine l'organisation actuelle de la justice militaire en France, en temps de paix, caractérisée, comme nous l'avons dit, par l'unité de juridiction pour tous les délits militaires, et par la nomination de juges dont on n'exige aucune connaissance, aucune expérience du droit.

CHAPITRE III

Type d'organisation de justice militaire proposé actuellement à la Chambre des députés par le Gouvernement (1).

Le 24 mai 1901, un projet de loi portant réforme du Code de justice militaire pour l'armée de terre était présenté à la Chambre au nom de M. le Président de la République, par M. le Ministre de la guerre et par M. le Garde des Sceaux, et était renvoyé à la Commission de législation criminelle.

Ce n'est pas, comme le projet de loi du 14 novembre 1899, un acte relatif aux modifications à apporter au fonctionnement de la justice militaire, c'est plu-

(1) M. de FREYCINET avait chargé une commission présidée par M. le général BRAULT d'étudier un projet de réforme de la Justice militaire. La commission s'étant prononcée le 9 février 1899, c'est son avis qui devint le projet présenté par M. le général de GALLIFET. — Projet de loi sur les modifications à apporter au fonctionnement de la Justice militaire et présenté à la Chambre des Députés, dans la séance du 14 novembre 1899. — Documents parlementaires, Chambre, session extraordinaire, annexe n° 1179, p. 110. C'est ce projet qui a servi de base au nouveau projet de loi déposé par M. le général ANDRÉ, Ministre de la guerre, et M. MONIS, garde des sceaux, Ministre de la justice, le 24 mai 1901. Il est intitulé : Projet de loi portant réforme du Code de justice militaire pour l'armée de terre, n° 2360. Chambre des députés, septième législature, session de 1901, annexe au procès-verbal de la séance du 24 mai 1901.

tôt la proposition d'une refonte complète du Code de justice militaire destiné à remplacer le Code de 1837.

Ce projet de loi est l'œuvre du Comité du contentieux et de la justice militaire au Ministère de la guerre, créé par décret du 31 janvier 1899, et composé de sénateurs, de députés, de hauts fonctionnaires du Ministère de la guerre, de conseillers d'Etat, de conseillers à la Cour de cassation, d'officiers généraux.

Le projet du Gouvernement comprend cinq livres consacrés : le premier, à l'organisation des Conseils de guerre et des Conseils de cassation militaires permanents dans les circonscriptions territoriales; le second, à la compétence des tribunaux militaires; le troisième, à la procédure devant les tribunaux militaires; le quatrième, à l'énumération des crimes, des délits et des peines; enfin le cinquième livre institue et régleme le corps de la justice militaire.

A. — Des Conseils de guerre.

Du nombre des Conseils de guerre. — Le projet trouve que le nombre actuel des Conseils de guerre est trop élevé pour le chiffre des affaires à juger. D'après un relevé de l'année 1898 (1), dix Conseils ont eu moins de cent affaires à juger par an et, sauf dans le 6^e corps et en Algérie, le maximum n'a pas

(1) Rapport du Comité du contentieux de la Justice militaire, au sujet de l'étude d'un nouveau Code de justice militaire. Comité créé par décret du 31 janvier 1899, p. 120.

dépassé deux cents affaires dans l'année. Le rapport du Comité estime que l'on pourra, sans difficulté, supprimer une dizaine de Conseils de guerre. En conséquence, l'article 7 du projet dispose qu'il est établi, pour les circonscriptions militaires territoriales formées à l'intérieur sous le titre de gouvernement militaire, des Conseils de guerre permanents, dont le nombre, le siège et le ressort sont fixés par décret. Le même Conseil de guerre pourra avoir, dans son ressort, plusieurs circonscriptions territoriales.

Composition des Conseils de guerre. — D'après le projet, le Conseil de guerre est composé de sept juges, d'un colonel ou lieutenant-colonel, président, d'un chef de bataillon, de deux capitaines, d'un lieutenant et d'un sous lieutenant ou, à défaut d'un second lieutenant, d'un sous-officier. Pour le jugement des officiers, la composition du Conseil de guerre permanent est modifiée selon le grade de l'accusé, conformément à un tableau annexé au projet, et suivant le principe qu'un supérieur ne doit pas avoir pour juges des inférieurs (art. 9 et 10). Il y a en outre, près de chaque Conseil de guerre, un commissaire du Gouvernement, avec un ou plusieurs substituts chargés de l'instruction, et des greffiers pour faire les écritures. Comme on le remarque, il n'y a donc rien de changé, sur ce point, au Code de justice militaire de 1857.

Nominations du personnel des Conseils de guerre. — Le projet établit que le général commandant la cir-

conscription territoriale où siège le Conseil de guerre dresse, sur la présentation des chefs de corps du ressort, un tableau par grade et par ancienneté des officiers et sous-officiers du ressort qui réunissent les aptitudes nécessaires pour être appelés à siéger comme juges des Conseils de guerre. Une expédition de ce tableau est déposée au greffe du Conseil de guerre, article 28. « Les officiers et sous-officiers inscrits sur le tableau sont appelés successivement et dans l'ordre de leur inscription. »

Il a paru utile de spécifier que le commandant de la circonscription territoriale, où siège le Conseil de guerre, ne pourrait porter sur cette liste que les militaires réunissant les aptitudes nécessaires pour remplir les fonctions de juges (1); qu'il ne sera plus obligé de porter tous les officiers et sous-officiers d'un certain grade; qu'il pourra faire ainsi une sélection, qui donnera plus de garanties à la bonne administration de la justice, sans en enlever aucune aux accusés, puisque la liste continuera à être dressée à l'avance et déposée au greffe.

Recrutement des Parquets militaires. — Ici, le projet du Gouvernement prend l'initiative d'une réforme radicale. Il n'admet plus, pour remplir les fonctions de commissaires du Gouvernement et de rapporteurs, des officiers retraités ou fatigués du service militaire et sans préparation antérieure à l'étude et à la pratique des lois. A l'imitation de certaines législations

(1) P. 128 du rapport précité.

étrangères, il reconnaît la nécessité de créer, pour l'administration de la justice militaire, un corps spécial recruté à la base, soit comme en Autriche, parmi les jeunes officiers qui ont fait preuve de connaissances juridiques et accompli un stage dans les tribunaux, soit comme en Italie et en Allemagne, parmi les lauréats et les docteurs en droit.

Le Gouvernement estime, en outre, que la qualité d'officier doit être préférée à celle de jurisconsulte; qu'il est indispensable que le magistrat militaire ait vécu dans l'armée, qu'il en connaisse l'esprit, les institutions, les lois, les règlements mêmes. En conséquence, il propose un recrutement des magistrats militaires analogue à celui des fonctionnaires de l'intendance. L'examen initial qui porte sur le droit civil, le droit administratif, la législation et l'administration militaires leur serait commun. Les cours de science financière que suivent, pendant une année, à l'Ecole des sciences politiques, les candidats à l'intendance seraient, pour les aspirants magistrats, remplacés par des cours à la Faculté de droit.

Telles sont les pensées qui ont inspiré l'article 13 du projet de Gouvernement ainsi conçu : « Les commissaires du Gouvernement et les rapporteurs sont pris dans le corps des Conseillers de la justice militaire, institué par le livre V de la présente loi. Les substituts sont pris parmi les officiers ou assimilés, stagiaires du même corps. Toutefois, à défaut de fonctionnaires ou de stagiaires du corps de la justice militaire, les commissaires du Gouvernement, les rapporteurs et leurs substituts peuvent être pris parmi les

officiers ou les fonctionnaires de l'intendance en activité, dans le ressort du Conseil. » Nous devons ajouter que les commissaires du Gouvernement, les rapporteurs et leurs substituts seront nommés par le ministre de la guerre. Lorsqu'ils seront choisis parmi des officiers ou des fonctionnaires de l'intendance en activité, ils seront nommés sur une liste de présentation dressée par le général commandant la circonscription.

Enfin, l'article 33 du nouveau Code exige que, avant d'entrer en fonction, les commissaires du Gouvernement, les rapporteurs et leurs substituts prêtent, à la première séance du tribunal auquel ils sont attachés, le serment suivant : « Je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations, et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat ». Il est à remarquer qu'on remplace la formule du serment politique, prescrite par le Code de justice militaire de 1857, par la formule judiciaire, prescrite par les décrets des 22 mars et 5 avril 1852.

Des greffiers des Conseils de guerre. — L'article 45 du projet décide que les greffiers seront pris dans le personnel des officiers d'administration de la justice militaire, prévu par la loi du 16 mars 1882.

B. — De la suppression des Conseils de revision.

Comme nous l'avons dit, il y a actuellement trois Conseils de revision : l'un à Paris, l'autre à Alger et le troisième en Cochinchine, pour juger les recours

formés contre les jugements des Conseils de guerre. Le nouveau projet de loi les supprime et répartit les affaires dont ils connaissent entre la Cour de cassation et des Conseils de cassation militaires établis en Algérie et dans les Colonies.

L'art. 87 porte en effet que les jugements rendus par les Conseils de guerre peuvent être attaqués par recours en cassation pour incompétence, vice de forme, excès de pouvoir ou violation de la loi. Les recours sont portés devant la Cour de Cassation, sauf dans les cas spécifiés à l'article suivant. « Sont portés devant les Conseils de cassation militaires, les recours en cassation formés contre les jugements rendus par les Conseils de guerre de l'Algérie et des Colonies. Toutefois lorsque, dans les cas prévus par le présent article, le jugement rendu par le Conseil de guerre est attaqué pour cause d'incompétence de la justice militaire, l'affaire doit être portée devant la Cour de cassation (art. 89). »

Pour justifier cette suppression, les auteurs du projet partent de l'idée que les Conseils de revision n'ont à examiner que des questions de droit, étrangères à toute considération d'ordre militaire, que la solution de ces affaires rentre plutôt dans la compétence des magistrats de profession, et qu'il est donc logique et juste de les attribuer à la Cour de cassation, ou à des Conseils composés de magistrats militaires à l'exclusion des Conseils de revision, composés d'officiers voués à d'autres études qu'à celle du droit.

C. — Du corps de la justice militaire.

Il nous reste à faire connaître une nouvelle institution, qui constitue la réforme la plus considérable dans l'organisation de la justice : il s'agit du corps de la justice militaire (art. 364 à 368 du projet de loi). Pour assurer le service des Parquets et des Conseils de cassation, on a créé un personnel spécial de magistrats militaires (art. 384). Il est créé un corps de magistrats militaires dénommés Conseillers de la justice militaire. Ce corps relève directement du ministre de la guerre. Il a une hiérarchie propre ne comportant aucune assimilation avec les grades de l'armée, mais ses membres jouissent des bénéfices de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers. Cette hiérarchie et le rang des fonctionnaires qui en font partie sont ainsi réglés :

Conseillers de 4 ^e classe.....	Capitaine.
— 3 ^e —	Chef de bataillon.
— 2 ^e —	Lieutenant-colonel.
— 1 ^{re} —	Colonel.
Conseillers inspecteurs de 2 ^e classe ..	Général de brigade.
— — 1 ^{re} — ..	Général de division.

L'avancement est exclusivement au choix. Le cadre du personnel, attaché d'une manière permanente aux parquets et aux greffes des Conseils de guerre, aux Conseils de cassation, est ainsi fixé :

Commissaire du gouvernement (Conseiller de 1 ^{re} , 2 ^e ou 3 ^e classe)	1
Rapporteur (Conseiller de 2 ^e , 3 ^e ou 4 ^e classe)	1
Officier d'administration, greffier	1
Adjudant, commis-greffier	1
Sergent, huissier, appariteur	1

Le personnel attaché d'une manière permanente à chaque Conseil de cassation comprend :

Président (Conseiller inspecteur de 2 ^e classe).....	1
Juges (Conseillers de 1 ^{re} ou de 2 ^e classe).....	2
Conseillers de 3 ^e classe	2
Commissaire du gouvernement (Conseiller de 2 ^e ou 3 ^e cl.)	1
Officier d'administration, greffier.....	1
Adjudant, commis-greffier.....	1
	8

En étudiant la procédure, nous aurons à établir le personnel attaché d'une manière permanente à chaque commission d'accusation. Le corps de la justice militaire se recrute parmi les capitaines de toutes armes en activité. L'admission a lieu à la suite d'un concours et d'un stage dont les conditions seront déterminées par un décret.

Ici se termine l'exposé de l'organisation conçue par le projet du gouvernement. En résumé, elle se distingue par les traits suivants :

Réduction des Conseils de guerre;

Constitution pour assurer le service des parquets, des Conseils de guerre, d'un personnel spécial de magistrats militaires;

Suppression des Conseils de revision et attribution à la Cour de cassation des recours dirigés contre les jugements des Conseils de guerre en temps de paix;

Création en Algérie et dans les Colonies de Conseils de cassation permanents.

CHAPITRE IV

Du mode rationnel d'organisation de la Justice militaire.

A nos yeux, l'organisation rationnelle de la justice militaire est celle qui se rapproche le plus de l'organisation de la justice pénale ordinaire. Qu'on soit obligé parfois de s'écarter du droit commun, c'est une conséquence forcée de la nature des tribunaux militaires, qui constituent une juridiction d'exception, mais le principe fondamental n'en est pas moins qu'il est de toute nécessité de suivre la justice pénale. C'est à la lumière de ce principe que nous allons chercher la meilleure organisation de la justice militaire.

I. — En matière pénale ordinaire, on a divisé les infractions en trois catégories, en contraventions, en délits et en crimes, et l'on a assigné à chaque catégorie une classe de tribunaux spéciaux; aux contraventions, les tribunaux de simple police; aux délits, les tribunaux correctionnels et aux crimes les cours d'assises.

On a suivi un système opposé dans la justice militaire. Un seul et même tribunal juge les violations de la loi militaire, quelles qu'elles soient, sans distinguer la gravité des infractions. Cette dérogation au droit

commun a soulevé des critiques sérieuses. Déployer tout l'appareil du Conseil de guerre contre le militaire coupable seulement d'une légère désobéissance à la loi de l'armée, c'est faire inutilement peser sur lui une présomption de grave culpabilité. D'un autre côté, n'est-ce pas porter atteinte à la majesté de la justice militaire que de l'abaisser aux petites affaires de simple police? Enfin, dans l'intérêt même de la discipline, il serait utile de créer des tribunaux militaires inférieurs, car alors les chefs de corps n'hésiteraient pas à leur déférer bon nombre d'affaires que, dans l'état actuel, ils ne peuvent souvent se résigner à envoyer devant les Conseils de guerre.

Cette conception des tribunaux français n'a pas été admise en Angleterre. Dans l'armée anglaise, il y a des tribunaux qui ne peuvent infliger plus de quarante-deux jours de prison : (Regiment Court martial); d'autres qui ne peuvent condamner à plus de deux ans de prison avec ou sans hard labour (District Court martial), d'autres enfin qui prononcent la peine des travaux forcés ou la peine de mort (General Court martial). Aux États-Unis d'Amérique, les Conseils de régiment et de garnison ne peuvent prononcer une amende excédant la solde d'un mois, ni donner plus d'un mois de prison, tandis que le Conseil de guerre général juge les infractions dépassant la compétence des tribunaux intérieurs (publication de février 1881, en exécution du Congrès du 23 juin 1879). En Russie, il y a d'abord les Conseils de régiment, qui jugent les sous-officiers et les soldats pour les infractions punissables de peines correctionnelles et n'entraînant

aucune diminution, ni perte des droits attachés à la personne et à la classe, non plus qu'une privation de liberté de plus de quatre mois; il y a ensuite les Conseils de circonscription, qui connaissent des appels des jugements rendus par les Conseils de guerre de régiment et de toutes les affaires qui dépassent la compétence de ces tribunaux et d'une certaine catégorie de délits militaires dans laquelle rentrent les outrages et voies de fait envers un supérieur, la rébellion, la mutilation volontaire.

Rien ne s'oppose donc à l'existence de plusieurs catégories de tribunaux militaires, déterminées par la gravité plus ou moins grande des affaires à juger, comme le fait existe dans la justice pénale ordinaire. Mais comment, dans ce système, organiser ces tribunaux?

Pour les faits de peu de gravité, ne pourrait-on créer des tribunaux militaires inférieurs, par exemple sous le nom de Conseil de régiment, dans la compétence desquels rentreraient les peines ne s'élevant pas au delà d'un mois de prison. Il conviendrait aussi de ne pas faire figurer ces petites condamnations sur le casier judiciaire.

Pour les délits plus graves, mais n'entraînant pas de peines criminelles, le maintien actuel des Conseils de guerre semble s'imposer, sauf toutefois les modifications nécessaires dans le personnel actuel de ces Conseils.

En matière de crimes militaires, pour être fidèle à notre principe, il faudrait, à l'imitation de la justice pénale de droit commun, admettre une Cour d'assises

militaire, un jury militaire et aussi une chambre des mises en accusation militaire. Un auteur très compétent, M. Jeanneson, n'a pas hésité à réclamer ces institutions nouvelles, aussi bien pour fournir à l'accusé toutes les garanties nécessaires que dans l'intérêt suprême de l'armée elle-même. Discutant la question du jury, il voudrait pour un accusé officier un jury composé d'officiers du même grade, pour un accusé simple soldat un jury composé de simples soldats, pris non pas dans l'armée active, où ne figurent que de trop jeunes soldats, mais d'hommes de la réserve ou de l'armée territoriale. A côté du jury, il établit un président et des assesseurs, pris non pas parmi les officiers de troupe, mais dans un corps de magistrats militaires. Il nous est difficile de suivre l'auteur jusque-là.

Nous nous trouvons dans une de ces hypothèses où la nature de la juridiction d'exception nous force à abandonner le droit commun. Pour que la justice militaire soit efficace, il faut qu'elle soit prompte, et qu'il ne s'écoule pas plusieurs mois entre la perpétration du crime et le châtement. Or, le déploiement d'un appareil judiciaire aussi compliqué entraînerait nécessairement ce grave inconvénient. Nous concluons donc au rejet de cette proposition. Toutefois, pour donner plus de garantie à l'accusé, on pourrait remettre son sort au Conseil de guerre correctionnel auquel on ajouterait trois magistrats militaires, pris dans un corps spécial, comme le serait par exemple le corps de la justice militaire proposé par le projet de loi du gouvernement. En résumé, trois tribunaux

militaires pourraient être établis : un Conseil de régiment comparable aux tribunaux de simple police, un Conseil de guerre correctionnel correspondant au tribunal de police correctionnel, et un Conseil de guerre criminel pour juger les crimes militaires.

II. — Pour organiser la justice pénale ordinaire, on choisit des magistrats qui ont passé un certain nombre d'années dans l'étude du droit, qui dans des épreuves ont établi leur capacité et qui à ces connaissances théoriques joignent une expérience de plusieurs années dans la pratique des affaires. L'œuvre de justice n'est pas, certes, chose facile.

Chaque affaire apporte ses incidents, ses complications, et avec les perfectionnements actuels du droit pénal, il n'est pas toujours facile de savoir si l'on est bien dans la loi, si l'on ne substitue pas son appréciation personnelle à la volonté du législateur, la seule qui doive prévaloir.

Ce n'est pas ainsi que le Code de justice militaire qui nous régit actuellement a compris les choses. Ébloui pour ainsi dire par l'idée qu'il faut être militaire pour comprendre les délits militaires et avoir la fermeté voulue pour les punir sévèrement, le législateur de 1857 a perdu de vue l'idée qu'une condamnation pénale, en tout conforme à la loi, est une œuvre difficile très délicate. Il a donc peuplé nos tribunaux militaires de juges qui n'ont jamais consacré leur temps à l'étude des lois. Il est vrai qu'un cours de droit militaire est enseigné à l'école de Saint-Cyr, mais quand on voit la place qui lui est faite dans le

programme de l'École et de l'aveu de tous les officiers, on peut affirmer que cet enseignement ne laisse pas de traces bien durables dans leurs esprits. C'est sous l'empire de ces idées qu'on a composé les Conseils de guerre.

Dans l'organisation actuelle, le sort de l'accusé est livré, depuis le commencement de l'affaire jusqu'à la fin, à des officiers de police judiciaire, à des Commissaires du gouvernement, à des rapporteurs et à des juges desquels on n'exige aucune expérience des choses de justice. Il y a là une réforme qui s'impose. L'accusé a le droit de n'être jugé que par des personnes connaissant les lois et sachant les appliquer.

Ainsi s'impose la nécessité de créer une magistrature militaire, comme on a créé des médecins militaires, des intendants militaires.

Le projet de réforme du gouvernement sur le recrutement des magistrats militaires nous paraît établir un mode de recrutement très satisfaisant. L'article 366 de ce projet dispose que le corps de la justice militaire se recrute parmi les capitaines de toutes armes, en activité, que l'admission a lieu à la suite d'un concours et d'un stage dont les conditions seront déterminées par un décret.

Pour conclure, nous désirons, dans nos tribunaux militaires, une magistrature militaire offrant toutes les garanties d'instruction professionnelle.

DEUXIÈME PARTIE

Des réformes nécessaires dans la composition de nos tribunaux militaires.

Le Code de justice militaire qui nous régit actuellement a, sur la compétence des tribunaux militaires, une conception qui va faire l'objet de cette dernière partie.

Actuellement les Conseils de guerre peuvent juger tous les délits commis par des militaires, même leurs délits de droit commun. De plus, ce sont des tribunaux militaires qui, sous le nom de Conseils de revision, connaissent des voies de recours formées contre les jugements des Conseils de guerre. Nous devons ajouter enfin que rarement et par exception les tribunaux militaires ont juridiction sur des personnes qui n'appartiennent pas à l'armée.

Quelle est la valeur de cette conception de la compétence militaire? Nous pensons qu'elle a fait son temps, et qu'elle n'a plus qu'à céder la place à une conception tout opposée.

Désormais il faut que les Conseils de guerre ne connaissent plus des délits communs, que peuvent

commettre les militaires en temps de paix, et que la Cour de cassation soit saisie des voies de recours contre les décisions des Conseils de guerre.

Nous allons essayer de démontrer notre manière de voir, en passant successivement en revue :

Chap. I. — La compétence rationnelle des tribunaux militaires.

Chap. II. — La compétence ancienne de nos tribunaux militaires.

Chap. III. — La compétence actuelle de nos tribunaux militaires.

Chap. IV. — La compétence des tribunaux militaires étrangers.

Chap. V. — La compétence de nos tribunaux militaires d'après le dernier projet de loi, portant réforme du Code de justice militaire pour l'armée de terre.

CHAPITRE PREMIER

De la compétence rationnelle des tribunaux militaires.

La compétence rationnelle des tribunaux militaires est la compétence *ratione materiae*.

On sait qu'il existe deux sortes de compétences, qui s'opposent l'une à l'autre, et entre lesquelles le législateur, qui organise une juridiction quelconque, est obligé de faire un choix.

Ou bien on détermine la compétence du tribunal en considérant exclusivement la nature des actes à juger, sans aucun souci de la qualité des personnes qui les ont accomplis. Elle embrasse seulement les actes d'une nature spéciale, mais s'étend à toutes les personnes qui en sont les auteurs, quelle que soit leur condition dans la société. C'est une compétence toute réelle, une compétence purement objective, une compétence à raison de l'acte accompli, en un mot, c'est la compétence *ratione materiae*.

Ou bien on a recours au principe opposé pour organiser la compétence. On s'attache exclusivement à la qualité, à la condition de la personne à juger, sans se préoccuper de la nature de l'acte accompli. Alors elle s'étend à toutes les personnes, appartenant à telle catégorie de citoyens, qui deviennent les justiciables de telle juridiction pour tous les actes

par eux accomplis. C'est la compétence exclusivement personnelle, purement subjective, la compétence à raison de la personne ou compétence *ratione personæ*.

À notre sens, c'est la compétence *ratione materiæ*, qui seule peut être tenue pour la compétence véritablement rationnelle des tribunaux militaires.

Nous allons développer cette idée en recherchant successivement :

1^o Les motifs de la compétence *ratione materiæ* ;

2^o Les délits rentrant rationnellement dans cette compétence ;

3^o Les personnes soumises rationnellement à cette compétence.

SECTION I

Motifs de la compétence *ratione materiæ* des tribunaux militaires.

La justice ordinaire manque des connaissances spéciales pour juger les délits militaires, pour apprécier la gravité du dommage causé par un délit militaire à l'organisation et au fonctionnement de l'armée. Il était donc nécessaire de créer une juridiction spéciale, composée de juges au courant des intérêts, des nécessités de l'armée. De là l'institution des tribunaux militaires.

Mais la raison d'être de cette justice détermine sa compétence. C'est ce que ne fait pas la compétence *ratione personæ* des tribunaux militaires. Cette théorie, en effet, fait intervenir les juges militaires

dans les délits de droit commun, dans un domaine étranger à l'instruction militaire, à l'éducation militaire, et oblige les juges à porter des décisions plus conformes à l'équité de chaque officier, qu'à la loi qu'il ignore. De plus, elle fait intervenir, en cas de complicité d'un civil, les juges ordinaires dans des appréciations militaires qui pourraient bien ne pas paraître sérieuses aux professionnels de l'armée. Cette conception renverse les rôles, donnant compétence militaire à des juges civils, et compétence civile à des juges militaires.

C'est cette interversion que la théorie de la compétence réelle fait cesser, pour mettre à sa place l'ordre rationnel des choses. Aux juges civils, les délits civils; aux juges militaires, les délits militaires.

C'est d'ailleurs la conception suivie, chaque fois qu'il s'agit d'organiser la compétence d'une juridiction spéciale. En principe, il est plus logique de la déterminer par la nature des actes à juger, que par la qualité du justiciable. Nous en trouvons plus d'un exemple. Voyons la compétence des tribunaux de commerce. On sait qu'ils connaissent des affaires commerciales quelle que soit la personne à juger, commerçante ou non-commerçante, et non pas des affaires civiles qui intéressent les commerçants. Examinons ensuite la compétence des Conseils de préfecture. Ils sont compétents pour juger toutes les contraventions de grande voirie, sans aucune considération de la personne qui les a commises.

Il faut donc des raisons bien graves, bien exceptionnelles pour sortir ainsi de la logique, de la raison,

du bon sens. Existent-elles en matière militaire? Plus loin, quand nous examinerons les motifs, qui ont déterminé le législateur de 1857 à choisir la compétence personnelle, nous verrons que le point de départ du législateur ne peut plus être admis aujourd'hui, si même déjà il pouvait l'être autrefois. Voici ce point de départ : tout délit de droit commun que commet un militaire, est un délit militaire intéressant l'armée plus que la société. Tout militaire, entrant dans l'armée, cesse d'être un membre de la Société pour devenir un membre de l'armée, il dépouille la qualité de citoyen, on ne doit plus voir en lui qu'un soldat. Nous examinerons plus loin ces sophismes qui, sous prétexte de servir l'armée, lui portent, suivant nous, le plus grave préjudice; car ils tendent à donner à l'armée un caractère qu'elle n'a plus et au soldat une fausse qualité que l'on ne peut plus admettre sous le régime de la nation armée.

En résumé, c'est la compétence *ratione materie* qui est la compétence rationnelle, car c'est elle qui met chacun à sa place, le militaire dans les affaires militaires, le civil dans les affaires civiles. La compétence opposée ne peut apporter que trouble et confusion.

SECTION II

Des délits qui rentrent rationnellement dans la compétence *ratione materiæ* des tribunaux militaires.

Rentrent dans la compétence *ratione materiæ* les délits militaires, et restent en dehors les délits communs. Mais à quelle circonstance s'attacher pour faire la répartition des délits en délits militaires et délits communs? Quelle est la ligne de démarcation, quel est le critérium du délit militaire et, par conséquent, sa définition?

C'est une des questions les plus difficiles de la législation pénale. Dans le projet du Code pénal, l'article 5 portant que les dispositions du présent Code ne s'appliquaient pas aux contraventions, délits ou crimes militaires, il devenait nécessaire de fixer la conception juridique du délit militaire. C'est ce qu'essayait de faire l'article 6 du projet ainsi conçu :

« Les contraventions, crimes et délits militaires sont seulement : — 1^o ceux qui ont été commis en quelque lieu que ce soit par des militaires de terre ou de mer ou par des personnes attachées aux armées de terre ou de mer, dans l'exercice de leurs fonctions militaires en état de service militaire; — 2^o ceux qui ont été commis par quelque personne que ce soit envers des militaires en exercice actuel d'une fonction militaire, comme par exemple envers un officier faisant actuellement sa ronde, ou envers un militaire

actuellement en fonction ; — 3° ceux qui ont été commis par quelque personne que ce soit dans un lieu exclusivement affecté au service et aux fonctions militaires ; — 4° l'espionnage et l'embauchage ; — 5° la désertion, le refus des réquisitionnés ou conscrits de rejoindre leurs drapeaux et tout acte, uniquement commis contre la discipline ou le service militaire ». La facture pénible de cette rédaction révèle bien par elle-même la difficulté, dès qu'on veut préciser, de trouver la formule du délit militaire. Il n'est pas étonnant que le législateur de cette époque ait repoussé cette élucubration et s'en soit remis à d'autres du soin de déterminer le critérium du délit militaire.

Plus récemment, en 1899, les deux Chambres belges, ayant à se prononcer sur la compétence réelle des Conseils de guerre, reculèrent devant la difficulté d'établir la délimitation précise entre les délits de droit commun et les délits militaires. Elles finirent par adopter la compétence personnelle, qui embrasse tous les délits commis par des militaires, sauf quelques exceptions (1).

Par ces exemples, on voit que la difficulté de trouver la formule du délit militaire est considérable, sinon insurmontable.

Il nous semble que tout délit militaire est le délit

(1) *Bulletin mensuel de la législation comparée*, n° 3, mars 1900, p. 255 et 256, note de M. WAUVERMANS, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles sur le nouveau Code de procédure pénale militaire belge.

qui, souvent répété, arriverait à la désorganisation de l'armée et apporterait un obstacle à l'accomplissement de sa mission.

Il est bien certain que nous devons faire entrer d'abord dans la catégorie des délits militaires, tous ces délits qui ne peuvent pas être commis par des personnes étrangères à l'armée; ces délits sont militaires par leur nature. Appartiennent à cette catégorie l'insubordination, la révolte, la rébellion, les voies de fait envers les supérieurs, l'insoumission, la désertion.

La circonstance que le délit a été commis dans le service, nous paraît également suffisante pour constituer le délit militaire *ratione temporis*.

Le lieu où le délit a été commis peut déterminer aussi le caractère militaire de ce délit : délit militaire *ratione loci*.

Enfin, le caractère militaire d'une chose volée ou dégradée doit être également déterminant, c'est le délit *ratione rei*.

Examinons quelques exemples.

Les voies de fait commises par un militaire envers son supérieur constituent un délit militaire; mais, chose singulière au premier abord, le meurtre d'un officier par un soldat est un crime de droit commun. En conséquence, les voies de fait relèvent des tribunaux militaires et le meurtre de la cour d'assises.

Le premier délit entre civils cause un dommage plus ou moins léger à la société, mais entre inférieur et supérieur militaires, une atteinte des plus graves à la discipline militaire, et souvent répété, désorga-

niserait l'armée et la mettrait dans l'impossibilité de remplir sa mission à l'intérieur comme à l'extérieur. Le léger mal commis à la société s'évanouit devant le grave dommage causé à la défense du pays et le délit devient purement militaire. Mais le meurtre d'un officier par un militaire cause un dommage aussi grave à la société qu'à l'armée; l'intérêt à la répression est le même, toute vie humaine est précieuse et c'est la juridiction chargée des grands intérêts de la société qui doit être compétente.

Les voies de fait par un inférieur envers son supérieur sont donc un délit purement militaire, que les militaires seuls peuvent commettre, car, entre civil et officier, il n'y a ni supérieur ni inférieur, mais des égaux au point de vue pénal.

L'insoumission et la désertion sont-elles des délits militaires ou communs? L'insoumis est le jeune soldat qui, appelé au service militaire par la loi du recrutement, ne défère pas aux ordres d'appel de l'autorité militaire et qui ne se soumet pas à cette loi. Est aussi en état d'insoumission le soldat de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale qui, convoqué régulièrement, refuse d'accomplir une période d'exercice imposée par la loi.

Le déserteur est le soldat qui, ayant obéi à la loi militaire, s'est rendu à son corps et qui, volontairement, dépassant les limites de temps de l'absence illégale, a rompu en fait le lien qui l'attache à l'armée. Ces soldats doivent-ils être passibles de la justice militaire? Il nous est difficile de comprendre qu'on ait élevé des doutes sur la nature de ces différents

délits. Il est bien vrai qu'on pourrait dire que le jeune soldat, l'insoumis, n'est pas encore militaire au moment même de son insoumission, puisqu'il n'est pas encore entré dans l'armée; que le soldat réserviste ou territorial n'est pas sous les drapeaux avant sa rentrée à la caserne, et que le déserteur ayant rompu avec l'armée, n'en fait plus partie et, en fait, n'est plus militaire. Mais on peut dire du jeune soldat qu'il est militaire non pas du jour de son entrée à la caserne, mais du jour où la loi de recrutement lui est devenue applicable; que le soldat réserviste ou territorial est également redevenu soldat dès qu'il est atteint par l'ordre d'appel qui lui impose une période d'exercice et que le déserteur ne peut pas cesser d'être soldat par sa seule volonté, mais seulement par l'acquiescement complet de sa dette militaire. Ces trois délits sont militaires parce qu'ils sont commis et ne peuvent être commis que par des militaires.

Les crimes de trahison ou d'espionnage sont des crimes essentiellement militaires à notre point de vue et doivent donner lieu à la compétence des Tribunaux militaires. On objecte que c'est le devoir non seulement du soldat, mais de tout citoyen, de ne pas trahir et que la trahison est plutôt une violation de la loi commune qu'un manquement à la loi militaire. Cette objection repose sur un critérium des délits militaires, tel qu'il ne resterait bientôt plus que des délits civils et qu'autant vaudrait supprimer la justice militaire. Le vrai critérium est celui qui confie à la juridiction militaire le soin de réprimer toutes les atteintes portées à l'organisation ou à la mission

de l'armée. Or, la trahison, l'espionnage, sont au premier chef des crimes lésant l'intérêt de l'armée, et c'est aux tribunaux militaires à les réprimer. C'est à eux à faire bonne garde autour de l'armée et non aux tribunaux ordinaires.

Enfin, un dernier exemple : la vente, la mise en gage, par un militaire, des armes, munitions ou tout autre objet à lui confiés pour le service, constituent-elles des délits militaires? Au premier chef, car c'est bien un délit qui, souvent répété, porterait à l'armée le plus grand dommage. On ne saurait argumenter de ce que ce fait peut aussi bien être accompli par un civil que par un militaire.

SECTION III

Des personnes soumises rationnellement à la compétence rationne materiæ des tribunaux militaires.

L'insuffisance des connaissances que les juges ordinaires peuvent avoir des choses de l'armée, telle a été la raison d'être de la compétence militaire. Ce motif va déterminer les personnes soumises à cette compétence. Tous ceux qui auront commis un délit militaire doivent être justiciables des tribunaux militaires. Il n'y a pas lieu de distinguer si le délinquant appartient ou non à l'armée, s'il est civil ou militaire. Il faut qu'il soit jugé par des hommes compétents, initiés aux choses militaires. Ainsi, l'auteur d'un crime de trahison ne doit pas être justi-

cialable des juges ordinaires. Ne pouvant pas concevoir, comme le feraient des officiers, l'étendue du dommage que ce fait peut faire courir à toute l'armée, les juges ordinaires doivent céder la place aux juges militaires.

On fait une objection spécieuse à cette théorie. On lui reproche d'amener devant les tribunaux militaires, tribunaux d'exception, des personnes ne faisant pas partie de l'armée et de détourner, ainsi, les civils de leurs juges naturels. « Nul ne doit être distrait de ses juges naturels, » disait la Constitution de 1848 (1). Amener devant les tribunaux militaires des citoyens étrangers à l'armée, c'est leur enlever les garanties que la Charte de 1814, celle de 1830 et la Constitution de 1848 ont accordées à tous, c'est porter atteinte à la liberté. Si ce raisonnement était fondé, il faudrait supprimer tous les tribunaux d'exception, Conseils de préfecture, Conseils académiques, etc...

Chaque fois qu'un citoyen est traduit devant l'un de ces tribunaux, on pourrait dire qu'il est détourné de ses juges naturels. Mais, à tout prendre, le citoyen qui est traduit devant un Conseil de guerre n'est pas détourné de ses juges naturels, car ici, les juges militaires sont les juges naturels. Si l'on composait une commission extraordinaire pour juger des citoyens ayant commis des délits militaires, sous l'empire d'une loi les déférant aux tribunaux militaires, il y aurait alors violation du principe. Mais,

(1) Constitution de 1848, art. 4.

dans notre cas, il y a bien poursuite du citoyen devant ses juges naturels.

Une autre conséquence de l'adoption de la compétence *ratione materiæ*, c'est qu'elle rendrait les militaires justiciables des tribunaux ordinaires, chaque fois que le délit commis serait un délit de droit commun. Puisque les militaires, pour décider des délits de droit commun, n'ont pas plus d'aptitude que le commun, qu'ils n'en connaissent que ce que le bon sens peut trouver, et non pas ce que la loi a prescrit, il est logique de laisser l'appréciation de ces choses à des magistrats de carrière, qui ont appris la loi et qui connaissent les nombreuses difficultés d'application dont elle est susceptible. Ainsi échappent à la juridiction militaire tous les militaires auteurs, en temps de paix, de délits de droit commun.

Mais, dit-on, livrer aux tribunaux ordinaires tous les soldats auteurs de délits communs, c'est heurter beaucoup de sentiments et d'idées qui ont cours.

Et d'abord, ne serait-ce pas un spectacle pénible de voir traîner en Cour d'assises des accusés portant le costume militaire? Comme toute chose, ce spectacle pourrait choquer au début, mais on s'y habituerait et, ici comme ailleurs, le bon sens finirait bientôt par l'emporter sur le sentiment.

Ensuite, le pouvoir des parquets civils de poursuivre les militaires devant la juridiction ordinaire a fait naître des craintes. On a prétendu que la discipline en souffrirait.

L'objection est plutôt exagérée. Il est certain que des conflits se produiraient entre les autorités civiles

et militaires au début, mais, peu à peu, tout disparaîtrait avec l'établissement d'une sage jurisprudence.

Enfin on objecte que si l'on enlève, en temps de paix, aux Conseils de guerre la connaissance des délits de droit commun, il leur sera très difficile d'exercer, en temps de guerre, leur juridiction sur les mêmes délits. Passer ainsi d'une période à l'autre sans transition est un système qui amènera des décisions de justice peu conformes aux lois. L'objection paraît grave. Néanmoins, en temps de guerre, les délits ordinaires ne peuvent être que relativement rares. En tous cas, pour les juger, rien n'empêche d'établir une juridiction spéciale pour la guerre et différente de celle du temps de paix.

Nous soumettons donc à la justice militaire tous civils et militaires qui auraient commis des délits militaires, et nous rendons aux tribunaux ordinaires tous les militaires qui se seraient rendus coupables de délits communs.

CHAPITRE II

De la compétence des tribunaux militaires dans le passé.

L'histoire nous fournit les documents les plus divers sur la compétence des tribunaux militaires. Tantôt c'est la compétence réelle qui est en honneur, tantôt c'est la compétence personnelle qui triomphe. Aussi les partisans de l'une ou de l'autre compétence trouvent dans l'histoire de nombreux arguments en faveur de leur thèse. En pareille situation, nous nous contenterons de relever les cas de compétence *ratione materiæ*, qui se sont produits en France depuis la création des armées permanentes, sous Charles VII, jusqu'à la promulgation de notre Code de justice militaire.

Sous Charles VII, fut rendue une ordonnance (1) à Orléans, le 2 novembre 1439, qui, dans ses articles 20, 21, 22, refusait à l'autorité militaire compétence sur les gens de guerre pour la répression des crimes et délits de droit commun, et la réservait aux sénéchaux, prévost et autres justiciers, juges de droit commun.

(1) Edit du 2 novembre 1439, Orléans, sur l'organisation d'une force permanente et la répression des excès des gens de guerre. ISAMBERT, *Recueil des Ordonnances royales*, IX, 57, novembre 1439.

Une ordonnance (1) rendue à Amboise en mai 1470, sur la police des gens de guerre, contient un article 10 ainsi conçu : « Ceux qui contreviendront aux prescriptions de la présente ordonnance seront arrêtés et emprisonnés par les baillis, sénéchaux, seigneurs, châtelains et autres justiciers des lieux ou lesdits gens de guerre seront logés ». Il s'agit encore ici des juges ordinaires.

Sous François I^{er}, une déclaration (2) datée de Coucy, 15 juillet 1535, porte que les juges ordinaires connaîtront des crimes commis par les soldats, à moins qu'ils ne soient en campagne. Dans des lettres de 1540, François I^{er} accentue nettement la différence entre les délits militaires et les délits communs, et fixe des règles de compétence, qui régiront désormais, pendant de longues années, les tribunaux militaires. « Et ordonnons que les délits commis par gens de guerre, qu'ils pourront être arrêtés et emprisonnés par l'autorité de notre justice ordinaire, s'ils sont trouvés en présent méfait, ou qu'il y en ait infirmation précédente pour après en être délaissée la connaissance auxdits maréchaux de France et à leurs prévosts, si les délits sont trouvés militaires, commis entre les gens de guerre, et non sur autres sujets,

(1) Ordonnance sur la police des gens de guerre, 13 mai 1470, Amboise; ISAMBERT, *Recueil des Ordonnances royales*, X, 609, mai 1470.

(2) Déclaration du 15 juillet 1535, Coucy, portant que les juges ordinaires connaîtront des crimes commis par les soldats légionnaires à moins qu'ils ne soient en campagne commandés par leurs officiers.

n'étant de garnison et de gendarmerie, auquel cas la connaissance et la punition en appartiendra aux juges ordinaires (1) ».

Sous Henri III, on ne craignait pas aussi de confier la répression des délits des militaires aux juges de droit commun. « Nous voulons, dit le roi, que toutes contraventions faites à nos ordonnances par capitaines, lieutenants guidons, enseignes, maréchaux des logis, gendarmes, soldats, fourriers, trompettes, nos juges ordinaires des lieux puissent, concurremment ou par prévention, avec les prévôts des maréchaux, connaître, sans être tenus d'en faire renvoy, et pourront tels crimes être jugés par nos juges présidiaux en souveraineté et sans appel..... (2) »

La grande ordonnance de Louis XIII, rendue en janvier 1629 et connue sous le nom de Code Marillac ou Code Michaud (3), contient un article 13, qui prouvait également que la discipline ne paraissait pas être compromise par le seul fait que des juges ordinaires connaissaient des crimes ou délits des gens de guerre. « Les prévôts des camps et armées, est-il dit dans cet article, et de nos amis et féaux les maréchaux de France, ni les prévôts des bandes ne pourront décréter, ni procéder criminellement contre aucuns domi-

(1) ISAMBERT, *Recueil des Ordonnances des rois de France*, XII, 721, an. 1540.

(2) Ordonnance de mai 1579 sur la police générale, sur les plaintes des États généraux assemblés à Blois en 1576. — ISAMBERT, *Recueil des Ordonnances royales*, XV, 128, 14 mai 1579.

(3) ISAMBERT, *loc. cit.*, XVI, 223.

ciliés, ains exerceront leur juridiction sur les gens de guerre, qui sont leurs justiciables seulement pour les délits militaires et prévôtaux, et non autres. »

C'est sous cette législation peu modifiée par des ordonnances subséquentes que l'armée va vivre désormais jusqu'à la Révolution.

L'Assemblée constituante, avec son indépendance et sa hauteur de vue ordinaires, établit rationnellement la compétence des tribunaux militaires dans les articles 1^{er}, 2 et 4 de la loi du 29 octobre 1790 (1).

Article 1^{er} : « Aucun homme de guerre ne pourra être condamné à une peine afflictive et infamante que par un jugement d'un tribunal civil ou militaire, suivant la nature du délit dont il se sera rendu coupable ». Si le militaire s'est rendu coupable d'un délit civil, c'est le tribunal civil qui aura qualité pour prononcer la condamnation. Mais, si le délit est purement militaire, la compétence est attribuée aux tribunaux militaires. Donc, la compétence repose sur la distinction entre les délits civils que commettent les militaires, et les délits militaires dont ils peuvent se rendre coupables.

Restait à préciser le principe fondamental de la distinction, son critérium rationnel.

La Constituante le fit en ces termes : « Les délits civils sont ceux commis en contravention aux lois générales du Royaume, qui obligent, indistinctement, tous les habitants de l'Empire. Ces délits sont du res-

(1) Décret du 29 octobre 1790 sur la compétence des Tribunaux militaires, leur organisation, etc.

sort de la justice ordinaire, quand même ils auraient été commis par un officier ou par un soldat. »

L'empereur Napoléon I^{er} était d'avis de laisser aux tribunaux ordinaires le soin de juger les délits de droit commun commis par des militaires. « La justice, disait-il (1), est une en France, on est citoyen français avant d'être soldat. Si, dans l'intérieur, un soldat en assassine un autre, il a sans doute commis un crime militaire, mais il a aussi commis un crime civil. Il faut donc que tous les délits soient soumis d'abord à la juridiction commune, toutes les fois qu'elle est présente ». Précisant davantage dans l'acte additionnel à la constitution du 22 avril 1815, il manifestait sa volonté dans les articles 54 et 55 ainsi conçus : « Les délits militaires sont seuls du ressort des tribunaux militaires ; tous les autres délits, même commis par des militaires, sont de la compétence des tribunaux ordinaires ».

Enfin, c'est sous l'inspiration de cette même idée que fut voté, en 1810, l'article 5 du Code pénal : « Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes militaires ». Bien certainement il ne s'agissait pas dans cette expression de délits commis par des militaires, mais des infractions aux lois militaires. Ce qui le prouve, c'est que cet article 5 était suivi d'un article qui déterminait, d'ailleurs sans ordres ni précision, une énumération assez longue des délits militaires. En voici la liste d'après l'article 6 : « Les contraventions, crimes et

(1) Discussion sur le Code pénal au Conseil d'État en 1809.

délits militaires sont seulement : 1° Ceux qui ont été commis, en quelque lieu que ce soit, par des militaires de terre ou de mer, ou des personnes attachées aux armées de terre ou de mer dans l'exercice de leurs fonctions militaires en état de service militaire ; 2° etc..... et tout acte commis uniquement contre la discipline ou le service militaire ». Ces formules pour indiquer les délits militaires étaient trop vagues pour être acceptées par le législateur qui, en les repoussant, s'en remit aux rédacteurs du Code de justice militaire pour déterminer d'une façon plus précise le principe de la distinction entre le délit civil et le délit militaire.

Le projet de revision du droit militaire de 1829 offrait la dernière manifestation officielle du principe que les tribunaux ordinaires doivent avoir seuls qualité pour juger les délits de droit commun, commis par des militaires.

Depuis, ce système a été professé par les plus éminents jurisconsultes : Chauveau-Adolphe et Faustin Hélie (*Théorie du Code Pénal*, t. I, p. 62).

Pour résumer, les rédacteurs du Code de justice militaire trouvaient dans le passé de nombreux exemples en faveur de la compétence déterminée par la nature du délit commis et non pas par la qualité de celui qui le commet. S'ils avaient suivi ces exemples, qui donc attaquerait aujourd'hui leur théorie de la compétence ?

CHAPITRE III

De la compétence personnelle adoptée par le Code de Justice militaire.

La compétence adoptée par le Code de justice militaire de 1857 pour nos Conseils de guerre est la compétence à raison de la personne, la compétence *ratione personæ*. Dans une première section, nous essaierons de faire ressortir l'insuffisance des motifs sur lesquels cette compétence repose ; dans une deuxième, nous rechercherons les personnes qui y sont soumises et, dans une troisième, nous traiterons spécialement de la compétence des Conseils de révision.

SECTION I

Insuffisance des motifs de la compétence *ratione personæ* des Conseils de guerre.

I. — Le plus puissant motif invoqué par les partisans de cette compétence repose sur l'idée que, dans leur passage sous les drapeaux, les soldats cessent d'être des citoyens, perdent en matière pénale leur qualité de citoyens pour revêtir exclusivement celle de soldats ; de sorte que tout délit commis par eux est commis par des militaires, cette qualité primant

l'autre. On invoque, à l'appui de cette idée, le droit constitutionnel qui dépouille les soldats du droit de voter (1), par conséquent de l'attribut le plus essentiel de la qualité de citoyen.

On restreint de même dans l'armée la liberté de la presse, le soldat cessant, à cet égard, d'être un libre citoyen pour devenir un soldat à qui il est défendu de signer un seul article de journal sans la permission expresse du ministre de la guerre (2).

Et le droit de réunion n'est-il pas, lui aussi, entravé par les règlements militaires ? Le rapporteur du Code de 1837 confirme cette opinion en déclarant que le militaire, même en violant la loi commune, ne perd pas cette qualité. C'est principalement sur ce motif qu'on attribue à une juridiction d'exception, d'abord la connaissance des délits spéciaux ou délits d'exception et en plus tous les délits de droit commun, commis par des militaires en temps de paix.

Il est peu d'opinions qui aient soulevé autant de critiques.

Et d'abord, si l'on appliquait ce système à tous les tribunaux d'exception, on arriverait à des consé-

(1) Loi du 30 novembre 1875. — Aucun militaire ou marin faisant partie des armées actives de terre ou de mer ne pourra, quels que soient son grade et ses fonctions, être élu membre de la Chambre des députés. Cette mesure s'applique aux militaires et aux marins en disponibilité et en non-activité.

(2) Décret du 1^{er} mars 1834 sur la gendarmerie, art 642. « Il est formellement interdit aux militaires de tout grade et de toutes armes, en activité de service, de publier leurs idées ou leurs réclamations, soit dans les journaux, soit dans les brochures, sans la permission de l'autorité supérieure ».

quences que personne n'oserait admettre. En effet on affirmerait, par exemple, que la qualité de commerçant l'emporte sur celle de citoyen et l'on verrait les tribunaux de commerce connaître de tous les actes des commerçants, de leurs mariages, de leurs divorces, de leurs successions, de leurs testaments, enfin de tous leurs actes même les plus étrangers au commerce. Ou bien on affirmerait que la qualité d'ouvrier ou de patron efface celle de citoyen ; les Conseils de prud'hommes auraient alors une juridiction qui serait plutôt pour eux un devoir pénible et laborieux, qu'une désirable prorogation de leur compétence.

Ensuite s'il est déjà difficile de comprendre que la qualité de citoyen est absorbée par celle de soldat, quand il s'agit d'une armée composée de gens qui doivent une notable partie de leur existence au service militaire, combien, à plus forte raison sera-t-il impossible d'appliquer cette idée à des hommes dont la présence sous les drapeaux dure un ou trois ans au plus.

Enfin, s'il est vrai que les nécessités de la défense du pays peuvent suspendre momentanément les droits individuels, les libertés publiques des personnes appartenant à l'armée, tels que le droit de vote, la liberté de la presse, tout le monde est d'accord pour reconnaître que ce sont des sacrifices nécessaires au bon fonctionnement de l'armée.

Mais en quoi serait-ce porter atteinte aux intérêts suprêmes de l'armée, si on déferait aux tribunaux ordinaires les militaires qui auraient violé non plus

les lois militaires, mais les lois communes imposées à tous les citoyens? Un soldat, par exemple, a commis le crime de bigamie : en quoi l'armée est-elle intéressée à garder cette affaire au lieu de la renvoyer à une Cour d'assises.

Voilà à quoi se réduit le principal motif invoqué pour rattacher à la justice militaire les crimes et délits de droit commun, commis par des militaires en temps de paix.

II. — D'autres arguments secondaires ont été invoqués à l'appui de cette anomalie, qui détache des tribunaux ordinaires, les délits de droits commun pour les rattacher à la juridiction militaire :

1^o On repousse la justice ordinaire, dit-on, parce qu'elle manque d'énergie dans la répression des délits, tandis que la justice militaire ne recule pas devant les nécessités d'une juste sévérité. La remarque est exacte, si l'on s'en tient exclusivement aux délits qui touchent à la discipline. Mais s'il s'agit des délits de droit commun, la faiblesse de la répression, chez les juges militaires, est notoire : l'expérience démontre que la sévérité est, ici, plutôt du côté de la justice ordinaire ;

2^o La justice ordinaire est lente, et quelquefois, il s'écoule un temps considérable entre l'accomplissement du fait délictueux et la condamnation définitive.

Cette considération, dit-on, suffit pour écarter cette juridiction et la remplacer par la juridiction militaire. Celle-ci, en effet, cherche avant tout à intimider par l'exemple ; or, pour que l'exemple opère efficacement,

il faut que le souvenir des délits soit encore vivant dans les esprits au jour de la condamnation.

Cette considération a quelque chose de vrai pour les jugements des crimes, dont la procédure préparatoire dure plusieurs mois; mais qui pourrait se plaindre de cette lenteur, quand il s'agit d'appliquer des peines redoutables comme la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité ou à temps ou la réclusion.

Mais, pour la répression des délits correctionnels, les statistiques nous démontrent que les tribunaux ordinaires l'emportent en rapidité sur les tribunaux militaires. M. Laloë (1), dans son très remarquable ouvrage sur notre sujet, nous présente une statistique très probante. La conclusion à tirer des chiffres fournis, est que 10 % seulement des procédures suivies par les Conseils de guerre sont terminées dans le premier mois, tandis que, dans le même délai, les juges d'instruction achèvent 69 % de celles qui leur sont confiées;

3° La justice militaire, a-t-on dit encore, est le complément de la discipline et, par conséquent, une garantie qui assure aux chefs l'autorité. Rien n'est plus vrai pour les délits intéressant la discipline, les délits exclusivement militaires. Mais cette idée n'a plus de valeur quand il s'agit des infractions aux lois non militaires. On rechercherait, en vain, en quoi l'autorité et la discipline pourraient se trouver com-

(1) LALOE, *Observations sur la compétence des Conseils de guerre*, p. 161.

promises parce qu'un vulgaire délit d'escroquerie, par exemple, commis en dehors de la caserne, serait jugé par des juges civils, au lieu de l'être par des juges militaires;

4° Il est de principe que l'autorité militaire et l'autorité civile soient séparées, et que les conflits, qui pourraient s'élever entre elles, soient évités. Or, si l'on sépare les délits militaires des délits de droit commun, cette séparation emportera nécessairement des luttes entre les deux autorités et le bon fonctionnement de l'armée sera certainement contrarié.

On peut répondre que cette crainte est chimérique, qu'il est facile d'établir un *modus vivendi* entre les deux classes de tribunaux. La chose a bien été établie avec succès dans les rapports entre les tribunaux civils et les tribunaux administratifs;

5° Enfin, on objecte que la théorie actuelle supprime toutes les difficultés d'application que pourrait faire naître la distinction entre les délits militaires et les délits communs. Qu'elle soit facile dans bien des cas, cela est certain, mais dans combien d'hypothèses, qui se trouvent sur la limite des deux classes, ne sera-t-il pas très difficile de se prononcer?

Nous accordons que, dans certains cas, on pourra se trouver fort embarrassé. Mais pourtant, le problème, quelque difficile qu'il soit, n'est pourtant pas insoluble; on y est bien arrivé pour les délits politiques et la difficulté était aussi grande.

III. — Tels sont les motifs pour lesquels on a essayé de justifier cette étonnante compétence, cette

prise de possession au détriment des tribunaux ordinaires de bon nombre de délits de droit commun. Nous croyons avoir le droit de les trouver insuffisants et de désirer la restitution aux tribunaux ordinaires des crimes et délits de droit commun, commis par des militaires en temps de paix.

IV. — Encore plus insuffisants nous apparaissent les motifs qui ont déterminé le législateur à déférer aux Conseils de revision, voies extraordinaires de recours, les décisions des Conseils de guerre. On a voulu, sans doute, que la justice militaire, de sa base à son sommet, fût indépendante; qu'aucune immixtion de la part de l'autorité judiciaire ne vînt troubler la libre allure des militaires; qu'aucun contrôle étranger ne vînt contrarier les décisions militaires. Pour éviter cette ingérence étrangère dans l'armée, on a imaginé de confier la solution des voies de recours exclusivement à des officiers généraux ou supérieurs, sans se soucier le moins du monde de leur capacité ou de leur aptitude dans ces choses si ardues que sont les recours contre les décisions de justice. De sorte que, depuis 1857, c'est à des officiers ignorants du droit que revient la tâche de décider non pas si des faits militaires ont été légalement appréciés par les Conseils de guerre, mais seulement s'il y a eu incompétence ou excès de pouvoir, violation de la loi ou des formes, toutes choses qui constituent des éléments les plus difficiles de la science du droit. Si, au moins, on avait eu l'idée de créer, comme dans le projet du gouvernement de 1899, un

corps de magistrats militaires, chargés, par profession, de trancher ces débats si difficiles ; mais non, on a voulu maintenir l'idée d'indépendance de l'armée et on n'a pas vu qu'on sacrifiait à cette idée les intérêts de l'accusé.

La réforme s'impose et déjà le projet de gouvernement propose de rattacher l'étude des recours à la Cour de cassation, substituant sans regret à des juges incompetents des magistrats de carrière.

SECTION II

Des personnes soumises à la compétence personnelle des Conseils de guerre et des Conseils de revision.

Nous nous proposons de rechercher d'abord les personnes soumises à la compétence personnelle des Conseils de guerre et des Conseils de revision, ensuite, les militaires détournés de la justice militaire pour être traduits devant la justice ordinaire, puis les civils détournés de leurs juges naturels pour être traduits devant les Conseils de guerre. Nous terminerons par les délits des militaires qui échappent à la justice militaire.

1^{re} PARTIE. — De la compétence actuelle des Conseils de guerre.

I. — Des personnes justiciables des Conseils de guerre.

— La compétence personnelle des Conseils de guerre s'étend à tous ceux qui appartiennent à l'armée en

vertu de la loi actuelle du recrutement, de la loi du 15 juillet 1889.

L'article 55 du Code de justice militaire vise trois catégories de personnes : les appelés, les engagés volontaires et les rengagés. Les appelés sont les hommes convoqués, chaque année, sous les drapeaux, pour y accomplir leur service militaire.

Les engagés volontaires sont ceux dont l'intention est seulement de devancer l'appel de leur classe et dont la situation est assimilée à celle des appelés.

Sont compris également, parmi les engagés, les jeunes gens qui entrent comme élèves dans une des grandes écoles du Gouvernement : École polytechnique, École forestière, École centrale des arts et manufactures. A leur entrée dans l'une ou l'autre de ces écoles, ils contractent un engagement d'une durée de trois, quatre ou six années. Bien qu'engagés volontaires, tous ne subissent pas la juridiction militaire ; il n'y a que ceux qui font partie de l'École polytechnique, de l'École Saint-Cyr et de l'École de santé militaire. Enfin les rengagés, en vertu des articles 63 et suivants de la loi de recrutement, sont assimilés aux engagés pour la compétence et, comme eux, justiciables des Conseils de guerre.

La même règle de compétence s'applique ensuite aux personnes qui appartiennent à l'armée en vertu d'un brevet, c'est-à-dire les officiers et les assimilés aux officiers qui, après avoir subi des épreuves spéciales, reçoivent un brevet et sont nommés à certains emplois.

Enfin, cette même règle s'applique aux individus

faisant partie de l'armée en vertu d'une commission ; par exemple, aux sous-officiers de toutes armes dans les conditions indiquées par la loi du 15 juillet 1889, les gendarmes, les gardes du génie, les ouvriers d'état, etc.

Remarquons, toutefois, que certaines personnes servant dans l'armée au titre civil peuvent être commissionnées. Celles-ci sont justiciables des tribunaux ordinaires.

II. — Pour que les Conseils de guerre puissent connaître des crimes et délits de droit commun, commis par des militaires en temps de paix, il existe deux conditions essentielles, qui restreignent considérablement leur compétence.

L'article 56 de la loi de recrutement exige, pour qu'un homme soit soumis à cette compétence, qu'il soit en activité et porté présent sur les contrôles.

Il est dès lors important de préciser dans quel cas les militaires doivent être réputés présents et en service actif. On peut remplir cette tâche en passant en revue les situations qui sont possibles dans l'armée, du jour où l'on y entre au jour où l'on en sort définitivement. Or, seize situations sont possibles et intéressent la question de compétence. Nous allons les passer en revue.

A. — *Enfants de troupe.* — On sait qu'aujourd'hui ces enfants sont réunis dans des écoles préparatoires et qu'ils sont soumis au régime militaire. Ils sont justiciables des Conseils de guerre comme les

soldats incorporés aussi bien pour les délits de droit commun que pour les délits purement militaires (1).

B. — *Engagés volontaires.* — Parmi les engagés volontaires, les uns sont versés immédiatement au régiment et sont soumis à la règle commune des jeunes gens appelés sous les drapeaux et dès leur incorporation se trouvent justiciables des tribunaux militaires.

Les autres, qui se destinent aux écoles du gouvernement et contractent à cet effet un engagement de trois, quatre ou six ans, sont considérés pendant leurs études, ceux des écoles dites militaires : Saint-Cyr, Polytechnique, École de santé de Lyon (2), comme soumis à la juridiction des tribunaux militaires comme tous les autres soldats présents sous les drapeaux; ceux qui se destinent aux autres écoles doivent être considérés, malgré leur engagement, comme des soldats appelés et n'ayant pas encore rejoint, ce qui les rend justiciables des tribunaux de droit commun.

C. — *Jeunes soldats appelés par la loi sous les drapeaux et engagés volontaires dans l'armée active.* — Les jeunes soldats appelés et les engagés volontaires ne sont pas, jusqu'à leur arrivée à la caserne, soumis à l'autorité militaire, et par conséquent pour leurs

(1) Art. 56, § 1, Code de justice militaire.

(2) Les futurs médecins et vétérinaires militaires contractent des engagements de six ans (art. 29, loi du 13 juillet 1889).

crimes ou délits ne tombent pas sous le coup du Code de justice militaire. Tant que le jeunesoldat ou l'engagé volontaire n'est pas remis entre les mains de l'autorité militaire d'une façon définitive, autorité qui doit se continuer d'une façon ininterrompue pendant les délais pour lesquels il est appelé ou il s'est engagé, il est censé ne pas être encore militaire, et par conséquent il ne saurait être justiciable d'un autre tribunal que du tribunal de droit commun (1).

D. — *Officiers.* — Pour fixer d'une manière absolue la compétence des tribunaux militaires à l'égard des officiers, nous devons nous en rapporter à l'article 3 de la loi du 19 mai 1834 qui fixe quatre positions différentes que peut occuper un officier. L'activité, la disponibilité, la non-activité et la retraite.

Dans les deux premiers cas, l'officier relève d'une façon complète des tribunaux militaires (2) et cette compétence court à partir du jour où l'officier a reçu son brevet ou son ordre de départ pour rejoindre son corps et non du jour où il y arrive et la raison en est qu'il serait mal venu, instruit qu'il en doit être, de dire qu'il ignorait les devoirs qui découlent de sa position.

Dans la non-activité et la retraite, l'officier n'est

(1) Est présent et soumis comme tel à la discipline et à la juridiction militaires, le jeune soldat qui, n'arrivant pas directement à son corps, est provisoirement mis en subsistance dans un autre corps (Conseil de guerre de Rouen, 10 mars 1893.)

(2) Art. 57 Code de justice militaire.

justiciable des Conseils de guerre que d'une façon restreinte.

E. — *Mission pendant l'activité en service.* — Les officiers peuvent, et c'est là un usage courant dans l'armée, être enlevés à leur corps et attachés à un service spécial tel que le service d'État-major, le service topographique, etc.

Sont-ils toujours, dans ces cas particuliers, soumis à la compétence des tribunaux militaires?

L'article 3 de la loi du 19 mai 1834, confirmé par l'article 56 du Code de justice militaire n° 1 *in fine*, dit formellement que l'officier hors cadre ou attaché à une mission spéciale est en activité de service et doit être considéré comme présent au service.

Que faut-il penser des sous-officiers ou soldats chargés, eux aussi, de missions spéciales, comme celle d'aller chercher les recrues, etc.? Faut-il les considérer comme présents au corps, quand bien même ils figurent sur les contrôles, en cas de revue d'effectifs, comme absents? D'après l'article 56 n° 1 et paragraphe dernier qui vise les militaires détachés pour un service spécial et l'article 6 du décret du 19 mai 1890, qui dit que la position de présence est celle de tout militaire présent au corps ou au poste qui lui est assigné, ou en route pour s'y rendre, nous devons conclure que ces hommes doivent être considérés comme présents au corps, et par conséquent sont justiciables des tribunaux militaires pour les crimes et délits qu'ils pourraient commettre pendant la mission dont ils sont chargés.

Si pour un service commandé, le militaire absent de son corps doit néanmoins être considéré comme présent, que faudra-t-il décider dans le cas où le militaire remplit une mission dont le caractère est douteux, comme celle d'aller témoigner devant un tribunal? — Si le militaire est appelé à témoigner devant un Conseil de guerre, sitôt son arrivée dans la ville ou siège le Conseil, l'autorité militaire le met en subsistance dans un corps de troupes de la garnison, et étant placé en subsistance, la question ne se pose plus.

Mais dans le cas où le militaire est appelé à témoigner devant un tribunal civil, siégeant dans une ville qui ne possède pas de garnison; dans ce cas, qui semble tout d'abord assez délicat, le militaire reste soumis à l'autorité militaire et justiciable de ses tribunaux pendant son absence de son corps de troupes; en voici les raisons : tout d'abord, pendant le temps que dure son absence matérielle de sa garnison, le militaire touche sa solde et a droit de plus aux indemnités de route, ce qui n'a jamais lieu, quand il n'est pas considéré comme présent au service.

D'autre part, le militaire cité comme témoin devant un tribunal ne se voit pas délivrer un titre de permission, mais une feuille de route : ce qui indique bien que cette absence revêt le caractère d'un service commandé.

Enfin on peut ajouter un argument juridique à ces constatations de faits : c'est que la juridiction ordinaire pour le militaire est la juridiction des Conseils de guerre et que pour enlever à une juridiction ordi-

naire le droit de juger dans des cas spéciaux, il faut que la loi ait prévu ces cas et l'ait dit formellement; or dans ce cas, la loi est muette et nous devons en conclure que la juridiction militaire conserve sa compétence au sujet des délits que peut commettre le militaire dans ce cas spécial; de plus, cette solution est conforme à l'esprit des textes du Code militaire et est une conséquence du caractère personnel attribué par la loi à la compétence des tribunaux militaires.

F. — *Congés et permissions.* — La permission et le congé (1) sont deux modes d'absence que peut faire le militaire; la première est une absence qui ne dépasse pas trente jours, le second une absence dépassant trente jours.

L'article 57 du Code de justice militaire dit que les militaires en congé ou en permission ne sont justiciables des tribunaux militaires que pour les délits militaires; quant aux crimes ou délits de droit commun qu'ils pourraient commettre pendant la durée de leur permission ou de leur congé, c'est la juridiction de droit commun qui en connaîtra.

Il s'est élevé, au sujet des permissions, certaines difficultés. Fallait-il entendre par permission, l'autorisation donnée par les supérieurs, quels qu'ils fussent, à leurs subalternes de s'absenter d'un ou plusieurs exercices? Le service intérieur distingue entre ces courtes absences, qu'il nomme exemptions, et les

(1) Service intérieur, art. 311 à 318.

permissions en disant que la permission est une exemption faisant mutation sur les contrôles. Mais alors, que penser des permissions d'une durée de vingt-quatre heures qui ne font pas mutation? Doit-on les considérer comme de simples exemptions ou, au contraire, sont-ce de véritables permissions?

Jusqu'à ces derniers temps, la jurisprudence, interprétant les textes à la lettre, considérait ces permissionnaires comme présents et ne cessant pas un instant d'être justiciables des tribunaux militaires. Mais le Conseil de revision de Paris par un jugement en date du 11 décembre 1893, créa une jurisprudence nouvelle en déclarant que « le soldat qui s'absente de son corps en vertu d'une permission écrite de son chef de corps ou service, fût-elle de vingt-quatre heures, est un permissionnaire, dans le sens légal du mot; que, par suite, les dispositions des articles 57 et 231, § 2, du Code militaire lui sont applicables; que toute interprétation contraire blesse la logique, le droit et la loi ». Ce jugement, s'il est conforme à la logique, blesse la règle édictée par l'article 56, en soustrayant à la justice militaire des hommes portés présents sur les contrôles. Pour terminer cette question, l'on peut dire que seuls doivent être considérés comme permissionnaires, les titulaires d'une permission de vingt-quatre heures au moins.

A quel moment le militaire en permission redevient-il présent à son corps et par conséquent à quel moment la juridiction militaire reprend-elle ses droits sur lui? Telle est la question que nous devons résoudre pour être complet en cette matière.

Est-ce à l'heure où expire sa permission, ou à l'heure où il rentre effectivement à son corps ? La Cour de cassation a tranché la question en décidant par une jurisprudence constante que dès l'heure où expire la permission, le militaire retombe sous l'autorité de ses chefs, qu'il ait ou non réintégré sa garnison, et que par conséquent les crimes et délits commis par un militaire postérieurement à l'expiration de sa permission et antérieurement à sa rentrée au corps seraient jugés par la juridiction militaire.

G. — *Disponibilité et libération provisoire.* — L'article 57, § 1, du Code, soumet à la juridiction restreinte des Conseils de guerre, c'est-à-dire pour leurs délits militaires seulement, les militaires sans emploi qui reçoivent néanmoins un traitement et restent à la disposition du gouvernement.

Sont dans ce cas (1) les officiers généraux momentanément sans emploi, les officiers en non-activité par licenciement de corps, suppression d'emploi, infirmités temporaires, retrait ou suspension d'emploi.

Sont assimilés aux précédents, quoique ne touchant pas de traitement, les hommes libérés provisoirement après un an de présence sous les drapeaux ou envoyés en congé sur leur demande, par suite de motifs légaux de dispense, ou en disponibilité après leur première année de service ou renvoyés après les manœuvres annuelles, lorsque leur service actif se proroge jusqu'au 1^{er} novembre suivant, ou enfin

(1) Loi du 19 mai 1834, art. 3.

après une année de service en cas d'excédent de l'effectif prévu par la loi.

Supposons un militaire, titulaire d'une permission faisant mutation et qui n'en a pas profité ; il a continué de vivre militairement à la caserne, il doit être considéré comme présent et comme tel justiciable du Conseil de guerre.

H. — *Absence irrégulière. Désertion.* — En cas d'absence irrégulière qui, après certains délais, devient le délit de désertion, le militaire est porté sur les contrôles avec la mention suivante : « manque à l'appel du..... ».

Au point de vue de la compétence, est-il regardé comme présent et comme tel justiciable des Conseils de guerre ? La Cour de cassation fait sur ce point une distinction. S'il s'agit d'absence irrégulière, le militaire doit être réputé présent, car il n'a pas pu par sa volonté se soustraire à la juridiction militaire pour les crimes et délits, qu'il aura commis dans quelque lieu que ce soit, durant cette absence du lieu de sa garnison. S'il s'agit de désertion, la Cour de cassation reconnaît que l'on ne peut plus le considérer comme présent au corps et l'affranchit de la justice militaire, à laquelle il n'a plus qu'à répondre de son délit de désertion (1). La distinction semble bien arbitraire et compliquée. Supposons un permissionnaire de huit jours, ne rejoignant son corps que deux mois

(1) Cour de cassation, 4 septembre 1851 ; 3 juillet 1858 ; 20 juillet 1860 ; 1^{er} février 1877 ; 18 septembre 1884.

après, par exemple. Dans la durée de sa permission, il est absent; dans le cours de son absence illégale, il est présumé présent, redevient absent dans le cours de sa désertion pour redevenir présent à partir de sa rentrée au corps.

Aux absents illégalement, on peut comparer les insoumis. L'insoumis est d'abord le jeune soldat ou l'engagé volontaire qui, hors le cas de force majeure, ne s'est pas rendu à destination dans le mois qui suit son ordre d'appel. C'est aussi le réserviste ou le territorial, convoqué pour des exercices, qui ne s'est pas rendu, pour la deuxième fois à son corps, le jour fixé par des affiches ou ordres d'appel. Ces hommes sont-ils soumis à la juridiction militaire? Il est bien certain que le jeune soldat insoumis ne peut être considéré comme présent sous les drapeaux et qu'il relève de la justice ordinaire, si ce n'est pour son délit d'insoumission. Quant aux autres insoumis, leurs crimes et délits de droit commun appartiennent aux tribunaux civils, et leurs délits militaires aux Conseils de guerre.

K. — *Militaires dans les hôpitaux.* — Pas de difficultés sur la situation judiciaire de ces hommes. L'article 56, § 2, les vise en ces termes : « Sont justiciables des Conseils de guerre..... § 2, les militaires, les jeunes soldats, les engagés et les individus assimilés aux militaires, placés dans les hôpitaux civils ou militaires. »

M. — *Militaires voyageant sous la conduite de la gen-*

darmerie. — L'article 56 les soumet également à la juridiction militaire, quels que soient les délits qu'ils puissent commettre.

N. — *Militaires détenus dans les établissements militaires.* — Il s'agit de ces militaires qui purgent leurs peines dans les établissements militaires de répression. Tels sont les ateliers de condamnés aux travaux publics, au nombre de 6 en Algérie; tels sont encore les pénitenciers militaires pour les peines de simple emprisonnement; telles sont enfin les prisons militaires au nombre de 31. Ces hommes sont portés comme présents sur les contrôles de l'établissement et rentrent ainsi dans la règle générale de compétence.

P. — *Militaires classés dans la réserve, dans l'armée territoriale ou dans la réserve de l'armée territoriale.* — La situation de ces hommes, vis-à-vis des tribunaux militaires, est fixée par l'article 56 de la loi de recrutement. En temps de paix, ils sont justiciables des tribunaux militaires en cas de mobilisation ou à partir du jour de leur rappel à l'activité, jusqu'à celui où ils sont renvoyés dans leurs foyers; en cas de convocation pour des manœuvres, exercices ou revues, depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre ou de leur arrivée à destination, s'ils rejoignent isolément, jusqu'au jour où ils sont renvoyés dans leurs foyers.

Telle est la compétence des Conseils de guerre sur les crimes et délits de droit commun commis par les militaires appartenant à la réserve et à l'armée terri-

toriale; elle n'est que passagère, intermittente, exceptionnelle.

Q. — *Jeunes soldats et militaires en congé illimité réunis pour des revues ou exercices.* — Sont justiciables des Conseils de guerre des circonscriptions territoriales en temps de paix pour tous crimes et délits, les jeunes soldats laissés dans leurs foyers, c'est-à-dire les hommes classés dans les services auxiliaires astreints à des revues d'appel et aussi les hommes de la réserve de l'armée territoriale qui, d'après la loi de recrutement, modifiée par la loi du 18 juillet 1892, peuvent être soumis à une revue d'appel pour laquelle le déplacement ne pourra excéder 24 heures. Mais cette compétence des Conseils de guerre n'existe que pour les délits commis par ces hommes, lorsqu'ils sont réunis pour les revues ou exercices prescrits par la loi de recrutement.

R. — *Invalides.* — Les vieux militaires qui sont admis à l'Hôtel des Invalides sont organisés militairement par différents règlements (Règlement du 29 juin 1863, instruction du 8 octobre 1866, décret du 8 mai 1877, décret du 16 avril 1883). Ils doivent être considérés comme présents sous les drapeaux, comme des militaires invalides, tant qu'ils sont inscrits sur les contrôles de l'Hôtel. Ils sont soumis à la juridiction des Conseils de guerre pour tous les crimes et délits qu'ils peuvent commettre dans cette situation.

S. — *La gendarmerie* (1). — Le principe est que la gendarmerie est une partie intégrante de l'armée (loi des cadres, art. 1^{er}, § 4) et qu'elle est soumise aux lois militaires, sauf les exceptions que le but de l'institution comporte. En conséquence, les gendarmes sont justiciables des Conseils de guerre pour tous les délits qu'ils commettent en temps de paix comme en temps de guerre. Mais ils ne sont plus soumis à cette juridiction s'ils sont poursuivis pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire ou dans la constatation des contraventions administratives (art. 59 du Code de justice militaire). Ils agissent alors sous le contrôle et l'autorité des Cours d'appel. Comme exemples de délits échappant à la compétence des Conseils de guerre, nous pouvons supposer des arrestations illégales, ou bien l'inexécution d'un mandat d'amener décerné par un juge d'instruction. Ce sont des conséquences de la nature mixte du service de la gendarmerie qui dépend à la fois des Ministères de la Guerre, de l'Intérieur, et de la Justice.

T. — Les prisonniers de guerre sont justiciables des Conseils de guerre pour tous crimes ou délits.

(1) Sur la gendarmerie. — Loi du 13 mars 1873; Décret du 1^{er} mars 1834; Instruction ministérielle du 28 juillet 1857; Décret du 10 février 1894.

2^e PARTIE. — *De la compétence actuelle des Conseils de revision.*

Les Conseils de guerre ne constituent pas une juridiction de premier ressort seulement; ce sont des cours criminelles statuant en dernier ressort comme les Cours d'assises jugeant sans appel. Il s'en suit que les Conseils de revision ne sont pas des Cours d'appel, mais des Cours de cassation. Ils ne jugent pas les faits militaires, mais les jugements, ils ne connaissent pas du fond des affaires. Leur mission est de rechercher si l'on a fidèlement observé les règles prescrites pour maintenir l'ordre des juridictions, assurer les droits de la défense, la régularité de la procédure et des débats, la véritable qualification des faits reconnus constants et la légalité de la condamnation.

Les Conseils de revision ne peuvent annuler les jugements que dans les cinq cas suivants (art. 74 du Code de justice militaire) : lorsqu'il y a erreur dans la composition du Conseil de guerre; lorsque les règles de la compétence n'ont pas été observées; lorsque la peine prononcée par la loi n'a pas été appliquée aux faits déclarés constants par le Conseil de guerre ou lorsqu'une peine a été prononcée en dehors des cas prévus par la loi; lorsqu'il y a eu violation ou omission des formes prescrites à peine de nullité; enfin, lorsque le Conseil de guerre a omis de statuer sur une demande de l'accusé ou sur une réquisition du Com-

missaire du gouvernement, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi.

Non seulement le militaire condamné peut se pourvoir en revision contre la sentence, mais encore le Commissaire du gouvernement. Les conditions de son recours diffèrent selon les cas. S'il y a eu acquittement de l'accusé, le recours du ministère public ne peut s'exercer que dans l'intérêt de la loi et ne saurait nuire à l'acquitté. Si, au lieu d'acquittement, il y a eu absolution, le Commissaire du gouvernement ne peut former un recours contre la sentence que si l'absolution a été prononcée sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé. Enfin, s'il y a eu condamnation, le Commissaire du gouvernement peut poursuivre l'annulation de la sentence, mais le recours ne peut être motivé que sur une fausse application de la loi.

Ce simple aperçu suffit pour démontrer qu'une réforme est nécessaire, que ce n'est pas à des officiers étrangers aux connaissances du droit à trancher ces questions si délicates, mais plutôt à des magistrats de carrière, tels que les conseillers à la Cour de cassation.

SECTION III

De la compétence des tribunaux militaires en cas de complicité.

Pour déterminer cette compétence, faut-il s'attacher à la nature du délit commis ou bien à la personne des

délinquants? C'est la considération de la personne qui l'a emporté aussi bien dans le Code de justice militaire que dans le texte du projet de loi.

On n'a pas voulu que les personnes qui ne font pas partie de l'armée fussent justiciables des Conseils de guerre, ni directement quand un délit militaire a été commis par un civil, ni indirectement, quand un civil se trouve mêlé à un délit commis par un militaire.

De même lorsque les délinquants, qui ont commis de complicité un même délit, sont justiciables les uns des tribunaux de la marine, les autres des tribunaux de la guerre, il est nécessaire d'établir sur le domaine de quelle autorité le délit s'est produit : si c'est sur les navires de l'État ou dans l'enceinte des ports militaires, arsenaux ou autres établissements maritimes, nous attribuerons compétence aux tribunaux de la marine; si le fait a été commis en tous autres lieux, le pouvoir de juger appartiendra aux tribunaux de l'armée de terre.

Ces principes ont été reconnus par le Code de justice militaire, qui les a consacrés dans ses articles 76, 77, 78 et 79.

Ils ont été confirmés littéralement par le projet du gouvernement qui reproduit mot pour mot les articles précédents (art. 94, 95, 96, 97).

Conclusion. — Ici se termine notre étude sur la compétence des tribunaux militaires, telle qu'elle est conçue par le projet actuel du gouvernement. Elle se caractérise par les règles suivantes : d'abord les délits de droit commun commis par des militaires doivent,

en principe, appartenir aux tribunaux ordinaires, ensuite les voies de recours contre les jugements militaires doivent être soumises à la Cour de cassation ou à des Conseils de cassation militaires, composés de magistrats militaires, enfin les civils ne doivent jamais, ni directement, ni indirectement, être soumis à la justice militaire.

SECTION IV

De la compétence exceptionnelle des tribunaux civils à l'égard des militaires

Il existe deux ordres d'hypothèses où les tribunaux militaires cessent d'être compétents en matière de délits commis par des militaires présents sous les drapeaux.

I. — Le premier ordre d'hypothèses est visé par l'article 273 du Code de justice militaire ainsi conçu : « Ne sont pas soumises à la juridiction des Conseils de guerre les infractions commises par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie ». Dans ces cas particuliers, les militaires cessent d'être justiciables des tribunaux militaires, ils appartiennent à la justice ordinaire. Quelque étendue que l'on soit disposé à donner à la compétence militaire, ou conçoit difficilement des officiers mis dans la nécessité de résoudre des questions aussi spéciales. Il y avait une autre raison d'écarter la justice militaire.

Elle ne connaît pas de l'action civile, des intérêts pécuniaires engagés dans les affaires pénales. L'article 53 dispose en effet que les tribunaux militaires ne statuent que sur l'action publique. Or, toutes les actions nées des délits sus-mentionnés sont plutôt regardées comme ayant des rapports avec l'une et l'autre action : avec l'action civile, puisque l'administration peut transiger avec la partie civile, et avec l'action publique, qui tend à l'application de la peine. C'est l'élément pécuniaire qui se rencontre dans ces sortes d'hypothèses qui a fait obstacle à la compétence militaire.

II. — Le second ordre d'hypothèses où la justice civile est substituée à la justice militaire est visé par l'article 76 du Code de justice militaire ainsi conçu : « Lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires et des militaires ou autres individus justiciables de ces tribunaux, tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les tribunaux ordinaires ». La conception contraire aurait violé un principe fondamental, qui veut qu'un citoyen ne soit pas détourné de ses juges naturels, et ne soit pas traduit devant une juridiction d'exception qui ne présente pas pour lui les garanties de sa juridiction propre et personnelle.

D'ailleurs, c'est un principe fondamental de procédure pénale que tous les prévenus d'un même crime ou d'un même délit soient traduits devant un même tribunal. Le système contraire aboutirait la plupart

du temps à des jugements contraires, se contredisant, s'excluant l'un l'autre. Si plusieurs tribunaux se trouvent compétents pour juger de pareils prévenus, il faut nécessairement qu'un seul prenne l'affaire en main à l'exclusion des autres. Quelle juridiction devra céder? La loi (article 76 Code de justice militaire) répond en ces termes : « Lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires, et des militaires ou autres individus justiciables de ces tribunaux, tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les tribunaux ordinaires, sauf exception ».

Cependant la juridiction militaire n'est pas toujours écartée en matière de complicité. Il y a des exceptions.

La première exception se réfère à l'hypothèse suivante : supposons un délit de droit commun commis par des militaires qui seraient en congé, et par des militaires présents inscrits sur les contrôles de l'armée. La loi décide que tous doivent être traduits devant un tribunal militaire, parce que le juge militaire est ici leur juge naturel, et que, si l'intérêt de la discipline n'exige pas que les militaires non présents soient traduits devant les Conseils de guerre, ce même intérêt l'exige, au contraire, quand ils se sont rendus complices de militaires sous les drapeaux (1). Enfin l'article 77 du Code de justice militaire nous offre une deuxième exception à l'incompétence des Conseils

(1) Art. 77 du Code de justice militaire. — Loi du 22 messidor an IV.

de guerre pour l'armée de terre en cas de complicité.

Lorsqu'un crime ou un délit a été commis de complicité par des individus justiciables des tribunaux de l'armée de mer et par des individus justiciables des tribunaux de l'armée de terre, la connaissance en est attribuée aux juridictions maritimes si le fait a été commis sur les navires de l'État ou dans l'enceinte des établissements de la marine (article 78 du Code de justice militaire). Mais, au contraire, si le crime ou délit a été commis en tous autres lieux que ceux qui sont indiqués par l'article 78, les tribunaux de l'armée de terre sont seuls compétents.

Il nous reste à examiner quelques applications difficiles de l'incompétence des Conseils de guerre en cas de pluralité de délinquants.

A l'encontre de l'article 76 sur la compétence en cas de complicité, la Cour de cassation juge que certains faits délictueux, commis simultanément par des militaires et des non-militaires, constituent deux délits indépendants et emportent deux juridictions différentes. Cette singularité se présenterait dans trois cas : en matière de désertion, de vente, achat et recel d'effets militaires et armes, et de corruption.

En cas de désertion sans embauchage, si elle a été provoquée ou favorisée par un civil, le coupable militaire n'aura pas le droit d'être traduit devant le tribunal civil. Il sera jugé par le Conseil de guerre. La raison est que l'article 242 établit une peine spéciale pour le non-militaire.

La Cour de cassation a décidé, à plusieurs reprises

(11 avril 1867, Brouillot, D., 67, I, 364 ; 8 avril 1869., Decagny, D., 70, I, 140), que les détournements d'effets et de munitions, commis par un militaire, et le recel ou l'achat de ces mêmes choses, commis par un non-militaire, constituent deux délits distincts, indépendants au point de vue de la compétence. La Cour croit trouver la raison de déroger à la règle de compétence, en cas de complicité, en affirmant que l'article 247, expliqué et interprété par les éléments de son élaboration législative, établit nécessairement cette dérogation. Cette opinion paraît basée sur des motifs bien fragiles et en la généralisant, on arriverait à porter une sérieuse atteinte au principe de l'indivisibilité de la poursuite en cas de complicité.

Enfin, il a été jugé qu'en cas de corruption d'un militaire, comme en cas de corruption d'un fonctionnaire (art. 179 du Code pénal), le délit de corruption est différent du délit du corrompu, et qu'il n'y a pas là un simple fait de complicité, et qu'en conséquence, la division des procédures s'impose.

Terminons sur la complicité en rappelant que l'infraction, ainsi déferée à la juridiction de droit commun, n'en conserve pas moins, au regard de chaque inculpé, son caractère original et que la jonction des deux poursuites ne peut influencer, soit sur la qualification de l'infraction, soit sur la peine dont elle doit être frappée. Enfin, cette jonction des poursuites peut cesser avant la fin des débats, soit par la mort du prévenu civil ou bien par une ordonnance de non-lieu, et alors, la juridiction militaire reprend son

justiciable à la justice civile (Cass., 8 sept. 1859, D., 59, 1, 516).

III. — *De la compétence des Conseils de guerre à l'égard des citoyens non militaires.* — Nous avons vu que sous le régime de la compétence *ratione materie*, les militaires et les civils sont indistinctement justiciables de l'autorité militaire, si le délit est militaire. Il ne peut plus en être de même sous le régime de la compétence *ratione personæ* qui règne sur une catégorie de personnes, quels que soient les délits commis. Donc, en principe, le Code de justice militaire ne doit pas régir les personnes qui ne font pas partie de l'armée. Il faut un texte formel pour soumettre les civils à la juridiction militaire.

Ces textes sont rares, nous n'avons que peu d'exemples à donner.

1^o Citons d'abord l'article 77, n^o 1, du Code de justice militaire. En voici les termes : « Tous les prévenus, indistinctement, sont traduits devant les tribunaux, lorsqu'ils sont tous militaires ou assimilés à des militaires, alors même qu'un ou plusieurs d'entre eux ne seraient pas justiciables de ces tribunaux, en raison de leur position au moment du crime ou du délit ».

La conception contraire avait été consacrée par la loi du 22 messidor an IV (1). En vertu de cette loi, si un crime ou un délit avait été commis par des mili-

(1) Loi du 22 messidor an IV, fixant compétence des Conseils de guerre.

taires en état de permission ou de congé, ils cessaient d'être justiciables des Conseils de guerre, et entraîneraient avec eux, devant la juridiction ordinaire, leurs complices en activité.

Pour faire repousser cette seconde manière de voir, si conforme à la raison et à l'équité, il a suffi de cette phrase plus spécieuse que solide : « Rien n'indiquait la nécessité de dessaisir, dans cette circonstance, le Conseil de guerre, car le militaire, même en congé, est le justiciable naturel des tribunaux militaires et, s'il cesse de l'être pour certains délits, c'est par pure tolérance de la loi et parce que l'intérêt de la discipline ne le commande pas impérieusement » (1). Cette considération ne saurait prévaloir contre l'objection que si le militaire en congé ne devait pas être justiciable des Conseils de guerre pour des motifs ayant paru sérieux, ces mêmes motifs viennent à perdre leur force en cas de complicité avec un militaire en activité.

« 2° Tous les prévenus, indistinctement, sont traduits devant les tribunaux militaires, s'il s'agit de crimes ou de délits commis par des justiciables des Conseils de guerre et par des étrangers » (art. 77, § 2, du Code de justice militaire). Cette disposition, qui livre les civils étrangers à la justice militaire, ne va pas sans objection sérieuse. On dit, dans l'espèce, il est impossible de renvoyer les deux délinquants devant les juges naturels du civil, qui ne sont autres que les

(1) Rapport au Corps législatif sur le projet de Code militaire, 1837.

juges ordinaires du pays de l'étranger. A cela, il est facile de répondre que le principe de la territorialité des lois pénales assigne à l'étranger, comme juges naturels, ceux du lieu où le délit a été commis et non ceux du lieu d'origine. Un auteur (1) se contente d'affirmer qu'il n'y a aucune raison pour accorder aux étrangers, complices de militaires, le bénéfice que l'article 76 accorde aux citoyens français. Probablement qu'il considère cette faculté d'entraîner le complice devant la juridiction civile comme une faculté faisant partie du *jus civile* et non du *jus gentium*. Cette solution ne permet pas d'expliquer pourquoi l'étranger est traduit devant la juridiction militaire. « Si le trouble ou le tumulte de l'audience a pour but de mettre obstacle au cours de la justice, les perturbateurs, quels qu'ils soient, sont, audience tenante, déclarés coupables de rébellion par le Conseil de guerre, et punis d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux ans. Lorsque les assistants ou les témoins se rendent coupables envers le Conseil de guerre ou l'un de ses membres, de voies de fait ou d'outrages ou menaces par propos ou gestes, ils sont condamnés, séance tenante; s'ils ne sont ni militaires, ni assimilés aux militaires, aux peines portées par le Code pénal ordinaire. » Dans l'exposé des motifs du projet de Code militaire de 1857, on justifie en ces termes la disposition de l'article : « Il est dérogé, en

(1) VEXIAU, ancien professeur adjoint à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, *Commentaire abrégé sur le Code de Justice militaire*, p. 60.

ce cas, au droit commun vis-à-vis des citoyens, et on peut dire qu'ils y ont renoncé eux-mêmes, en venant dans l'enceinte de la justice militaire pour l'outrager ou pour l'intimider..... » La répression de semblables délits doit être instantanée pour que la justice soit respectée comme il convient, et pour que son cours ne soit pas interrompu. La meilleure raison qu'on en puisse donner, il nous semble, c'est que nous rencontrons ici l'application d'un principe qui régit toutes les juridictions pénales ou autres, qu'il est nécessaire de donner à un tribunal le droit de juger, séance tenante, les délits commis contre le bon ordre de l'audience.

Conclusion. — La compétence des Conseils de guerre à l'égard des citoyens qui ne font pas partie de l'armée nous apparaît dans les textes comme tout exceptionnelle et cela est logique dans le système de la compétence personnelle. Tout autre serait la compétence en temps de guerre; à ce moment, toute la population civile, sans exception, est soumise aux lois militaires et à la juridiction militaire.

CHAPITRE IV

Législation comparée.

De la compétence militaire dans les législations étrangères.

Les législations étrangères nous offrent trois types principaux de compétence militaire. Les unes adoptent principalement la compétence *ratione personæ*. Les autres préfèrent, en principe, la compétence *ratione materiæ*. Enfin, d'autres instituent une compétence mixte déterminée, tantôt par la considération de la personne, tantôt par la nature du délit commis. Dans les premières domine fortement l'esprit militaire, dans les secondes l'esprit de justice, et dans les troisièmes la peur de l'absolu dans les réalités de la vie judiciaire.

ANGLETERRE.

La dernière loi militaire (1) attache une grande importance à la nature du délit, et adopte plusieurs règles régissant la compétence *ratione materiæ*.

C'est ainsi qu'elle défère aux tribunaux militaires la connaissance, non pas de tous les délits commis

(1) Loi votée en 1879 sous le nom de : *The army discipline and regulation act*.

par des militaires, mais de certaines classes de délits. Ce sont : 1^o les infractions commises par les militaires à leurs devoirs professionnels et aux règles générales de la bonne conduite, telles que l'ivresse, l'inobservation du repos du dimanche; 2^o les infractions qui, non commises par des militaires, se rattachent au service, telles que mutilation, simulation de maladies; 3^o les infractions de droit commun commises par des militaires dans un établissement militaire, ou contre des militaires.

On le voit, la loi anglaise répudie le principe de la compétence *ratione personæ*, qui est de soumettre à la juridiction militaire tous les délits des militaires, sans distinguer ceux qui sont des infractions aux lois militaires et ceux qui violent les lois communes.

En cas de complicité, si le délit est de droit commun, les deux prévenus sont traduits devant les tribunaux ordinaires; dans le cas contraire, l'un est traduit devant le tribunal militaire et l'autre devant le tribunal de droit commun.

ITALIE.

En Italie, la règle est que les tribunaux militaires sont compétents pour juger les délits qui figurent dans le Code pénal militaire. Parmi ces délits, il en est quelques-uns qui sont des infractions de droit commun, mais les tribunaux d'armée n'en connaissent que lorsqu'ils sont commis au préjudice d'autres militaires ou dans un établissement militaire. Pour les autres infractions, les tribunaux ordinaires du pays sont seuls compétents. En cas de complicité

entre militaires ou assimilés et individus passibles des tribunaux ordinaires, tous sont jugés par les tribunaux de droit commun.

Il en est de même si un militaire est accusé de plusieurs délits connexes, dont les uns se réfèrent à la justice civile, et les autres à la justice militaire; c'est la justice civile qui l'emporte.

Toutefois, si la peine afférente au délit militaire atteignait cinq ans de réclusion, tandis que la peine du délit civil connexe ne serait pas de plus d'une année, c'est la juridiction militaire qui reprendrait sa compétence.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

La juridiction militaire ne s'étend qu'aux infractions d'ordre militaire. On a fait une exception pour certains délits de droit commun lorsqu'ils sont de nature à porter préjudice au bon ordre et à la discipline, et qu'ils n'entraînent pas la peine capitale.

ALLEMAGNE.

Le nouveau Code allemand de procédure pénale militaire du 1^{er} décembre 1898, actuellement en vigueur, s'est nettement prononcé pour la compétence purement personnelle. Tous les délits commis par des militaires appartiennent aux tribunaux militaires, à l'exclusion de tous autres. Dans les discussions préparatoires, le gouvernement a nettement opposé le *non possumus* à la proposition de déférer aux tribunaux civils les délits civils des militaires. Il a fait plus. Il a englobé, dans la compétence militaire, même

les délits commis avant l'entrée au service à moins, naturellement, qu'ils n'aient déjà été jugés (art. 7). Il proroge même la compétence au delà du service militaire, la faisant survivre pendant toute l'année qui suit la sortie du régiment, pour les injures, coups et blessures, provocation à un duel se produisant envers un supérieur encore en activité comme représailles de la manière dont on a été traité pendant son service. Le ministre a même ajouté que le Gouvernement renoncerait plutôt au projet qu'à cette dernière disposition.

BELGIQUE.

Quand le premier titre du nouveau Code militaire belge vint en discussion devant les Chambres, le 2 décembre 1898, un long débat a surgi sur la nature de la compétence militaire qui devait être adoptée. Fallait-il soumettre à la justice militaire tous les délits commis par des militaires, compétence *ratione personæ*, ou bien restreindre cette compétence aux seuls délits militaires, compétence *ratione materiæ*, et réserver les délits civils des militaires à la juridiction de droit commun ? Si l'on adoptait la compétence *ratione materiæ*, il devenait nécessaire de trouver la formule du délit militaire, sa définition juridique, son critérium, son signe distinctif pour guider les juges eux-mêmes dans la détermination des délits militaires. On chercha donc le critérium. Les uns prétendaient qu'il fallait s'attacher à la peine qui était applicable. Tout délit sera militaire, si la peine est militaire. Il fallut renoncer à cette conception, nombre de délits mili-

taires étant punis de peines de droit commun. Procéderait-on par une énumération limitative? Mais alors, que de délits oubliés, que de délits douteux! Considérerait-on comme délits militaires ceux-là seuls qui intéressent la discipline? Mais on allait rencontrer l'opposition de tous ceux qui croient que tout délit d'un militaire porte atteinte de près ou de loin à la discipline. On finit par regarder la formule du délit militaire comme impossible à trouver, et on abandonna la compétence *ratione materiæ*. En résumé, la juridiction militaire belge est compétente, aujourd'hui, pour tous les délits commis par des militaires, sauf le cas, toutefois, de complicité.

Il n'existe d'exceptions que les suivantes : 1^o les matières relatives aux impôts publics, directs ou indirects ; 2^o les délits de chasse ou de pêche ; 3^o les infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes, la police des chemins de fer, la police rurale, etc. ; 4^o en matière de duel, quand le militaire s'est battu avec une personne non militaire, lors même que cette dernière ne serait pas poursuivie.

Enfin, on finit par proclamer la compétence des tribunaux militaires pour connaître de l'action civile née de l'infraction.

Russie.

Les lois russes ont admis un système mixte.

Sont justiciables des tribunaux militaires, les militaires de tous grades appartenant à l'armée, pour toutes les infractions, soit civiles, soit militaires, sauf

quelques exceptions relatives aux règlements de certaines administrations. C'est donc la compétence *ratione personæ* qui est adoptée.

Pour les personnes appartenant à la réserve : officiers, sous-officiers et soldats, les militaires exerçant des fonctions spéciales, par exemple, appartenant à la police, à l'administration des voies de communication, c'est la compétence *ratione materiæ* qui est admise. Toutes ces personnes ne peuvent être traduites devant les tribunaux militaires que pour leurs infractions à leurs devoirs militaires.

Les voies de recours soulèvent des questions de compétence analogues. Faut-il les déferer aux tribunaux suprêmes civils, par exemple à la Cour de cassation, ou bien les faire rentrer dans la compétence des tribunaux supérieurs militaires, comme sont nos Conseils de revision? Sur ce point, le législateur de 1857 a pris parti pour des Cours militaires de cassation, sous le nom de Conseils de revision.

Mais, où l'idée paraît plus étonnante, c'est quand la loi organise ces tribunaux supérieurs, en les composant exclusivement d'officiers, où président, juges, commissaires du Gouvernement, rapporteur, greffiers, coopèrent à la solution des voies de recours, qui sont des matières purement juridiques, sans être tenus d'avoir la moindre notion de la science ou de la pratique du droit.

Presque toutes les législations étrangères ont refusé cette compétence à ceux qui ignorent le droit. En Belgique, la Cour militaire, organisée pour juger les

voies de recours, a pour président un conseiller à la Cour de cassation. En Italie, le pouvoir de connaître des voies de recours est donné à un tribunal suprême militaire, siégeant à Rome. Il se compose de neuf membres, un président lieutenant-général et huit juges, dont trois officiers généraux, trois conseillers d'Etat et deux conseillers à la Cour d'appel. Un avocat général militaire, aidé de substituts, remplit les fonctions de ministère public. En Russie, la Cour suprême militaire siège à Saint-Petersbourg, mais a deux succursales pour la Caucasic et la Sibérie. Elle siège à trois membres nommés par l'Empereur. A cette Cour est attaché un procureur général, conseiller juridique du ministre de la guerre. Enfin, en Autriche-Hongrie, la Cour suprême, qui a son siège à Vienne, se compose d'un général président et de six juges, dont cinq sont des auditeurs supérieurs. Elle fonctionne comme Cour de cassation.

CHAPITRE V

De la compétence des tribunaux militaires en temps de paix, d'après le projet de loi du nouveau Code de Justice militaire présenté par le Gouvernement à la Chambre des députés le 24 mai 1901.

Ce projet de loi, portant réforme du Code de justice militaire pour l'armée de terre, a consacré tout le livre II à la compétence des tribunaux militaires. Dans le titre premier de ce livre, on traite de la compétence des Conseils de guerre; dans le deuxième, de la compétence de la Cour de cassation militaire; dans le troisième, de la compétence des prévôtés qui est en dehors de notre sujet, et enfin dans un quatrième, de la compétence en cas de complicité. C'est le plan même que nous suivrons.

SECTION I

De la compétence des Conseils de guerre en temps de paix, d'après le projet de loi du 24 mai 1901.

Ce projet organise la compétence des Conseils de guerre, en empruntant ses règles, tantôt à la théorie de la compétence *ratione materie*, tantôt à celle de la

compétence *ratione personæ*. Dans certaines hypothèses, il tient compte, pour déterminer la compétence, des faits qui ont été accomplis; dans d'autres, il ne se préoccupe que de la personne qui les a accomplis.

Trois principes constituent le système spécial du projet sur la compétence des Conseils de guerre :

1° Ils cessent d'être compétents pour les crimes et délits de droit commun, commis par des militaires en temps de paix;

2° Ils conservent leur compétence à l'égard des crimes et délits de droit commun commis dans l'exécution du service;

3° Ils ont pour justiciables seulement les personnes énumérées comme appartenant à l'armée.

Reprenons successivement ces trois points :

1° Les Conseils de guerre n'auront plus à connaître des délits de droit commun commis par les militaires en temps de paix.

C'est une conséquence logique du caractère de la juridiction militaire, qui n'est qu'une juridiction spéciale, qu'une juridiction d'exception. Pour la doter d'une attribution quelconque, il faut l'enlever à la juridiction ordinaire, et on ne peut le faire que si des motifs d'ordre supérieur obligent de soustraire à celle-ci les personnes appartenant à l'armée. Ces motifs existent-ils? Le rapporteur du projet du Code de justice militaire de 1857 l'a pensé et il les a ainsi formulés : « Les deux juridictions sont aujourd'hui également propres à faire respecter les lois générales. Le projet donne la préférence au juge militaire, parce qu'il est le juge naturel de l'armée; parce que,

même en violant la loi commune, le militaire ne perd pas cette qualité ; parce que mettre l'armée sous la main de la justice civile, quand ne l'exige pas une nécessité absolue, c'est confondre ce qui doit être rigoureusement séparé ; c'est ouvrir une source de conflits regrettables ; c'est ôter à la peine qui frappe le soldat ce qui la rend exemplaire et saisissante : la rapidité ». Ces motifs, aux yeux du gouvernement, sont loin de constituer des arguments décisifs.

Dans l'ancienne armée, il était déjà difficile d'affirmer qu'on perdait sa qualité de citoyen, en devenant soldat ; dans l'armée actuelle, ce serait absolument impossible à soutenir.

De plus, en laissant à la justice civile ses attributions générales, ce n'est pas asservir l'autorité militaire à l'autorité civile, c'est séparer la violation des devoirs qui s'imposent à tous, des devoirs inhérents à la profession militaire et faire rentrer chacun dans sa sphère logique d'action.

La crainte de perpétuels conflits semble chimérique, et en tout cas ne suffirait pas à dépouiller l'autorité civile de ses attributions, pas plus que cette même crainte n'a fait obstacle à la répartition des affaires entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire.

Enfin, quant à la rapidité de l'exécution, elle n'est vraiment désirable qu'en temps de guerre ou lorsque la discipline est en cause.

C'est donc avec raison que le projet a rattaché à la juridiction ordinaire en temps de paix les crimes et les délits de droit commun.

C'est un acheminement à la compétence rationnelle,

c'est un pas important dans la voie de la compétence *ratione materiæ*.

Restait à donner aux juges le moyen de discerner les crimes et délits de droit commun des crimes et délits militaires.

Deux procédés se présentaient à l'esprit. Ou bien on aurait recours à des formules générales, définissant les délits militaires, et l'on aurait laissé aux tribunaux le soin de les appliquer à chaque espèce. Ou bien, au contraire, on procéderait par voie d'énumération limitative, au risque d'omettre des délits vraiment militaires. C'est à ce dernier parti qu'on s'est arrêté et dans le titre II du livre IV, figure l'énumération des crimes et délits militaires.

Cette liste comprend les crimes et délits suivants : trahison, espionnage, embauchage (art. 278 à 283), crimes ou délits contre le devoir militaire (art. 284 à 291), révolte, insubordination, rébellion (art. 292 à 303), abus d'autorité (art. 304 à 308), insoumission, désertion (art. 309 à 328), vente et recel des effets militaires (art. 323 à 326), vol (art. 327 et 328, etc.), voies de faits et injures entre militaires (art. 302 et 352).

2° Les Conseils de guerre conservent leur compétence à l'égard des crimes et délits de droit commun commis dans l'exécution du service. On a pensé que les faits de cette nature intéressent la discipline, dont les chefs et les tribunaux militaires sont constitués les gardiens. Dans le système contraire, ce seraient les juges ordinaires qui deviendraient ainsi les gardiens de la discipline. On est encore trop

imbu des principes de la compétence *ratione personæ* pour tirer toutes les conséquences logiques du système nouveau.

3° Les Conseils de guerre n'auront pour justiciables que les personnes faisant partie de l'armée. Les principes de la compétence *ratione materiæ* commandaient de soumettre à la juridiction militaire toute personne, quelle qu'elle soit, civile ou militaire ; quiconque porte atteinte à l'intérêt supérieur de l'armée, doit être jugé et puni par les tribunaux militaires. En attendant l'application complète et rationnelle du principe, les tribunaux militaires n'ont pas le droit de juger les personnes qui ne font pas partie de l'armée. Les cas sont bien rares, nous les avons déjà énumérés, en traitant de la compétence rationnelle.

Le projet nous fournit une nomenclature de tous ceux qui appartiennent à l'armée (art. 62 du projet). Le Code de justice militaire, dans son article 56, avait déjà donné une énumération. Les deux listes diffèrent peu.

Mais, dans les deux textes, il ne suffit pas d'être dans les catégories déterminées. Il y a d'autres conditions et notamment la présence au corps est réclamée, condition sur laquelle il y a une différence à signaler.

D'après le Code (art. 56), il est fait une distinction entre les militaires en activité de service et ceux qui sont en congé ou en permission ou qui, sans être employés, restent à la disposition du gouvernement et reçoivent un traitement. Ces derniers ne devaient

dépendre des Conseils de guerre que pour les infractions du titre II du livre IV. Il en résultait que si un homme en permission se rendait coupable d'un délit de droit commun, la juridiction variait selon la date exacte à laquelle le délit était commis, et que si des officiers en disponibilité commettaient à l'occasion du service des délits non prévus par le titre II du livre IV, ils étaient envoyés devant les tribunaux ordinaires. Ces anomalies disparaîtront d'après le projet de loi, qui décide (art. 62-2°) que, lorsque les justiciables des Conseils de guerre, énumérés dans les deux premiers paragraphes, sont en activité de service, soit comme présents au corps, soit en congé ou en permission, soit détachés pour un service spécial, ils seront passibles de la justice militaire.

En résumé, dans cette dernière partie, la considération seule de la personne, sur laquelle repose la compétence *ratione personæ*, nous a guidé pour déterminer la compétence.

SECTION II

De la compétence de la Cour de cassation et des Conseils de cassation militaires.

Le projet du gouvernement portant réforme du Code de justice militaire pour l'armée de terre, a réalisé une refonte complète de la matière des voies de recours.

L'ancien Code (art. 71) porte que les Conseils de revision prononcent sur les recours formés contre les

jugements des Conseils de guerre, établis dans leurs ressorts. Le projet du nouveau Code (art. 87) supprime les Conseils de revision et les remplace par la Cour de cassation et par des Conseils de cassation militaires. Les jugements, déclare-t-il (art. 87) rendus par les Conseils de guerre peuvent être attaqués par recours en cassation pour incompétence, vice de forme, excès de pouvoir ou violation de la loi. « Les recours sont portés devant la Cour de cassation, sauf dans les cas spécifiés à l'article suivant ». Cet article crée une nouvelle juridiction pour les recours formés contre les jugements rendus par les Conseils de guerre permanents dans les circonscriptions territoriales de l'Algérie et dans les colonies. Toutefois, lorsque le jugement est attaqué pour cause d'incompétence de la justice militaire, ou si ce motif est l'un de ceux invoqués dans le recours, celui-ci doit être porté devant la Cour de cassation, qui statue sur tous les moyens proposés. On comprend, à la rigueur, cette restriction apportée aux pouvoirs des Conseils de cassation militaires.

La théorie de la compétence est une des matières les plus difficiles du droit. Le législateur n'a pas su établir des règles complètes et précises sur ce difficile sujet. Les magistrats sont loin d'être d'accord pour interpréter les règles établies, ou pour suppléer aux insuffisances de la loi. Il faut remarquer que cette dernière mesure risque d'ouvrir une voie par laquelle on peut tenter de porter tous les recours devant la Cour de cassation.

Malgré cette petite difficulté, on a maintenu la

règle, parce qu'on a trouvé bon de ne pas faire l'autorité militaire juge de ses propres pouvoirs et de laisser à la Cour de cassation son rôle d'arbitre unique et souverain en matière de compétence.

Les décisions émanant de ces juridictions souveraines ne sont susceptibles d'aucun recours.

TROISIÈME PARTIE

Des réformes dans la procédure des tribunaux militaires.

Rappeler les procédures suivies devant les tribunaux militaires de l'ancienne France et celles des tribunaux depuis la Révolution jusqu'au Code actuel (chap. I^{er}) ; — étudier ensuite la procédure militaire actuelle, celle du Code de justice militaire (chap. II) ; — puis exposer la procédure proposée par le projet du gouvernement déposé en 1901 à la Chambre des députés, et qui sera probablement la procédure de l'avenir (chap. III) ; — enfin choisir à travers toutes ces conceptions diverses les éléments constitutifs de la procédure rationnelle (chap. IV), tel est le cadre dans lequel nous allons faire figurer les réformes dans la procédure des tribunaux militaires.

CHAPITRE PREMIER

Des origines de la procédure de nos tribunaux militaires.

Jusqu'à la Révolution, les textes et les documents que nous possédons sur les procédures suivies devant les tribunaux militaires de l'ancienne France sont loin d'être aussi abondants que ceux qui nous sont parvenus sur l'organisation et la compétence de ces juridictions. D'ailleurs, ils ne présentent pas grand intérêt au point de vue du perfectionnement de nos institutions modernes. Nous nous contenterons donc d'en donner une idée générale. L'accusé était réputé coupable avant l'issue du procès et, comme tel, il était introduit devant le tribunal, les mains liées étroitement; il était assis sur une sellette, s'il était passible d'une peine afflictive; il restait debout, s'il devait encourir une peine infamante. Lorsque l'accusé avait été interrogé, on le renvoyait en prison sans qu'un mot de défense eût pu être prononcé en sa faveur. Le major lisait ensuite la sentence au coupable, qui devait l'écouter à genoux, s'il était condamné à mort ou à une peine corporelle. Le condamné devait ensuite être passé par les armes le jour même, sans appel ni sursis, sauf le cas où le roi envoyait une lettre de grâce. Après l'exécution, les troupes défilaient en silence devant le corps. Ces quelques lignes

suffisent pour marquer le caractère des formalités de la procédure militaire de l'ancienne justice militaire (1).

En entrant dans la période révolutionnaire, nous trouvons une autre conception des choses : « L'accusé paraîtra devant ses juges, lit-on dans la loi du 13 brumaire an V, libre et sans fers, accompagné de son défenseur. » Nous lisons dans le décret du 12 mai 1793 : « Le Conseil sera tenu de s'exprimer avec décence et modération ». Voilà l'idée de la Révolution ; voilà les adoucissements apportés par elle, dans les formes de la justice militaire.

C'est dans les lois, inspirées par cet esprit nouveau, qu'ont pris naissance la plupart des organes et des éléments de la procédure du Code de justice militaire.

SECTION I

Origines de la procédure des Conseils de guerre. Ses organes et ses éléments.

A. — *Commissaire du Gouvernement.* — La loi du 13 brumaire an V, qui règle la manière de procéder au jugement des délits militaires avait placé, près de chaque Conseil de guerre, un capitaine faisant fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, tant pour l'observation des formes que pour l'application de la loi (art. 3). Cet officier, choisi parmi les plus ins-

(1) MARSIL, *Réforme de la justice militaire*, p. 200. — L. MENTION, *L'armée de l'ancien régime*, p. 41.

truits et ayant fait preuve de connaissances spéciales, devait servir de guide à l'inexpérience des juges. Rien de semblable, comme nous l'avons vu, dans le recrutement actuel des commissaires du gouvernement. Le progrès, en cette matière, sera de revenir à la loi de l'an V.

B. — *Rapporteur*. — Cet officier, chargé des fonctions de juge d'instruction, devait être, d'après la même loi du 3 novembre 1796, un capitaine. On n'exigeait de lui, à cette époque, aucune garantie professionnelle. C'est ce point que notre Code de 1857 s'est empressé d'adopter. Cet état de choses appelle une réforme.

De l'ordre de mise en jugement. — La loi du 13 brumaire an V voulait, dans son article 22, que le rapporteur, une fois son instruction terminée, rendit compte aussitôt à l'officier commandant de l'état de la procédure et que, sur-le-champ, l'officier commandant convoquât le Conseil de guerre. Ce texte provoqua deux interprétations. L'opinion, qui décidait que le rapporteur n'avait aucun pouvoir de décision propre, que son rapport n'était qu'un avis que pouvait suivre ou non l'officier commandant, l'emporta. C'était l'opinion des partisans de l'extension des pouvoirs de l'officier commandant. Ce fut l'opinion adoptée par le Code de justice militaire; de là, cette confusion en une seule personne du pouvoir de poursuivre et du pouvoir d'instruire. Cette confusion appelle une réforme qui doit faire rentrer les hommes et les choses dans le droit commun.

C. — *Publicité des séances.* — Dès les premiers temps de la Révolution, le système de la publicité des débats prévalut, et le huis-clos ne fut plus admis que comme mesure exceptionnelle. Toutefois, ce n'était qu'une publicité restreinte, limitée, que permettait la loi du 13 brumaire an V. Le nombre des spectateurs ne pouvait excéder le triple de celui des juges, et ils devaient se tenir dans la salle d'audience sans armes ni bâtons et en silence. Le Code de justice militaire adopta ces dispositions, sauf celle relative au nombre restreint des spectateurs, on reçoit aujourd'hui autant de personnes que l'emplacement le permet.

D. — *Police de l'audience.* — C'est le président du Conseil qui a la police de l'audience. Ce pouvoir fait partie de ses attributions vieilles de plus d'un siècle. Dans le décret du 12 mai 1793, organisant les tribunaux criminels militaires, on lit que le silence le plus absolu doit être observé dans l'auditoire, et que, si quelque particulier s'écarte du respect dû à la justice, le président pourra le reprendre, le condamner à une amende ou même le garder en prison pas au delà de huit jours, suivant la gravité des faits. A son tour, la loi du 3 novembre 1796 ne fait que confirmer la loi antérieure. Aux termes de notre Code de justice militaire, le président peut faire expulser les assistants qui manifestent d'une manière quelconque, et s'ils résistent, les condamner à quinze jours de prison. Si un désordre grave se produisait dans le but d'arrêter le cours de la justice, le Conseil pourrait

prononcer immédiatement une condamnation qui peut s'élever à deux ans d'emprisonnement. On a trouvé ce pouvoir exorbitant au moins à l'égard des perturbateurs civils. Il existe cependant dans les tribunaux ordinaires : il est de toute nécessité de faire respecter la justice en quelque lieu qu'elle soit, et par qui que ce soit.

E. — *Délibération du Conseil.* — La loi du 13 brumaire an V, dans son article 29, permet au capitaine faisant fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, d'assister à la délibération à huis-clos du Conseil ; notre Code, au contraire, exclut formellement de la délibération le commissaire du gouvernement. La différence s'explique aisément. Le capitaine de la loi de brumaire, choisi parmi ceux possédant des connaissances spéciales, avait pour mission de servir de guide à l'inexpérience des juges ; mais, la même raison n'existe pas à l'égard des commissaires du gouvernement, qui peuvent être nommés sans présenter la moindre garantie professionnelle. En outre, cette mesure avait été prise à l'imitation de l'organisation judiciaire ordinaire où le ministère public n'a pas le droit de prendre part aux délibérations. Une autre particularité appelle l'attention. Dans le Code de procédure criminelle de 1810, il est dit que le président des assises remet les questions écrites aux jurés, il y joint l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins (art. 341). Littéralement, la loi n'autorise pas à joindre le dossier de la

défense au dossier officiel. Néanmoins, une pratique libérale autorise cette communication, dit M. Meynieux (discours de rentrée, Montpellier, 17 octobre 1898), pourvu que les documents confiés aux juges aient été versés aux débats publics et soumis, au préalable, à l'accusation. Cette tolérance devrait devenir un droit inscrit dans la loi. Quant aux pièces étrangères aux débats, nul n'a le droit de les communiquer au jury. Les dispositions du Code de 1810 sont-elles applicables aux Conseils de guerre? Non, l'article 131 veut que les juges du Conseil de guerre aient sous les yeux les pièces de la procédure. Il ne s'agit nullement des pièces restées étrangères au débat et non communiquées à l'accusé ou à la défense.

F. — *Du vote.* — Il y a deux votes distincts à étudier : le vote sur la culpabilité et le vote sur l'application de la peine. Pour statuer sur la culpabilité, la loi du 29 octobre 1790, qui est un décret de l'Assemblée constituante sur la compétence des tribunaux militaires, avait nettement distingué les deux votes. Le vote sur la culpabilité était confié à un jury et le second, sur l'application de la peine, aux magistrats de la Cour martiale, présidée par un grand juge militaire, assisté de deux assesseurs. Les tribunaux révolutionnaires, institués par la loi du 12 mai 1793, fonctionnaient avec le jury. La loi du 9 septembre 1793, établissant un nouveau mode pour le jugement des délits militaires, remplaça les tribunaux révolutionnaires par des Conseils militaires ou Conseils de guerre, qui furent eux-mêmes remplacés par les

Conseils de guerre permanents, établis par la loi du 13 brumaire an V. A partir de la suppression des tribunaux révolutionnaires, disparut la distinction entre les juges de la culpabilité et les juges de l'application de la peine et l'on adopta le système actuel des juges jurés.

SECTION II

Origines de la procédure des Conseils de revision.

Le décret du 17 germinal an IV décidait qu'avant l'exécution tout jugement d'un Conseil militaire devait être transmis, avec toutes les pièces du procès, au général qui avait convoqué le Conseil, et que celui-ci serait tenu de former un Conseil des trois plus anciens officiers supérieurs sous ses ordres, étrangers à l'affaire, avec mission, dans les vingt-quatre heures, de prendre connaissance des pièces, d'examiner le jugement, et s'il était conforme aux lois, tant pour l'application de la peine que pour la forme, l'approuver (art. 2 et 3). L'exécution du jugement, ainsi approuvé, devait avoir lieu dans les vingt-quatre heures. Si le jugement était trouvé défectueux, un nouveau Conseil de guerre devait être immédiatement convoqué. Telle était, primitivement, la sanction de l'observation des lois de procédure. Le Conseil de revision, ainsi organisé, sans aucune règle précise, demandait une réglementation, vu la gravité de la chose. La loi du 18 vendémiaire an VI institua un

Conseil de revision permanent et régulier. C'est l'origine des Conseils de revision actuels.

Sans aller plus loin, on peut dire que se trouve ainsi confirmé ce jugement sur le Code de justice militaire de 1837, qu'il n'est qu'une compilation, qu'une codification de la loi du 13 brumaire an V, des textes qui l'ont successivement modifiée. Le principal service qu'il a rendu à la justice militaire a été de substituer l'unité à la diversité et de rassembler, en un ensemble clairement distribué, les formes de procédure disséminées dans un grand nombre de lois (1).

(1) Voir dans TAILLEFERT, Thèse de doctorat 1895 : *La nomenclature des principaux textes qu'il fallait consulter avant le Code de 1837* (page 115, n° 3).

CHAPITRE II

De la procédure actuelle des tribunaux militaires.

Le Code de justice militaire qui nous régit a consacré tout son livre III à la procédure militaire. Il est subdivisé en cinq titres.

Le premier règle la procédure devant les Conseils de guerre; le second, la procédure devant les Conseils de revision; le troisième, la procédure devant les prévôtés qui sont en dehors de notre sujet; le quatrième, la contumace et les jugements par défaut; le cinquième, sous la rubrique de dispositions générales, comprend les règles qui n'auraient pu trouver place parmi les titres qui précèdent sans en troubler l'économie et l'ordre, et affirme les travaux préparatoires du Code de justice militaire. Nous traiterons, puisqu'il nous est impossible de tout voir, de la procédure des Conseils de guerre et de la procédure des Conseils de revision.

SECTION I

Procédure suivie devant les Conseils de guerre.

En suivant le justiciable des Conseils de guerre dans toutes les phases par lesquelles il sera conduit, depuis l'apparition de l'acte coupable jusqu'à l'issue

du procès, nous aurons un plan d'étude suffisamment méthodique et clair.

Sur sa voie douloureuse, l'inculpé rencontre d'abord les officiers de police judiciaire, qui procèdent contre lui à l'information préalable.

Il est ensuite l'objet d'un ordre d'informer qui l'amène devant le rapporteur, par qui va se faire l'instruction de l'affaire.

Enfin, l'ordre de mise en jugement le conduit devant le Conseil de guerre qui va procéder à l'examen et au jugement de l'affaire.

1. — *De l'information préalable par la police judiciaire.*

La police judiciaire a la même mission dans l'armée que la police judiciaire ordinaire dans l'ordre civil. L'une et l'autre recherchent les crimes et les délits en rassemblant les preuves et en livrent les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Si les attributions sont les mêmes, autre est l'organisation. Les organes de la police judiciaire militaire sont encore ici tous militaires. Ce sont, d'après l'article 84 du Code de justice militaire, les adjudants de place, les officiers, sous-officiers et commandants de brigades de gendarmerie, les chefs de poste, les gardes d'artillerie et du génie, les rapporteurs des Conseils de guerre en cas de flagrants délits. Cette liste est complétée par l'article 85 du Code, qui indique en plus les commandants et majors de place, les chefs de corps, de dépôt et de détachement, etc., qui peuvent faire personnellement ou requérir les officiers de

police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes et les délits, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de la répression. L'article ajoute que les chefs de corps peuvent déléguer les pouvoirs qui leur sont dévolus à l'un des officiers sous leurs ordres.

En pratique, dès qu'un commandant de compagnie est informé d'un crime ou d'un délit, il doit en rendre compte par écrit au chef de corps. Celui-ci étant saisi de l'affaire, comme officier de police judiciaire, procède lui-même à l'information au corps ou délègue des pouvoirs à un capitaine. C'est la délégation qui est le fait le plus ordinaire. L'officier délégué remplit toutes les fonctions d'officier de police judiciaire. Il interroge les prévenus, il entend les témoins et dresse des procès-verbaux d'interrogatoire et d'information dont il doit donner connaissance à l'inculpé, comme le fait le rapporteur. Lorsqu'il a terminé l'information, il adresse au chef de corps tous les procès-verbaux qu'il a établis. Le chef de corps examine l'affaire et décide s'il y a lieu de demander au général commandant la circonscription territoriale l'envoi de l'inculpé devant un Conseil de guerre. Dans le cas de l'affirmative, il fait établir, par le commandant de la compagnie, les pièces qui doivent être jointes au dossier, et il établit lui-même une plainte en Conseil de guerre. Il adresse cette plainte, les procès-verbaux d'information et les pièces susdites au général (1)

(1) Le général, commandant la circonscription territoriale, où siège un Conseil de guerre est le général qui commande une des

commandant la circonscription territoriale. Le général, saisi de cette plainte, donne l'ordre d'informer contre l'inculpé ou déclare qu'il n'y a pas lieu à information. Dans le premier cas, il envoie au chef de corps un récépissé de sa plainte et un ordre d'écrou à l'effet de faire transférer l'inculpé à la maison de justice, établie près le Conseil de guerre. Dans le second cas, l'inculpé subit généralement une punition disciplinaire.

Cette information préparatoire, cette enquête préalable a soulevé de vives critiques, les uns demandant d'y apporter simplement des réformes, les autres allant jusqu'à la suppression de ce rouage inutile de procédure.

La réglementation de cette procédure préparatoire est loin d'être d'accord avec l'importance qu'elle a acquise devant la justice militaire. On sait que c'est sur le vu des procès-verbaux de l'officier de police judiciaire que le chef de corps se décide à établir la plainte en Conseil de guerre, qu'il adresse au général commandant en chef; que le général lui-même se détermine, sur le vu des mêmes procès-verbaux, à décerner l'ordre d'informer; de plus, le Code de justice militaire (art. 104), permet au rapporteur de ne pas entendre à nouveau les témoins, qu'à déjà entendus

18 régions de corps d'armée, déterminées par le décret du 6 août 1874, ou la 19^e région, ou aussi le commandement militaire de Paris, et, enfin la région du 20^e corps d'armée, formée par le dédoublement du 6^e corps; c'est ce général que nous avons en vue chaque fois que nous parlons du général commandant la circonscription territoriale.

l'officier délégué de police judiciaire : enfin ces mêmes procès-verbaux d'information préparatoire passeront sous les yeux des juges et contribueront, dans une large part, à former la conviction du Conseil. Puisque l'œuvre de la police judiciaire fonctionne comme élément prépondérant dans tout le cours de la procédure, il serait logique de ne la confier qu'à des hommes compétents et dont l'indépendance doit être entière, si l'on veut qu'elle présente, pour les prévenus, des garanties suffisantes. Or, c'est ce qui paraît n'avoir pas été fait en 1857.

Ce sont les officiers délégués par les chefs de corps en vertu de l'article 83 qui procèdent à l'information préparatoire dans la généralité des cas. Quelles garanties les inculpés trouvent-ils dans ces choix ? Ne pourrait-on pas craindre que ces officiers de police judiciaire ne se laissent diriger par des considérations étrangères à la justice pure ? Les seuls mobiles qui devraient les conduire sont l'amour de la justice, la recherche de la vérité, la découverte et la punition des coupables. Or on peut admettre que l'officier chargé de l'enquête préparatoire se laisse influencer par son supérieur. Nous ne disons pas qu'il en est ainsi ; mais il est nécessaire que rien ne puisse laisser soupçonner l'indépendance de l'officier délégué, que l'inculpé lui-même ne puisse avoir le moindre doute à cet égard. Il y a donc lieu d'abandonner ce système.

Mais il existe une raison bien plus importante. Cet officier de police judiciaire improvisé (le plus souvent le capitaine adjudant-major de semaine), ne peut pas connaître les difficultés de son rôle. Il y a bien des

manières de diriger l'interrogatoire d'un inculpé. Il y a bon nombre de choses défendues, et l'audition des témoins comporte un grand nombre de règles délicates et controversées : quelquefois l'officier est obligé de procéder à un acte de son ministère dans un établissement civil; il doit, au préalable, adresser à l'autorité civile ou judiciaire certaines réquisitions (art. 89). Il est forcé quelquefois de s'introduire dans le domicile d'un particulier, il lui faut alors l'assistance de certaines autorités déterminées par l'article 90. Enfin, en cas de flagrant délit, il peut procéder à l'arrestation des militaires et des individus justiciables des Conseils de guerre inculpés d'un crime ou d'un délit (art. 87). Pour l'accomplissement de tous ces actes, il faut obéir à certains principes généraux du droit, qui ne s'improvisent pas, et aussi à des règles du droit positif, qui s'improvisent encore moins. Il est forcément impossible de rencontrer toutes ces connaissances chez les capitaines, qui sont journellement délégués par leurs colonels pour procéder à des informations préparatoires. Ils agissent avec la plus grande honnêteté et la plus grande loyauté, mais conformément à la loi pénale et à son esprit, cela est plus douteux.

Un dernier inconvénient apparaît dans ce système. N'est-il pas à craindre que les soldats appelés comme témoins devant un officier, avec lequel ils sont souvent en rapport, ne soient plus disposés à dire des choses qui leur sembleront plaire à cet officier plutôt que la vérité.

Ces arguments ont paru assez puissants pour récla-

mer, comme réforme nécessaire, la suppression de l'enquête faite au corps, surtout étant donné sa répercussion dans les autres phases de la procédure. On la remplacerait par un simple rapport, énumérant les faits incriminés, avec les circonstances de toute nature qui les ont accompagnés. Ce simple récit des événements remplacerait les procès-verbaux de l'interrogatoire de l'inculpé, et de l'audition des témoins qui ne se feraient plus au corps, mais devant le juge d'instruction militaire.

Enfin pour terminer notre étude de l'instruction préparatoire, il nous faut rappeler que la loi du 15 juin 1899 porte extension de certaines dispositions de la loi du 8 décembre 1897, sur l'instruction préalable à la procédure devant les Conseils de guerre. On sait que cette loi de 1897 autorise tout prévenu à se faire assister, dès le début et pendant tout le cours de l'instruction, d'un défenseur.

Cette nouvelle faculté doit donc être étendue aux prévenus militaires, mais dans quelle limite? avec quelle portée? Si l'on consulte les travaux préparatoires de la nouvelle loi, on est obligé de conclure que l'inculpé militaire n'a pas le droit comme l'inculpé civil de se faire assister par un défenseur dans la première phase de l'instruction, au cours de la procédure devant les officiers de police judiciaire.

Aux yeux des adversaires de l'extension, l'information préparatoire n'est qu'une enquête administrative, ayant pour objectif principal de décider si tel fait constitue un délit ou non. L'instruction véritable ne commence qu'au moment où l'ordre d'informer a été

donné par le général commandant la circonscription territoriale. Mais cette conception est manifestement contraire à la réalité. Cette instruction préparatoire aura son écho dans toute la suite de la procédure. Il eût donc été logique de permettre l'assistance du défenseur dans la première procédure, la plus dangereuse pour l'inculpé.

II. — *De l'ordre d'informer. — De l'instruction
par le rapporteur.*

C'est une pièce absolument indispensable et aucune procédure militaire ne peut avoir lieu à peine de nullité sans cet ordre. Il émane du général commandant la circonscription qui est libre de le refuser (refus d'informer). S'il prend le parti contraire, il envoie au chef de corps, qui a signé la plainte en Conseil de guerre, le récépissé de cette plainte et un ordre d'écrou concernant le prévenu (art. 85). L'ordre d'informer pour chaque affaire est adressé au chef du parquet militaire, c'est-à-dire au commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre, qui doit en connaître, avec les rapports, procès-verbaux, pièces, objets saisis et autres documents à l'appui. Le commissaire du gouvernement qui, en qualité de chef du parquet, a reçu le dossier du général commandant la circonscription territoriale, transmet immédiatement toutes ces pièces au rapporteur.

Avant d'aller plus loin, un mot sur le refus d'informer. Deux opinions se sont formées sur ce point. Les uns, comparant le général au procureur de la

République, soutiennent que les mêmes raisons qui dans l'ordre civil ont fait donner au procureur le droit de refuser de poursuivre, s'il estime qu'il n'y a pas lieu de le faire, justifient également ainsi le refus d'informer du général. Une seconde opinion trouve la comparaison forcée. Le procureur, disent-ils, est un magistrat judiciaire, exclusivement voué à ses fonctions. Au contraire, le général, absorbé par ses lourdes fonctions militaires, souvent peu ou pas juriconsulte, n'a guère le temps de se livrer à l'examen approfondi des plaintes qui lui parviennent. Cette seconde opinion a nos préférences, ce refus de poursuivre émanant du général commandant la circonscription territoriale, institution qui doit disparaître avant peu par l'adoption du projet de loi du 24 mai 1901.

Arrivons au rapporteur, que nous supposons saisi par un ordre d'informer du général que lui a communiqué le chef du parquet, le commissaire du gouvernement. Alors commence l'interrogatoire de l'inculpé en présence du défenseur. Le rôle de l'avocat est ainsi caractérisé par M. Léveillé qui, à la Chambre des députés, fit la déclaration suivante : « J'accepte que si l'on craint le contact de l'avocat avec l'inculpé, ses gestes, ses regards, on le place dans un coin très obscur, mais je veux qu'il écoute tout et voie tout. C'est un témoin qui ne parle pas, qui écrit peu, mais qui veille toujours, c'est comme un témoin instrumentaire, c'est un contrôleur ». Outre le droit d'assister à l'interrogatoire, l'avocat a celui de prendre la parole avec la permission du rapporteur. Il est

bien vrai que celui-ci peut la refuser à l'avocat et qu'il n'y a pas de recours contre cette décision ; mais il faudrait un concours de circonstances bien rare pour qu'il en fût ainsi.

Enfin le droit d'assister à l'audition des témoins et de leur poser des questions par l'intermédiaire du rapporteur, bien qu'il ne soit pas écrit dans la loi, est déjà dans la pratique souvent accordé au défenseur.

Le rapporteur cite les témoins qu'il juge utile d'entendre, par une cédule ou citation à comparaître au greffe du Conseil. En cette matière, c'est le droit commun qui est observé.

Si le prévenu n'est pas arrêté, le rapporteur décerne contre lui soit un mandat de comparution, soit un mandat d'amener et, après l'interrogatoire, le mandat peut être converti en mandat de dépôt (art. 105).

Le rapporteur peut en outre, comme un juge d'instruction, prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires à la découverte de la vérité.

L'œuvre du rapporteur se termine par un rapport sur l'affaire. Cette pièce a un rôle important. Elle est destinée à éclairer le général commandant la circonscription territoriale sur les circonstances du crime ou du délit et à lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause pour la mise en jugement ou l'ordonnance de non-lieu. De plus (art. 183), le rapport doit être lu à l'audience, et il tient alors lieu de l'acte d'accusation dressé par le procureur général et lu devant la Cour d'assises.

III. — *De la mise en jugement. — De l'examen.*

Du jugement.

A. — *De la mise en jugement.* — L'instruction terminée, le rapporteur transmet les pièces, avec son rapport et son avis, au commissaire du gouvernement, lequel les adresse immédiatement, avec ses conclusions, au général commandant le corps d'armée qui prononce sur la mise en jugement (art. 108). Puis l'ordre de mise en jugement ou, suivant le cas, l'ordonnance de non-lieu, est adressé au commissaire du gouvernement avec toutes les pièces de la procédure.

Il est donné connaissance du tout à l'accusé. Le général, en adressant l'ordre de mise en jugement, ordonne de convoquer le Conseil de guerre et fixe le jour et l'heure de sa réunion (art. 111).

L'article 108, qui donne au général commandant la circonscription territoriale le droit de prononcer la mise en jugement, est un texte qui a passionné vivement l'opinion publique et occasionné les discussions les plus intéressantes. Le *Moniteur Universel* de 1857 nous apprend qu'il n'y a pas moins de dix orateurs qui, dans la séance du 4 mai de cette même année, attaquèrent ou défendirent cette disposition. La raison de discuter vint du texte de la loi du 13 brumaire an V, ainsi conçu : « Le rapporteur rendra compte aussitôt (après l'instruction) à l'officier commandant, de l'état de la procédure, et sur-le-champ, le dit officier commandant convoquera le Conseil de guerre » (art. 22).

Comment interpréter les derniers mots de cet article ? Les uns soutenaient que dans tous les cas et quel que fût le résultat de l'instruction, le général était tenu de convoquer le Conseil de guerre. Comme conséquence, on repoussait le nouvel article 108, qui donnait au général plus de pouvoir. Les autres, au contraire, prétendaient que le texte de l'ancienne loi était obscur, vague, que largement interprété, il devait accorder au général un pouvoir discrétionnaire d'ordonner ou de refuser la mise en jugement. Bref, l'article 108 fut adopté à la majorité de 146 suffrages contre 64. Depuis ce vote, ce texte fut l'objet de violentes attaques. Sur le terrain juridique, cette omnipotence du général est contraire à un principe fondamental de procédure. En droit commun, on sépare avec soin les pouvoirs d'instruction et de poursuite, on ne confond pas les fonctions du procureur de la République avec celles du juge d'instruction : ainsi le procureur, qui a pour mission de rechercher les crimes et les délits, requiert, et le juge d'instruction ordonne tout ce qu'il croit nécessaire à la manifestation de la vérité. Hormis le cas de flagrant délit, le juge n'a pas le droit d'informer d'office, de commencer, ni de déterminer une instruction de son propre mouvement, sans réquisition écrite du procureur de la République. L'intervention du procureur se produit au début et à la fin de l'instruction, mais entre ces deux points extrêmes, le juge d'instruction reste libre d'ordonner tout ce qu'il estime nécessaire à la manifestation de la vérité. Avant de se dessaisir de l'affaire, le juge rend une ordonnance. Si cette or-

donnance n'est pas approuvée par le ministère public, elle est aussitôt frappée par lui d'opposition et c'est la Chambre des mises en accusation qui donne la solution du conflit.

Tout autre nous apparaît le système de la procédure militaire. Un seul réunit en sa personne les pouvoirs qui partout ailleurs sont séparés. Le général commandant la circonscription territoriale a une puissance d'appréciation souveraine. Il y a, nous semble-t-il, une réforme à opérer.

Nous avons assisté déjà aux deux premiers actes du procès, du drame militaire, à l'information préparatoire devant les officiers de police judiciaire, à l'instruction devant le rapporteur près le Conseil de guerre. Nous arrivons au dernier acte, à l'instruction définitive devant le Conseil, en présence du public, et à la sentence, qui acquitte ou qui condamne l'accusé.

B. — *De l'examen.* — L'examen est l'instruction en public devant le Conseil de guerre (art. 113 à 130 du Code de justice militaire). En voici les traits principaux : le Conseil de guerre se réunit au jour et à l'heure fixés par l'ordre de convocation. Le public y est admis. L'accusé, sur l'ordre du président, comparaît sous escorte suffisante, libre, assisté de son défenseur. Tout se passe ensuite comme aux séances de la Cour d'assises. Les débats commencent et se poursuivent sous la direction du président. La lecture du rapport par le greffier, l'interrogatoire de l'accusé, l'audition des témoins, le réquisitoire du commissaire du gouvernement, la plaidoirie du défenseur forment les

éléments constitutifs de ce que le Code militaire appelle l'examen. Il n'y a pas place ici pour des réformes.

C. — *Du jugement.* — Lorsque, sur la demande du président, l'accusé a déclaré n'avoir rien à ajouter pour sa défense, le président prononce la clôture des débats. Il fait ensuite retirer l'accusé. Alors commence la série des actes relatifs au jugement : 1° la délibération ; 2° le vote ; 3° la lecture du jugement par le président du Conseil devant le public ; 4° la lecture du jugement au militaire, condamné ou acquitté, devant la garde assemblée.

Trois choses appellent l'attention dans cette partie de la procédure : le mode de votation, la minorité de faveur, et le double pouvoir des juges de déclarer la culpabilité et de fixer la peine.

Les membres du Conseil de guerre formulent hautement leurs votes, chacun en présence de ses supérieurs, de ses égaux ou de ses inférieurs : c'est le mode de votation qui convient le mieux, a-t-on dit, au caractère militaire, à la dignité et à la franchise de chacun. Néanmoins, tout en souscrivant à ce noble motif, des esprits positifs ont préféré voir imposer aux juges des Conseils de guerre l'obligation de voter au scrutin secret. La Chambre des députés est même saisie depuis le 20 mars 1894 d'une proposition de loi de MM. Dumas et d'Hugues, tendant à établir dans les Conseils de guerre le scrutin secret. M. Massé fait valoir dans son rapport à la Chambre (p. 2), que les inculpés devant les Conseils de disci-

pline et les Conseils d'enquête jouissent de la garantie du vote secret. Pour nous, plus touché de l'intérêt de l'accusé que de toute autre considération, nos préférences sont acquises au vote secret.

La minorité de faveur est, comme on le sait, l'existence de trois voix contre quatre, en faveur de l'acquittement. Les questions posées par le président, lors de la délibération, ne peuvent être résolues contre l'accusé qu'à la majorité de cinq voix contre deux (art. 133). Le législateur a cru devoir apporter ce tempérament à la sévérité des peines qui frappent le militaire. De ce motif, il faut conclure que si les peines n'étaient pas parfois exagérées en temps de paix, ce palliatif ne serait pas plus utile dans la justice militaire que dans la justice de droit commun.

Enfin, l'article 134 dispose que si l'accusé est déclaré coupable, le Conseil délibère sur l'application de la peine. La peine est prononcée à la majorité de cinq voix contre deux. Si aucune peine ne réunit cette majorité, l'avis le plus favorable sur l'application de la peine est adopté. Cette disposition investit donc chaque membre d'un Conseil de guerre d'une double qualité. Non seulement comme juré il prononce sur la culpabilité, mais encore comme juge il détermine la peine. On sait qu'en cour d'assises, la première attribution est confiée au jury, et la seconde aux magistrats qui composent la Cour. Que les juges militaires puissent s'acquitter du rôle de jurés, il n'y a aucune raison d'en douter ; mais que, sans connaissances spéciales du droit, ils puissent remplir une fonction refusée aux jurés et confiée à des ma-

gistrats de carrière, c'est une chose qui nous a paru excessive, et à laquelle il ne peut être remédié qu'en composant les tribunaux militaires de magistrats appartenant à l'armée. Le même article du Code contient une disposition en vertu de laquelle l'avis le plus favorable à l'accusé doit toujours être adopté pour l'application de la peine. Ce texte paraît clair, et cependant les commentateurs ont été bien loin de s'entendre sur le sens. Quelques-uns sont allés jusqu'à soutenir que le président avait le droit de procéder à un nouveau tour de scrutin, afin de pouvoir réunir au moins les cinq voix nécessaires à l'application de l'une des peines énoncées. Si cette pratique était en usage devant les Conseils de guerre, sa suppression serait évidemment une réforme urgente et nécessaire.

Conclusion. — Ici se termine notre étude sur la procédure des Conseils de guerre. Le type de procédure qu'elle réalise peut se caractériser par les traits suivants : l'influence de la police judiciaire exercée par des officiers étrangers à l'étude du droit y est prépondérante, et se répercute dans toutes les phases de la procédure. Le général en chef est l'âme de cette procédure : sans lui, aucune information ne peut avoir lieu, aucune mise en jugement n'est possible. Le vote n'a pas lieu au bulletin secret, une minorité de trois voix est suffisante pour obtenir l'acquiescement. La peine est fixée par les juges eux-mêmes à une minorité spéciale.

SECTION II

De la procédure devant les Conseils de revision.

Quand la procédure est terminée devant les Conseils de guerre, quand le greffier, en présence du commissaire du gouvernement, a lu le jugement au condamné devant la garde assemblée, le Code permet au condamné de recourir en revision et lui accorde un délai de vingt-quatre heures pour former son recours. Le commissaire du gouvernement a le même délai pour recourir contre le jugement, s'il estime devoir le faire dans les cas déterminés par la loi. Quelle procédure a été créée à cet effet par le Code de justice militaire de 1857? Nous allons la faire connaître le plus sommairement possible; elle est sur le point de rejoindre les procédures démodées, les Conseils de revision étant eux-mêmes sur le point de disparaître pour faire place à la Cour de cassation et à des Conseils de cassation militaires, imaginés par le projet du gouvernement. La procédure établie par le Code participe, à la fois, de celles en usage devant les Conseils de guerre et devant la Cour de cassation.

Lorsqu'il y a recours en revision, le général commandant la circonscription, qui joue un rôle si important dans la justice militaire, est complètement dessaisi par l'ordre de mise en jugement, il n'a plus aucune mission à remplir dans le recours en revision. C'est le commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre qui adresse, sans retard, au commis-

saire du gouvernement près le Conseil de revision, une expédition du jugement et de l'acte de recours (art. 159). Celui-ci envoie les pièces au greffe du Conseil où elles restent pendant vingt-quatre heures à la disposition du défenseur de l'accusé pour lui permettre de déposer des requêtes ou mémoires en défense (art. 160). A l'expiration de ce délai, les pièces de l'affaire sont envoyées par le président à l'un des juges pour en faire le rapport (art. 161). Le Conseil de revision prononce alors dans les trois jours (art. 162). A l'audience, le rapporteur expose les moyens de recours, il présente ses observations sans toutefois faire connaître son opinion. Après le rapport, le défenseur est entendu, il ne peut plaider sur le fond de l'affaire. Le commissaire du Gouvernement discute les moyens présentés dans la requête et à l'audience, ainsi que ceux qu'il croit devoir proposer d'office, et il donne ses conclusions sur lesquelles le défenseur est admis à présenter ses observations (art. 164).

Le réquisitoire et la plaidoirie entendus, les juges se retirent et délibèrent hors la présence du commissaire du gouvernement et du greffier. Ils statuent sans désenparer à la majorité des voix sur chacun des moyens proposés. Le jugement est motivé sur chacun des moyens présentés. En cas d'annulation, il contient le texte de la loi violée ou fausement appliquée. La minute est signée par le président et le greffier.

Si le recours est rejeté, le commissaire du gouvernement près le Conseil de revision transmet à son collègue du Conseil de guerre le jugement de revision et

les pièces, et informe du rejet le général commandant la circonscription.

Si, au contraire, le recours est accueilli, si le jugement est annulé, une expédition du jugement d'annulation est transmise au commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre pour être transcrite sur les registres du greffe du Conseil de guerre (art. 168).

Le commissaire du gouvernement près le Conseil de révision transmet les pièces avec une expédition du jugement d'annulation au commissaire du gouvernement près le Conseil de renvoi ou au procureur de la République près le tribunal du lieu où siège le Conseil de révision, si l'annulation est motivée sur l'incompétence de la justice militaire (art. 169).

Le Conseil ne prononce jamais la réformation des jugements qu'il annule, et il doit toujours renvoyer le condamné devant un Conseil de guerre qui statuera de nouveau. Il peut, cependant (lettre ministérielle du 17 avril 1872), annuler le jugement sans renvoi, si les faits incriminés ne constituent ni crime, ni délit ou s'il y a prescription ou amnistie.

Si l'annulation a lieu pour inobservation des formes, la procédure est recommencée à partir du premier acte nul. Il est procédé à de nouveaux débats. Néanmoins, si l'annulation n'a été prononcée que pour fausse application de la peine aux faits dont l'accusé a été reconnu coupable, la déclaration de la culpabilité est maintenue, et l'affaire n'est renvoyée devant le nouveau Conseil de guerre que pour l'application de la peine (art. 170).

Enfin, si le jugement du Conseil de renvoi est à son tour annulé, l'affaire doit être renvoyée devant un Conseil de guerre qui n'en ait pas connu (art. 171). Si ce second jugement est annulé pour les mêmes motifs que le premier, l'affaire est renvoyée devant un Conseil de guerre d'une des circonscriptions voisines. Ce Conseil, qui peut se prononcer en toute liberté sur la question de fait, doit se conformer à la décision du Conseil de revision sur le point de droit. Toutefois, s'il s'agit de l'application de la peine, il doit adopter l'interprétation la plus favorable à l'accusé.

Le troisième jugement ne peut plus être attaqué pour les mêmes moyens, si ce n'est par la voie de cassation dans l'intérêt de la loi, aux termes des articles 441, 442 du Code d'instruction criminelle.

En résumé, il est douteux que la conception de cette procédure réalise la pensée du rapporteur de la loi de 1857. La procédure devant les Conseils de revision, disait-il, doit être simple, car on n'y agit que des questions de droit, et la discipline militaire exige que les jugements des Conseils de guerre soient exécutés sans retard. La loi doit donc tenir le milieu entre la précipitation, qui rendrait illusoire le recours du condamné, et la lenteur qui entraverait l'action de la justice (Rapport).

CHAPITRE III

De la procédure militaire dans le projet de loi du Gouvernement déposé le 24 mai 1901 à la Chambre des Députés.

La conception de la procédure militaire du Code de justice militaire, actuellement en vigueur, a été considérablement remaniée par le projet du gouvernement. Les éléments actuels de cette procédure y sont remplacés par des éléments nouveaux, absolument différents. Au lieu d'une retouche du Code actuel, c'est une refonte complète.

Pour le démontrer, nous allons étudier la procédure devant les Conseils de guerre en temps de paix et la procédure devant la Cour de cassation et les Conseils de cassation militaires.

SECTION I

Procédure devant les Conseils de guerre dans les circonscriptions territoriales en temps de paix.

Pour nous faire une idée complète et vraie de la procédure proposée, nous allons parcourir successivement les phases qui la constituent en la mettant toujours en parallèle avec la procédure actuelle.

I. — DE LA RECHERCHE ET DE LA POURSUITE DES CRIMES ET DES DÉLITS. — D'après l'article 83 du Code de justice

militaire, la police judiciaire recherche les crimes et les délits, en rassemble les preuves et en livre les auteurs à l'autorité chargée d'en poursuivre la répression devant les tribunaux militaires. Dans l'article 98 du projet, les généraux commandant les circonscriptions territoriales, visées à l'article 7, sont chargés de rechercher tous les crimes et les délits de la compétence des Conseils de guerre et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Ils sont assistés, pour la recherche des crimes et des délits, par les officiers de justice militaire qui sont chargés de les constater, d'en rassembler les preuves et d'en faire connaître les auteurs. Ainsi se trouve précisée l'action des officiers de police judiciaire. Leur rôle se réduira à faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes et les délits et d'en faire connaître les auteurs, mais c'est le général commandant la circonscription qui a seul le droit de livrer les auteurs présumés aux tribunaux chargés de les punir. Quand, sur le rapport d'un officier de police judiciaire, le général estime qu'il y a lieu de poursuivre devant le Conseil de guerre un militaire, il le renvoie par un ordre d'informer devant le rapporteur qui est chargé de procéder à l'instruction. Aucune poursuite ne peut avoir lieu, à peine de nullité, que sur un ordre d'informer donné par le général commandant la circonscription (art. 99). S'il s'agit d'un individu justiciable des tribunaux militaires, le général apprécie, s'il y a lieu ou non de saisir la justice militaire (art. 116).

II. — DE LA POLICE JUDICIAIRE. — Rien d'intéressant à dire sur ce sujet. Les officiers de police judiciaire n'ont que le droit de livrer les auteurs des délits aux tribunaux chargés de les punir. Pour terminer, disons que le rôle de la police judiciaire finit le jour où le général commandant la circonscription saisit le rapporteur par l'ordre d'informer.

III. — DE L'INSTRUCTION. — L'ordre d'informer lancé par le général commandant la circonscription, l'instruction dirigée par le rapporteur s'ouvre pour finir le jour où les ordonnances de ce magistrat seront rendues : ordonnance de non-lieu ou ordonnance de renvoi devant le Conseil de guerre.

L'instruction, admise par le Code de justice militaire, était une procédure empruntée au Code d'instruction criminelle de 1808, qui n'était lui-même que la copie de l'ordonnance de 1670. On pouvait dire, sur la réforme de l'instruction préparatoire militaire, que c'était le droit de Louis XIV qui, sous le nom de Code de justice militaire, gouvernait encore la France.

Le projet admet une instruction spéciale particulière. Au lieu d'une instruction se développant dans un tête-à-tête constant entre un officier qui a acquis de l'expérience par la pratique, disposé par habitude professionnelle à voir un coupable dans chaque inculpé, et un soldat inhabile, l'instruction nouvelle comporte un avocat qui sera présent à tous les interrogatoires. L'article 125 du projet ordonne que l'inculpé fasse connaître le nom du défenseur par lui

choisi, en le déclarant soit au greffe du Conseil de guerre, soit au gardien de la prison.

L'inculpé, détenu ou libre, ne peut être interrogé, ni confronté, à moins qu'il n'y renonce expressément, qu'en présence de son conseil ou lui dûment appelé (art. 125).

Le conseil ne peut prendre la parole qu'après y avoir été autorisé par le rapporteur. En cas de refus, mention de l'incident est faite au procès-verbal (art. 125).

Le conseil doit être convoqué par lettre missive au moins vingt-quatre heures à l'avance.

L'article 126 ajoute que la procédure doit être mise à la disposition du conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir.

Il doit lui être donné immédiatement connaissance de toute ordonnance du rapporteur par l'intermédiaire du greffier.

Il peut obtenir copie, à ses frais, de tout ou partie de la procédure, mais sans que l'instruction puisse en être retardée.

La sanction des dispositions ci-dessus prescrites est la nullité de l'acte de la procédure. Le recours est porté devant un rouage judiciaire nouveau, devant la commission d'accusation instituée par la section V du livre III du projet.

L'honneur d'avoir mis fin à l'instruction secrète de l'ordonnance de 1670 de Louis XIV n'en revient pas aux auteurs du projet. Une loi du 8 décembre 1897 avait déjà transformé l'ancienne instruction inquisitoriale en instruction contradictoire et non secrète.

Mais cette réforme considérable n'était pas étendue à la justice militaire. Désirant compléter son œuvre de justice, l'auteur de la loi de 1897 présenta au Sénat, dans la séance du 15 novembre 1898, une proposition de loi portant extension de certaines dispositions de la loi du 8 décembre 1897, sur l'instruction préalable, à la procédure devant les Conseils de guerre. Cette proposition de loi n'avait qu'un seul article ainsi conçu : « Les dispositions de l'article 2 de la loi du 8 décembre 1897, relatives au délai dans lequel l'inculpé doit être interrogé et celles des articles 3, 8, 9 et 10 de la même loi, sont applicables à l'instruction devant les Conseils de guerre jugeant en temps de paix et sur le territoire de la République. » Elle fut discutée au Sénat dans les séances du 29 novembre 1898 et du 1^{er} décembre de la même année, puis adoptée dans cette dernière séance; enfin, discutée et adoptée à la Chambre des députés dans la séance du 9 juin 1899. Le projet du gouvernement a repris, pour son compte, cette nouvelle institution qui, malgré quelques objections, n'en constitue pas moins une réforme de la plus haute importance.

IV. — DES ORDONNANCES DU RAPPORTEUR QUAND L'INSTRUCTION EST TERMINÉE. — Il y a deux manières de considérer les ordonnances du rapporteur. Ou bien elles sont de simples avis, que l'autorité militaire peut suivre ou non. C'est le système adopté par le Code de justice militaire. Malgré l'avis contraire du rapporteur, le général commandant en chef a tout pouvoir, quand l'instruction est terminée, pour

décider si l'inculpé sera ou non envoyé devant le Conseil de guerre, comme il a tout pouvoir, au début, de donner ou de refuser l'ordre d'informer. On a dit, pour justifier cette conception, que le général est bien placé, mieux que personne, pour exercer un tel pouvoir en ne prenant conseil que de sa conviction et de sa conscience et pour apprécier, dans sa haute indépendance, s'il convient ou d'ouvrir une instruction, ou de continuer les poursuites.

Ou bien les ordonnances du rapporteur doivent être regardées comme des décisions judiciaires, susceptibles de recours devant une juridiction plus élevée. C'est le système suivi devant la justice ordinaire. Là, les ordonnances du juge d'instruction sont de véritables sentences soumises à une voie de recours devant la Chambre des mises en accusation. C'est également le système suivi par le projet du gouvernement, qui a tenu à se rapprocher sur ce point du droit commun. Il y est arrivé, en décidant que les ordonnances des rapporteurs n'auront plus à subir le contrôle du général commandant la circonscription, qu'elles ne pourront plus être anéanties par la seule décision de cet officier. A cet effet, le projet crée une nouvelle autorité qu'ignore le Code de justice militaire actuel et qu'il développe dans la section V que nous allons étudier.

V. — DES COMMISSIONS D'ACCUSATION. — Leur organisation, d'après le projet, est ainsi réglée : le chef de l'État fixe par décret le nombre, le siège et le ressort des commissions d'accusation à instituer dans

les circonscriptions territoriales de l'intérieur et de l'Algérie.

Les commissions d'accusation sont composées de trois juges, dont un président pris parmi les fonctionnaires du corps de la justice militaire, savoir : un conseiller inspecteur de 1^{re} ou de 2^e classe, président ; deux conseillers de 1^{re} ou de 2^e classe. Il y a près de chaque commission un commissaire du gouvernement et un greffier. Le commissaire du gouvernement est un conseiller de 1^{re} ou de 2^e classe (art. 148). A défaut de fonctionnaires du corps de justice militaire, le président peut être un officier général et les juges des colonels ou des lieutenants-colonels, et des officiers supérieurs peuvent remplir les fonctions de commissaire du gouvernement.

La procédure à suivre devant cette juridiction est réglementée par l'article 151. La commission d'accusation entend, en audience non publique, le rapport d'un de ses membres désigné par le président. Le ministère public et le conseil de l'accusé peuvent assister à l'audience et présenter des observations sommaires, le conseil de l'accusé ayant la parole le dernier.

La commission peut ordonner des informations nouvelles, l'apport des pièces à conviction restées au greffe du Conseil de guerre, le tout dans le plus court délai. Les juges délibèrent hors la présence du commissaire du gouvernement et du conseil de l'accusé ; ils y statuent à la majorité des voix, le juge rapporteur opinant le premier et le président le dernier. Le jugement est motivé et prononcé par le président en au-

dience publique. La minute est signée par le président et le greffier.

Les attributions de cette commission sont de nature bien diverse. Elle fonctionne comme Chambre des mises en accusation, dans le cas où le rapporteur estime que le fait est de nature à être puni des travaux publics, de la destitution ou d'une peine criminelle. Il ordonne que les pièces d'instruction, le procès-verbal et un état des pièces à conviction soient transmis sans délai par le commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre au commissaire du gouvernement près la commission d'accusation, pour être statué par cette commission sur la mise en jugement. A ce titre, elle ne peut pas n'être pas saisie, elle est un organe nécessaire.

Elle fonctionne comme juridiction d'appel en matière d'instruction quand elle est chargée de statuer sur les oppositions portées devant elle par le commissaire du gouvernement contre les ordonnances du rapporteur ayant prononcé le non-lieu ou l'envoi direct devant le Conseil de guerre. Elle statue également, en cette qualité, sur les recours touchant soit à l'observation des règles sur la présence de l'avocat à l'instruction, soit à l'application de la liberté provisoire.

Les arrêts des commissions d'accusation ne sont pas susceptibles d'opposition, ni d'appel. Il ne peut être formé de recours en cassation soit par l'accusé, soit par le commissaire du gouvernement, que contre les arrêts touchant à l'observation des formes substantielles de l'instruction prescrites par l'article 127,

ou contre l'arrêt de renvoi devant le Conseil de guerre et seulement dans les cas suivants : 1^o pour cause d'incompétence ; 2^o si le fait n'est pas qualifié crime ou délit par la loi ; 3^o si le ministère public n'a pas été entendu ; 4^o si la commission n'a pas été composée conformément aux prescriptions du présent Code. La déclaration du recours doit être faite au greffe du Conseil de guerre dans les deux jours de la notification de l'ordre de mise en jugement. Le recours, quel qu'en soit le motif, n'est pas suspensif de la mise en jugement.

VI. — DE LA MISE EN JUGEMENT ET DE LA CONVOCATION DU CONSEIL DE GUERRE. — On peut concevoir deux mises en jugement : l'une est voulue et ordonnée par le général commandant la circonscription, l'autre est voulue par le rapporteur ou la commission d'accusation, mais est ordonnée par le général ; la première est celle du Code actuel, la seconde est celle du Code proposé : « L'instruction terminée, le rapporteur transmet les pièces, avec son rapport et son avis, au commissaire du Gouvernement, lequel les adresse immédiatement, avec ses conclusions, au général, qui prononce sur la mise en jugement » (art. 108).

Le projet du Gouvernement crée un autre mode de mise en jugement. Il veut que le commissaire du Gouvernement adresse, au général commandant la circonscription où siège le Conseil de guerre, ou au ministre, quand celui-ci doit nommer les membres du Conseil, une réquisition à fin de mise en jugement et de réunion de Conseil de guerre. Le général com-

mandant la circonscription donne l'ordre de mise en jugement, arrête la composition du Conseil de guerre et fixe le jour et l'heure de la réunion ; il en donne avis au président et au commissaire du gouvernement, qui fait les convocations nécessaires. Le commissaire du gouvernement, trois jours au moins avant la réunion du Conseil de guerre, notifie l'ordre de mise en jugement à l'accusé.

VII. — DE L'EXAMEN ET DU JUGEMENT. — L'ancien et le nouveau Code marchent le plus souvent ensemble. Nous allons parcourir rapidement les quelques points sur lesquels ils se séparent.

Le vote. — D'après l'ancien Code, les membres répondent verbalement aux questions posées par le président. En Autriche, on va plus loin, on vote par sabres levés. Aux termes du nouveau Code, le vote aura lieu, comme en Cour d'assises, au scrutin secret. Le mode de votation secret, assurant à chaque juge sa pleine indépendance, constitue, pour l'accusé, une garantie qu'on n'a pas le droit de lui refuser. De cette pensée est né l'article 183 du projet ainsi conçu : « Le vote a lieu au scrutin secret ».

De la minorité de faveur. — La minorité de faveur de trois voix contre quatre, assurant à l'accusé l'acquiescement comme le ferait la majorité de quatre voix contre trois, a de quoi surprendre dans le Code de justice militaire de 1857. On avait trouvé cette mesure, en dehors du droit commun, dans une loi du

22 septembre 1790, et l'article 133 l'avait reproduite. Elle fut justifiée en ces termes par le rapporteur de l'ancien Code. « Le législateur a cru devoir apporter ce tempérament à la sévérité des peines qui frappent le militaire, et l'expérience a montré que ce système n'offre aucun inconvénient, ni aucun danger. » Le nouveau Code, au contraire, abroge cette bienveillance de l'ancienne loi. « La décision du Conseil, lit-on dans l'article 185 du projet, se forme, quelle que soit la composition du Conseil, à la majorité. Le jugement constate cette majorité, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé; le tout à peine de nullité. » Comment expliquer ce revirement? Les auteurs du projet ont pensé qu'il n'y avait plus de raison à laisser aux accusés militaires ce bénéfice spécial, du moment que la législation nouvelle leur restituait les avantages du droit commun, que le Code de 1857 leur avait retirés en grand nombre; du moment surtout que le bénéfice des circonstances atténuantes leur était rendu. Comme conséquence de cette décision, le Comité du projet de loi aurait dû admettre, purement et simplement, la majorité absolue pour l'application de la peine.

Toutefois, il a maintenu la disposition de l'ancien Code en vertu de laquelle l'avis le plus favorable doit être adopté si aucune peine ne réunit la majorité. Il faut reconnaître que ce n'est pas tout à fait logique, en parfait accord avec les principes précédents, mais du moment que c'est l'indulgence qui y gagne, on ne doit pas s'élever contre cette décision. L'avantage est certes considérable, car il est rare que du pre-

mier coup une peine réunisse la majorité des voix. Ce sera donc presque toujours la peine la plus faible qui sera prononcée.

De la communication des pièces au Conseil. — D'après le Code de justice militaire actuel, les juges, dans le cours de leur délibération, ont sous les yeux les pièces de la procédure. Ce texte, pour être bien compris, doit être rapproché de celui qui régit sur ce point les Cours d'assises. Le Code de procédure criminelle (art. 341) édicte la disposition suivante : le président remet les questions écrites aux jurés dans la personne du chef du jury ; il y joint l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits et les pièces du procès, autres que les déclarations écrites des témoins. Le projet du nouveau Code porte que les juges ont sous les yeux les pièces de la procédure, mais qu'ils ne peuvent prendre connaissance d'aucune pièce qui n'aurait pas été communiquée à la défense et au ministère public. De ces trois systèmes, celui du projet nous paraît le plus conforme à la justice. Les juges ne doivent être impressionnés que par des choses qui ont été discutées au grand jour de l'audience.

Du jugement des exceptions. — D'après l'ancien Code (art. 123), si l'accusé a des moyens d'incompétence à faire valoir, il ne peut les proposer devant le Conseil de guerre qu'avant l'audition des témoins. Cette exception est jugée sur-le-champ. Il en est de même de toute autre exception. Le Code nouveau

(art. 173) adopte une autre manière de voir. L'accusé qui a des moyens d'incompétence à faire valoir peut proposer son exception devant le Conseil avant la clôture des débats et elle fait l'objet d'un jugement séparé contre lequel la partie intéressée peut se pourvoir en même temps que contre la décision rendue sur le fond. On a supprimé l'ancienne restriction parce qu'elle est défavorable à l'accusé et qu'elle peut mettre le tribunal lui-même dans l'embarras. Avec le système ancien, il peut arriver que l'incompétence apparaisse au cours des débats seulement. Dans ce cas, que ferait le Conseil s'il s'était déclaré compétent avant l'audition des témoins et si les débats allaient établir manifestement l'incompétence du Conseil ?

SECTION II

Procédure devant la Cour de cassation et devant les Conseils de cassation militaires.

Si on compare les deux Codes de justice militaire, on remarque que l'ancien Code n'a qu'un titre sur notre sujet, sans divisions ni chapitres, tandis que le nouveau Code se divise en trois chapitres, ce qui dénote une réglementation plus détaillée.

Le premier chapitre indique les règles générales applicables aux recours militaires. Dans ce chapitre, on prend ses mesures pour que la procédure ne puisse pas être arrêtée par des voies de recours. On établit (art. 216) que le recours, soit devant la

Cour de cassation, soit devant les Conseils de cassation militaires, n'est ouvert aux accusés ou aux commissaires du gouvernement qu'après que le jugement définitif du Conseil a été rendu. Dans aucun cas, le recours ne peut suspendre la marche de la procédure, ni la mise en jugement. L'article 217 ajoute que, lorsqu'un accusé ou un condamné conteste la compétence de la juridiction militaire à son égard, il ne peut présenter le moyen d'incompétence devant la Cour de cassation qu'après l'avoir soulevé devant le Conseil de guerre. C'est un abus que n'avait pas prévu l'ancien Code. Un autre abus, dans le même ordre d'idées, a été réprimé par l'article 218 du projet ainsi conçu : « Tout recours en cassation doit indiquer le tribunal, Cour de cassation ou Conseil de cassation militaire, auquel il est adressé, et il ne peut pas être formé de recours à la fois devant les deux juridictions ». Si les condamnés abusaient du droit de porter leurs recours pour incompétence devant la Cour de cassation et s'avisait d'invoquer de faux moyens d'incompétence, ils en seraient punis par l'impossibilité où ils se trouveraient de pouvoir ensuite porter leur recours devant le Conseil de cassation militaire.

Le chapitre II, relatif au jugement des recours devant les Conseils de cassation militaires, n'a pas sensiblement modifié l'ancien Code de justice militaire. Par contre, le chapitre III, consacré à la procédure devant la Cour de cassation, traite un sujet qui n'est pas indiqué dans l'ancien Code. Il fallait assurer aux recours militaires devant la Cour de

cassation une marche plus rapide qu'aux recours civils. De là, certaines dérogations à la procédure habituelle de la Cour de cassation. Ainsi, on propose de faire la déclaration du recours exactement dans les mêmes conditions que pour le recours devant le Conseil de cassation militaire (art. 234). La déclaration de recours est formée dans les conditions prévues par l'article 197, et elle est transmise par le commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre, directement au greffe de la Cour de cassation, conformément à l'article 219 : « Les articles 226 à 231 sont appliqués, le magistrat du ministère public près la Cour transmettant directement les arrêts de la Cour aux parquets intéressés ». Tous les articles rappelés dans cette citation peuvent se résumer en ces quelques mots : La déclaration, une fois faite, la Cour procédera d'abord à l'examen suivant les règles normales, ses arrêts seront notifiés par son procureur général directement aux parquets militaires ou civils intéressés et, à partir de ce moment, l'affaire sera continuée comme après les arrêts des Conseils de cassation militaires. Toutefois, la Cour observera sa procédure ordinaire pour les demandes en revision ou les réglemens de juges.

CHAPITRE IV

De la procédure militaire rationnelle en temps de paix.

Nous avons étudié tous les types de procédure usités en France. Il ne nous reste plus qu'à rechercher la procédure la meilleure, au point de vue de la raison ou du droit naturel, ou plutôt à trouver le principe de cette procédure idéale.

La procédure militaire la plus parfaite est, suivant nous, celle qui s'écarte le moins de la procédure en usage devant les tribunaux ordinaires.

Notre opinion se déduit de plusieurs raisons.

Tout d'abord, une procédure de droit commun est beaucoup plus travaillée, plus détaillée et plus complète, car elle doit servir de modèle aux procédures d'exception. Partout où l'on peut les comparer, l'une se révèle par de nombreuses divisions, subdivisions et articles, l'autre est exprimée généralement en un seul chapitre. Telle la procédure devant les tribunaux de commerce comparée à la procédure civile. La conséquence de cet état de choses, c'est que la procédure d'exception ne peut fonctionner sans être complétée par la procédure ordinaire. « Partout, disait le rapporteur du Code de justice militaire de 1857, la procédure militaire a été organisée sur le plan et à l'image du droit commun, partout où l'in-

térêt militaire, qui est aussi la garantie de la société, n'a pas été évident, où il n'a pas commandé une dérogation à la loi générale, c'est la disposition du Code d'instruction criminelle qui a prévalu ». Aussi une étude sur une procédure d'exception ne peut comprendre que les particularités inhérentes à cette procédure ; c'est ce que nous avons fait dans l'étude de la procédure militaire.

Et la raison en est simple. La procédure pénale de droit commun, comme la procédure d'exception, tendent au même but : la manifestation de la vérité et l'application de la peine. Les procédures pénales doivent donc aller ensemble et le plus rarement possible se séparer.

Une seconde raison nous paraît fortifier notre manière de voir. C'est un phénomène presque constant que l'opinion publique s'applique à transformer, à améliorer les procédures ordinaires, tandis que les procédures d'exception attirent beaucoup moins son attention. Ainsi le Code d'instruction criminelle, depuis sa création en 1810, est dans un travail perpétuel de transformation, de revision, de réformation. On peut s'en convaincre en parcourant les différents articles qui le composent : presque tous sont modifiés par des lois postérieures. Le même phénomène est loin de se rencontrer dans le Code de justice militaire. On peut donc en conclure que s'il est une procédure plus parfaite, plus perfectionnée, c'est bien celle qui est l'objet d'une perpétuelle préoccupation de réformes.

Enfin une dernière considération nous frappe.

Quand une réforme est faite dans une procédure de droit commun, souvent elle passe dans la procédure d'exception. Nous en avons un exemple frappant dans la loi du 8 décembre 1897, ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits, et qui notamment a permis la présence du défenseur dans l'instruction préparatoire. A peine fut-elle promulguée que le Sénat et la Chambre des députés s'empressèrent de faire la loi du 15 juin 1899, portant extension de certaines dispositions de la loi du 8 décembre 1897 à la procédure devant les Conseils de guerre. Mais on ne voit pas une réforme opérée dans une procédure d'exception passer dans la procédure de droit commun.

Pour conclure, il y a lieu de rapprocher les deux procédures, et de ne les séparer que lorsqu'il y a un intérêt évident, reconnu par tous, à les désunir.

QUATRIÈME PARTIE

Des réformes dans le sens de l'adoucissement des peines du Code de justice militaire.

Nous nous proposons d'exposer ces réformes, en parcourant successivement les différentes conceptions sous lesquelles la répression des délits militaires nous apparaît d'abord dans le Code de justice militaire de 1857, ensuite dans les lois récentes du 3 avril 1901, sur la détention préventive, et du 19 juillet 1901, sur l'admission des circonstances atténuantes, et enfin dans le projet du nouveau Code militaire proposé cette année même à la sanction de la Chambre des députés. De là la division de cette partie en trois chapitres.

CHAPITRE PREMIER

De la sévérité excessive des peines du Code de justice militaire de 1857.

Quiconque parcourt sans parti pris le livre IV du Code de justice militaire, consacré aux crimes, aux délits et aux peines, remarque dans ce Code des sévérités excessives, des peines terribles pour de faibles délits, qui ne sont plus dans nos mœurs. L'impression qui en reste est que cette répression est excessivement sévère.

Nous ne voulons indiquer qu'un point. On ne compte pas moins de vingt-six cas où le législateur a prodigué la peine de mort. C'est d'autant plus rigoureux que cette peine ne comportait pas, en 1857, l'admission des circonstances atténuantes.

De quelle idée supérieure pouvait donc procéder un pareil système de pénalité ?

De l'idée que par la crainte on plie toutes les volontés et que la soumission absolue des volontés individuelles aux supérieurs constitue la discipline, et que la discipline est la force principale des armées. L'intimidation était, en somme, le fondement de ce système.

On le voit, c'est à l'intimidation qu'on s'attache pour déterminer la peine. Pour protéger la société militaire, il faut des peines qui intimident, qui

effraient, qui retiennent les autres dans le devoir par la peur. C'est le système de l'intimidation. M. Garraud, professeur de droit criminel, affirme que de tous les systèmes utilitaires, qui recherchent le fondement du droit de punir, c'est le plus barbare. La société, qui en frappant n'a souci que de ses intérêts, en qui l'égoïsme l'emporte sur tout, arrive fatalement à des peines d'une sévérité excessive, foule aux pieds tout sentiment de justice envers l'individu, commet l'acte immoral de violer les droits individuels, qu'elle doit protéger ; et ressemble à ces vainqueurs de l'antiquité, tuant sans pitié tous leurs prisonniers pour assurer leur propre sécurité (1).

Ce système utilitaire et barbare semble avoir fait son temps.

Le chef de l'État, usant de son droit de grâce, laisse rarement s'exécuter une condamnation capitale pour un délit militaire commis en temps de paix. La peine de mort est généralement commuée en celle des travaux publics.

Les juges eux-mêmes bien souvent préfèrent prononcer un acquittement immérité et arrivent par ce moyen détourné à la revision, à leur manière, des articles du Code de justice militaire.

La peine de mort, mise de côté sans toutefois la supprimer, bien des peines, édictées par le Code, sont également excessives.

Ce qui le prouve, c'est le nombre considérable de grâces, ou de remises de peines, accordées chaque

(1) GARRAUD. — *Précis de droit criminel*, 6^e édit., p. 11.

année aux condamnés détenus dans les pénitenciers militaires. En 1894, onze cent soixante-dix-sept condamnés bénéficièrent de ces grâces, et chaque année ce chiffre augmente.

Cette partie du Code de justice militaire, au point de vue de la répression des délits militaires en temps de paix, doit être remaniée de fond en comble.

CHAPITRE II

De l'adoucissement des peines militaires par les lois du 2 avril 1901 et du 19 juillet 1901.

Avec ces deux lois, commence l'orientation de la répression des délits militaires vers des idées de bonté et d'indulgence.

L'une rend applicable l'article 463 du Code pénal, relatif aux circonstances atténuantes, à tous les crimes et délits réprimés par les Codes de justice militaire des armées de terre et de mer. L'autre modifie l'article 200 du Code de justice militaire en faisant déduire la détention préventive de la durée de la peine.

SECTION I

De la détention préventive (Loi du 3 avril 1901).

Le Code pénal de 1810 faisait partir la durée de la peine, non pas du jour où la détention préventive avait commencé, mais en principe du jour du jugement. Il n'admettait donc pas l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine. Une jurisprudence constante en avait très logiquement déduit l'impossibilité pour le juge d'ordonner d'office cette déduction.

En 1857, rien ne fut dit non plus sur cette déduction et les peines militaires ne pouvaient partir du jour où la détention préventive avait commencé.

La loi du 15 septembre 1892 se fait une autre conception de la prison préventive, on veut qu'elle entre en ligne de compte, qu'elle soit déduite de la durée de la peine, si le juge n'en a ordonné autrement et on modifie en conséquence les articles 24 et 25 du Code pénal. Cette nouvelle manière de voir est plus conforme à l'équité.

La loi du 9 avril 1895 adopta cette nouvelle idée, dans le Code de justice maritime, et dès lors la détention préventive fut comptée au condamné.

Enfin la loi du 3 avril 1901 est venue étendre à l'armée la nouvelle disposition qu'un projet de loi, datant de 1894, avait inutilement tenté de faire admettre. Toutefois les peines infamantes datent de la dégradation militaire et non du premier jour de la détention préventive. On a vraisemblablement voulu, par cette restriction à la règle, que le condamné restât soumis aux rigueurs de la loi militaire jusqu'au dernier moment de son séjour dans l'armée. On admet par erreur la même restriction envers le condamné aux travaux publics. En édictant cette seconde exception, le rédacteur oublie que ce condamné ne cesse pas de faire partie de l'armée, même pendant la durée de sa peine.

•

SECTION II

Des circonstances atténuantes (Loi du 19 juillet 1901).

Les circonstances atténuantes dans le droit pénal militaire ont passé par diverses phases.

Elles apparaissent pour la première fois dans la loi du 2^e jour complémentaire de l'an III, qui institua les conseils chargés de rendre la justice aux armées. Il fut permis aux juges de commuer ou même de diminuer les peines portées au Code pénal militaire, suivant les circonstances qui atténueraient la gravité du délit. Mais la loi du 13 brumaire an V ne reproduit pas cette disposition, et la Cour de cassation, par un arrêt du 2 mars 1833, décida que les membres du Conseil de guerre n'avaient pas le droit de diminuer les peines en cas de circonstances atténuantes.

Le Code de justice militaire de 1857 va les admettre, mais seulement à titre exceptionnel. « Dans le cas, lit-on dans l'article 134, où la loi autorise l'admission des circonstances atténuantes, si le Conseil de guerre reconnaît qu'il en existe en faveur de l'accusé, il le déclare à la majorité absolue des voix ». Les cas visés par l'article sont d'abord celui où le Conseil de guerre doit juger des accusés non militaires, c'est ensuite celui où le Conseil de guerre doit faire application à l'accusé militaire d'une peine prononcée par la loi pénale ordinaire (art. 267). Quant aux peines prononcées par la loi militaire, l'exposé des motifs du

Code fait une distinction entre les délits qui, d'après lui, s'attaquent à la constitution de l'armée et aux principes mêmes sur lesquels reposent son existence et son action, et ceux qui, bien qu'ayant un caractère militaire, rentrent cependant dans la qualification des crimes et délits communs, tels que vol, pillage, faux, corruption, etc.

Pour la première catégorie, il va de soi que le Code refuse au Conseil de guerre de prendre en considération les circonstances atténuantes ; mais il les admet pour la seconde catégorie. Le système du Code présentait deux inconvénients. D'abord les membres du Conseil estimant dans leur conscience que le minimum de la peine édictée par le texte était encore trop considérable, prononçaient des acquittements là où ils auraient pu prononcer des condamnations inférieures au minimum. Ensuite, l'armée d'aujourd'hui est profondément différente de celle de 1857, elle est nationale, tous les citoyens en font partie, et ce qui est vrai dans la société civile, l'est également dans le monde militaire, l'armée se confondant avec la nation.

La loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée a adopté ce dernier raisonnement et a permis d'accorder les circonstances atténuantes en cas d'infractions commises par les hommes de la réserve, de l'armée territoriale ou de sa réserve (art. 52), et enfin par tous les hommes de l'armée active ayant moins de trois mois sous les drapeaux (art. 79), pour les crimes et les délits énumérés dans le tableau D, annexé à la loi.

Vient enfin la loi du 19 juillet 1901. Elle introduit les circonstances atténuantes dans tous les crimes et délits qu'ont à réprimer les Conseils de guerre en temps de paix. Sur ce point, toute différence est effacée entre le Code pénal ordinaire et le Code pénal militaire. « Tous les tribunaux militaires, porte l'article 1, tant de l'armée de terre que de l'armée de mer, pourront à l'avenir, mais seulement en temps de paix, admettre des circonstances atténuantes en faveur des inculpés de crimes ou délits, pour lesquels le Code de justice militaire et la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, ne les prévoient pas ».

Le principe des circonstances atténuantes posé, il fallait déterminer dans quelle mesure le Conseil aurait pouvoir d'atténuer la peine. En principe, il faut s'en référer au Code pénal ordinaire. Mais comme les échelles de peines ne sont pas les mêmes, le législateur a dû préciser certaines hypothèses.

Supposons que la peine à encourir par l'accusé soit la peine de mort; dans les cas où la peine de mort n'est pas infamante, le Conseil ne pourra descendre à la peine des travaux forcés qui sont une peine infamante. En ce cas, le Conseil pourra substituer à la peine capitale celle des travaux publics ou de la destitution avec emprisonnement suivant les cas.

La peine d'amende n'étant pas une peine militaire, elle pourra être remplacée par un emprisonnement de six jours à six mois.

Telle est la loi d'adoucissement votée le 19 juillet 1901 par le Parlement.

CHAPITRE III

De l'adoucissement des peines, d'après le projet du 24 mai 1901.

Ce qui caractérise ce projet du gouvernement, c'est qu'il cherche à introduire dans la législation pénale militaire tous les adoucissements dont la répression des délits ordinaires par le Code pénal a été l'objet depuis un quart de siècle. Partant de l'idée qu'une armée nationale et la nation ne forment pas deux groupes essentiellement différents, et sont au fond les deux formes d'un seul et même groupe, le projet cherche à effacer en principe les différences entre le Code pénal applicable à la nation et le Code de justice militaire applicable à la nation armée. Nous allons parcourir les adoucissements dont le Code pénal a été l'objet pour confirmer notre affirmation.

SECTION I

De la loi de sursis.

La loi de sursis date du 26 mars 1891 : elle ordonne qu'il soit sursis à l'exécution d'une première condamnation, qu'elle soit effacée du casier judiciaire si dans l'espace de cinq ans, le condamné n'a pas encouru une seconde condamnation. Elle fait donc

remise de la peine sous condition : en outre, elle considère cet avantage non pas comme un droit appartenant à un coupable qui n'a jamais été condamné, mais comme une faveur dont le tribunal est le dispensateur. C'est cette loi, communément appelée la loi Bérenger, dont on a dit, non sans exagération, qu'elle est une des plus belles conquêtes de l'esprit libéral, une des réformes les plus équitables, une des œuvres les plus glorieuses que la République ait accomplies (annexe n° 299).

Cette loi, par une restriction formelle écrite dans l'article 7, n'est applicable que devant les tribunaux ordinaires, et refuse son bénéfice aux condamnés militaires. Ce refus est assez incompréhensible. Et ce n'est pas la discussion de la loi qui nous en fournit un motif plausible ; au cours des débats parlementaires, dans la séance du 3 juin 1890 (*Journal Officiel*, 4 juin 1890), un sénateur demanda si la mesure proposée s'étendrait à la juridiction des Conseils de guerre. « La question est délicate à résoudre, répondit le rapporteur ; jusqu'à présent, ce qui concerne les délits militaires et leur répression a été l'objet de lois spéciales ». Le rapporteur ajouta que c'était à l'autorité militaire à faire des propositions sur ce point, que pour le moment on ne s'occupait que d'une loi commune, applicable aux tribunaux ordinaires, que toutefois son avis personnel était que rien ne fait obstacle, à ses yeux, à l'admission de cette loi dans le Code de justice militaire. Et l'on passa outre, laissant aux militaires compétents le soin de faire résoudre la question.

Un ancien commandant de l'escadre de la Méditerranée, le vice-amiral Humann, voulut tenter la réforme dans sa sphère d'action, relativement aux fautes de service courant. Il adressa à cet effet une circulaire, le 31 août 1898, aux commandants des navires placés sous ses ordres : « Le commandant en chef estime, disait-il, qu'il est sans inconvénient pour le principe militaire d'essayer, à bord des bâtiments de l'escadre, l'application de la loi Bérenger, dont les pouvoirs publics ont depuis plusieurs années introduit l'usage dans la justice civile ». La circulaire indiquait ensuite qu'un homme de l'équipage, dont les antécédents seraient reconnus bons, s'il venait à encourir une première punition, ne subirait pas sa peine ; mais que si l'homme récidivait à bref délai, il aurait désormais deux peines à purger, la première dont il avait été fait remise conditionnellement, et la seconde. L'expérience a réussi et personne n'a remarqué que la discipline en souffrit.

Etant donné ces précédents, le projet du gouvernement ne pouvait manquer de reprendre la réforme pour l'armée de terre. Il le fit en ces termes : « Les condamnations prononcées, soit par les tribunaux militaires, soit par les tribunaux ordinaires contre des militaires, pour des crimes ou des délits de droit commun non prévus dans le titre II du présent livre, sont assimilées aux condamnations visées dans la loi du 26 mars 1891, pour l'application des dispositions de cette loi ». L'article premier de cette loi est également applicable à toute condamnation prononcée en vertu du présent Code contre les indi-

vidus non militaires et non assimilés aux militaires. La loi précitée n'est pas applicable aux condamnations prononcées, « soit par des tribunaux militaires, soit par des tribunaux ordinaires dans les cas visés par les articles 94 à 97, contre des militaires, pour des crimes ou délits prévus dans le présent Code » (art. 270 du projet de gouvernement).

De ce texte il résulte que le Comité, auteur du projet, n'a pas cru devoir étendre le sursis aux délits spécialement réprimés par le Code militaire. Pourquoi cette exception? on en a donné deux raisons.

On a dit, en premier lieu, que la loi de sursis est impraticable pour les délits militaires. Un soldat ne passant que trois années et quelquefois une seule au régiment ne peut remplir les conditions du bienfait de la loi, qui est de rester cinq années sans retomber. Ayant commis un délit militaire quelques jours seulement avant son départ définitif de la caserne, il ne pourrait plus se trouver en situation de commettre un délit militaire; ce serait donc accorder la faveur du sursis, non pas au coupable, qui résiste à toutes les pensées, à toutes les tentations de retomber dans un nouveau délit, mais à un condamné, qui ne va plus pouvoir commettre de délits militaires.

On a invoqué un second motif. On a fait remarquer que dans la justice militaire la répression doit avoir un caractère exemplaire; or, avec la loi de sursis, la peine suivrait de trop loin la condamnation qui l'aurait prononcée, et la sévérité de la peine militaire n'aurait plus de raison d'être.

Telle est l'application de la loi de sursis basée,

comme on le voit, sur la distinction entre les délits de droit commun et les délits militaires.

Cette réforme ne tardera pas à devenir une réalité.

SECTION II

De la libération conditionnelle.— Du casier judiciaire.

De la réhabilitation de droit.

I. — *De la libération conditionnelle.* — La libération conditionnelle est la mise en liberté d'un condamné, qui n'a pas encore subi toute sa peine et qui a donné, pendant son emprisonnement, des preuves certaines de son amendement moral. Sa libération est conditionnelle, elle ne lui est accordée que sous la condition qu'il sera réintégré à la prison, s'il donne de nouveaux sujets de plainte.

C'est une institution qui nous vient d'Angleterre, et qui s'est répandue dans le monde civilisé. Elle existe en Suisse, en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, etc. En France, elle fut introduite par la loi du 14 août 1885.

Une seule question nous intéresse : la loi est-elle applicable aux militaires ?

S'il s'agit d'un militaire condamné à une peine criminelle autre que la mort, il encourt la dégradation militaire. A partir de ce moment, il n'appartient plus à l'armée ; les peines qui le frappent sont appliquées conformément aux dispositions du Code pénal ordinaire, elles ont les effets déterminés par ce Code

(art. 189 du Code de justice militaire). Donc elles comportent la libération conditionnelle.

S'il s'agit, au contraire, d'un militaire condamné à une peine correctionnelle, le bénéfice de la libération conditionnelle ne peut lui appartenir, parce que la procédure de la loi de 1885 ne lui est pas applicable.

Cet obstacle, qu'il était facile de lever, suffit jusqu'à nos jours pour faire refuser cette faveur aux condamnés militaires.

Mais le projet de loi propose de mettre fin à cet état de choses, en apportant deux modifications à la loi de 1885. Il suffirait, pour cela de transporter au général commandant la circonscription les fonctions dévolues en notre matière au Ministre de l'Intérieur et aux Préfets. En outre, on prendrait des dispositions spéciales pour l'accomplissement du service militaire suspendu pendant la durée de la condamnation. Ce sont ces pensées qui sont traduites dans les articles 358 à 361 du projet.

II. — *De la réhabilitation de droit.* — La loi du 11 juillet 1900, portant modification de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, décrète qu'après l'écoulement de 2, 5, 10 ou 15 ans, suivant la gravité des peines, les condamnations uniques cesseront d'être portées sur le casier judiciaire n° 3, délivré au simple particulier; elle décrète également que lorsqu'il se sera écoulé dix ans dans certains cas, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein

droit. Le délai, dans les cas graves, sera de 15 à 20 ans.

Le Comité a pensé qu'il y avait lieu d'appliquer ces adoucissements aux condamnations à l'emprisonnement prononcées par les tribunaux militaires, qu'on pouvait les appliquer même à la condamnation aux travaux publics, qui sont une peine d'ordre correctionnel.

SECTION III

De l'admission des circonstances atténuantes.

Cette réforme, si importante, figure aussi parmi les revendications du projet gouvernemental. Nous en avons exposé la théorie dans la section précédente. Du reste, ce n'est plus un désir, mais c'est une réalité légale depuis la loi du 17 juillet 1901.

Depuis le dépôt du projet de loi du 24 mai 1901, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 2 décembre 1901, un projet de loi, appliquant à l'armée la législation relative à la libération conditionnelle, au casier judiciaire et à la réhabilitation de droit. Le 13 décembre 1901, ce projet de loi a été présenté au Sénat par les différents ministres compétents (1).

Il comprend six articles. Les cinq premiers se rap-

(1) Voir *Journal officiel*, n^{os} 228, 299, 362, 433, 473, 1019, 2360, 2770, 7^e législature de la Chambre des députés, 1901.

Sénat, n^o 436, année 1901, sess. extr., annexe au procès-verbal du 13 décembre 1901.

portant à l'armée de terre sont copiés littéralement sur le projet de loi du 24 mai 1901.

La libération conditionnelle civile ne diffère guère de la libération conditionnelle militaire que pour les autorités qui doivent intervenir. En matière civile, les arrêtés de mise en liberté conditionnelle et de révocation sont pris par le Ministre de l'intérieur, article 3 de la loi du 14 août 1895.

En matière militaire, pour les détenus des prisons militaires et des ateliers de travaux publics, le Ministre de la guerre prononce seul; les propositions établies par les commandants des établissements lui sont transmises par les généraux commandant les circonscriptions territoriales (article 1 du projet de loi du 2 décembre 1901). Sur les autres points, les dispositions de la loi du 14 août 1885, relatives à la libération conditionnelle, sont applicables aux civils comme aux militaires.

Sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, le projet de décembre 1901 copiant littéralement l'article 362 du projet de loi du 24 mai 1901, décide que les dispositions des articles 619 à 634 du Code d'instruction criminelle, ainsi que la législation sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, sont applicables aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires.

Les seules particularités à relever sont les suivantes :

1° Si une demande en réhabilitation est formée par un militaire sous les drapeaux à raison d'une condamnation prononcée par un Conseil de guerre, elle

est adressée au général commandant la circonscription dont relève l'intéressé, qui la transmet au commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre duquel ressort la circonscription. Ce Conseil statue ensuite, conformément aux dispositions prescrites par le Code d'instruction criminelle, pour la Chambre des mises en accusation (art. 4).

2° En cas de réhabilitation, la perte du grade, des décorations françaises et des droits à pension pour services antérieurs qui, aux termes du Code de justice militaire résultait de la condamnation, subsiste pour les militaires de tout grade; mais ceux-ci peuvent, s'ils sont réintégrés dans l'armée, acquérir de nouveaux grades et de nouveaux droits à la pension et obtenir de nouvelles décorations (art. 5).

SECTION IV

De l'imputation de la détention préventive.

Comme nous l'avons vu, une loi du 3 avril 1901 a transformé en loi cette revendication du projet.

Ici s'arrête l'exposé des différentes réformes que le gouvernement a présentées à la sanction de la Chambre des députés.

Si elles obtiennent l'adhésion du Parlement, ce qui est probable, la répression des délits militaires, en temps de paix, jouira de tous les adoucissements apportés à la répression des délits communs.

SECTION V

La mise en liberté provisoire.

Le Code de justice militaire, dans ses prescriptions relatives à l'arrestation de l'inculpé, ne fait pas mention de la mise en liberté provisoire. On en tire cette conséquence que ni le rapporteur, ni le commissaire du gouvernement ne peuvent mettre l'inculpé en liberté avant le jugement.

Le Comité, auteur du projet, voulut apporter un remède à cette situation sans issue. Il emprunta au Code d'instruction criminelle ses dispositions sur la mise en liberté provisoire, en écartant, toutefois, les règles relatives à la caution, règles contraires aux usages de l'armée. En conséquence, on organisa, à l'usage des rapporteurs, une mise en liberté provisoire, analogue à celle que peut accorder ou refuser le juge d'instruction. Les traits qui la caractérisent peuvent se résumer ainsi : La mise en liberté d'un inculpé, placé sous mandat d'arrêt ou de dépôt, est une faveur et non un droit. Elle peut être prononcée d'office par le rapporteur, ou l'inculpé peut la demander par une requête motivée, sur laquelle le rapporteur est tenu de statuer par ordonnance et, en cas de rejet, l'inculpé peut se pourvoir devant la Commission d'accusation (art. 132 à 135 du projet).

CONCLUSION

Pour tous les motifs longuement exposés dans ce travail, nous concluons à la disparition du Code de justice militaire de 1857 et à son remplacement par le nouveau Code de justice militaire élaboré dans le projet du gouvernement.

La raison fondamentale qui nous détermine est tirée de la différence entre l'armée pour laquelle le premier Code a été fait et l'armée actuelle. La première formait un groupe dans la nation, une force spéciale dans l'État, mais l'armée d'aujourd'hui est l'armée nationale, la nation armée.

La première conception comportait une justice militaire qui paraissait appropriée aux mœurs, aux idées convenant à cette armée, mais la seconde conception ne saurait avoir une justice militaire, qui n'a pas été faite pour elle, il lui faut une justice appropriée, une justice bien à elle. Si, un jour, la conception actuelle de l'armée vient à se modifier ou

à faire place à une autre, sa justice se modifiera et disparaîtra, comme doit disparaître la justice militaire de 1857; ainsi le veut la loi fatale de l'évolution.

VU :

J. PERCEROU.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 20 février 1902.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.



TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	5
INTRODUCTION.....	7

PREMIÈRE PARTIE

Réformes dans l'organisation des Conseils de guerre et des Conseils de revision.....	21
CHAPITRE I. — De l'organisation de la justice militaire dans les législations étrangères.....	22
CHAPITRE II. — De l'organisation de la justice militaire en France.....	33
1° Composition des Conseils de guerre.....	34
2° Composition des Conseils de revision.....	38
CHAPITRE III. — Type d'organisation de la justice militaire proposé actuellement à la Chambre des députés (séance du 24 mai 1901).....	40
A. — Des Conseils de guerre.....	41
B. — De la suppression des Conseils de revision et leur remplacement.....	45
C. — Du corps de justice militaire.....	47
CHAPITRE IV. — Du mode rationnel d'organisation de la justice militaire.....	49
<i>Principe</i> : — I. Critique de l'unité de tribunaux pour tous les crimes et tous les délits....	49
II. Nécessité d'une magistrature militaire.....	53

DEUXIÈME PARTIE

Réformes dans la compétence des Conseils de guerre et des Conseils de revision.....	53
CHAPITRE I. — De la compétence rationnelle des tribunaux militaires.....	57
CHAPITRE II. — De la compétence de la justice militaire dans le passé.....	70

CHAPITRE III. — De la compétence de la justice militaire dans le Code actuel.....	76
CHAPITRE IV. — De la compétence des tribunaux militaires dans les législations étrangères.....	110
CHAPITRE V. — De la compétence des tribunaux militaires dans le dernier projet de Code de justice militaire.....	117

TROISIÈME PARTIE

Réformes dans la procédure des tribunaux militaires	125
CHAPITRE I. — Des origines de la procédure de nos tribunaux militaires	126
CHAPITRE II. — De la procédure actuelle de nos tribunaux militaires	134
CHAPITRE III. — De la procédure militaire dans le projet du nouveau Code de justice militaire.....	154
CHAPITRE IV. — De la procédure militaire rationnelle en temps de paix.....	169

QUATRIÈME PARTIE

Réformes dans le sens de l'adoucissement des peines du Code de justice militaire	173
CHAPITRE I. — De la sévérité excessive des peines du Code de justice militaire	174
CHAPITRE II. — De l'adoucissement des peines dans les lois des 2 avril et 19 juillet 1901	177
CHAPITRE III. — De l'adoucissement des peines dans le projet de loi du 24 mai 1901.....	182
CONCLUSION	193